

L'organisation Syndicale et Corporative italienne

(De la loi du 3 Avril 1926 à la loi du 5 Février 1934)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1934, à 14 heures

PAR

A. M. WEININGER

MEMBRES DU JURY

Président : M. Gaëtan PIROU, Professeur

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PETOT, Professeur} \\ \text{M. MAUNIER, Professeur} \end{array} \right.$

Librairie L. RODSTEIN
17, RUE CUJAS, PARIS-V^e

1934

L'organisation Syndicale et Corporative italienne

(De la loi du 3 Avril 1926 à la loi du 5 Février 1934)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1934, à 14 heures

PAR

A. M. WEININGER

MEMBRES DU JURY

Président : M. Gaëtan PIROU, Professeur

Suffragants \ M. PETOT, Professeur
) M. MAUNIER, Professeur

Librairie L. RODSTEIN
17, RUE CUJAS, PARIS-V^e

1934

**La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.**

A MES CHERS PARENTS
en témoignage de mon affectueuse reconnaissance

A MON FRERE ET A MA SŒUR

A MES CAMARADES

INTRODUCTION

Le sujet que nous nous proposons de traiter sur l'organisation syndicale et corporative italienne, a formé depuis longtemps l'objet d'innombrables livres ou autres formes de publications qui, pour la plupart, ont eu comme source soit les publications officielles de propagande, et celles de leurs adeptes, soit les ouvrages de leurs adversaires.

Il n'y a pas de livre impartial, et chacun de nous apporte toujours sa passion dans son œuvre; la seule différence, c'est qu'il y a des gens disposés à interpréter les faits avec sincérité, et des gens toujours disposés à les altérer.

La présente étude est le fruit non seulement de quelques mois de recherches dans le pays même, mais aussi le résultat d'un contact direct aussi bien avec les dirigeants du fascisme, avec ceux qui dictent, qu'avec ceux qui subissent la loi. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec quelques personnalités comme M. Anselmo Anselmi, directeur au Ministère des Corporations, le professeur Filippo Carli, de la Confédération fasciste du Commerce, le profes-

seur Vivaldi, de la Confédération nationale fasciste de l'Industrie, le professeur G. Bortolotto, le docteur G. Casini, directeur du journal *Il Lavoro Fascista*, et avec d'autres personnes du monde fasciste, dont, par courtoisie, nous nous garderons de relever le nom.

Nous nous attacherons à étudier, dans la première partie, l'organisation syndicale italienne à partir de la loi du 3 avril 1926 jusqu'à la récente organisation du 5 février 1934, qui a été préparée en vue d'une meilleure coordination entre les syndicats préexistants et les nouvelles institutions créées.

Dans la deuxième partie, nous nous occuperons de l'organisation corporative. L'évolution interne des nouvelles institutions n'est d'ailleurs qu'à ses débuts, et il serait, croyons-nous, prématuré d'en écrire déjà l'histoire, car, quoi qu'on ait dit, les organisations existantes avant la loi du 5 février ne forment que la phase précorporative.

Il est cependant indubitable que l'effort accompli dans le domaine de la production, depuis 1922, est considérable, et si les résultats obtenus sont moins grands que le Régime ne le proclame, il n'est pas moins vrai qu'ils sont plus importants qu'on ne se l'imagine couramment.

PREMIÈRE PARTIE

L'organisation syndicale

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA LEGISLATION ET DU MOUVEMENT SYNDICAL ITALIEN

SECTION I

Avant la guerre

L'histoire du mouvement ouvrier en Italie n'a pas eu l'envergure de celle d'autres pays comme la France, l'Angleterre ou l'Allemagne. Son histoire est toute récente, car son développement industriel n'est pas de longue date.

Les premiers mouvements ouvriers sont ceux des *Fasci siciliani*, qui contraignirent les latifondisti de l'île d'accepter les fameux pactes agraires de Corleone, et plus tard les épisodes de la Lombardie et ceux de la Lunigiana (1). La

(1) *Lo Stato corporativo*, Bruno BIAGI (Rome, 1934).

pratique politique des gouvernements libéraux qui se sont succédés au pouvoir pendant une partie du dix-neuvième et du vingtième siècle était toujours la même. L'Etat laissait libre jeu aux compétitions économiques entre le capital et le travail; il assumait la tutelle de l'ordre public et de l'élaboration des lois.

La lutte entre le capital et le travail devenait chaque jour plus acharnée, et l'Etat y assistait impassiblement. Les grèves devenaient plus fréquentes et plus menaçantes. Elles ne faisaient qu'attaquer les bases mêmes de l'organisation économique. De front à cette situation historique, l'Etat libéral restait inerte, et si, au point de vue économique, cette inertie était encore nécessaire, au point de vue politique elle était très dangereuse.

En somme, il renonçait à dominer et à discipliner les nouvelles forces, qui menacèrent de dissoudre l'organisation sociale, et il ne sut pas, en d'autres mots, affronter et résoudre le problème des rapports entre le capital et le travail, où une prompt intervention s'imposait.

Au moment de l'unification du royaume d'Italie, en 1860, le mouvement social en était encore à ses premiers débuts, aussi bien en ce qui regarde ses formes syndicales qu'en ce qui concerne les modalités politiques. Les conditions d'existence des classes populaires étant faibles, particulièrement dans les campagnes, elles suscitèrent des séditions qui furent promptement étouffées par le gouvernement. On vit apparaître les grèves, et l'esprit d'association entre ouvriers trouva ses premières formes rudimentaires.

A partir de 1848, à l'exemple d'une association formée entre les typographes de Turin, on voit apparaître les sociétés de résistance, les lignes de résistance à la réduction des salaires, et les ligues pour l'obtention d'une situation meilleure, afin de venir en aide aux grévistes, de surveiller l'apprentissage, etc...

L'année 1874 vit les Mutuelles Ouvrières de métiers, qui avaient pour tâche la mutualité et la résistance. Peu après, sur l'initiative du premier député ouvrier à la Chambre italienne, M. Maffi, se créèrent les Consulats ouvriers, dont la tâche consistait à coordonner les forcés de ceux-ci. A partir de 1891, les Chambres de travail prospérèrent, et en 1893 se créa à Parme la première Fédération des Chambres de travail. Le mouvement social revêt un aspect politique. En 1880 se constitua à Bologne un parti ouvrier qui devint plus tard le parti des travailleurs italiens. Au Congrès de Gênes, en 1892, se constitua le parti socialiste italien, et le mouvement social qui au début manquait de couleur politique, fut emporté définitivement par la tendance marxiste.

Avec le commencement du vingtième siècle, le mouvement ouvrier et les organisations syndicales s'affirmèrent comme des facteurs puissants de la vie nationale, grâce aux Chambres de travail, ligues ouvrières et agraires. Les Confédérations provinciales, régionales, nationales se multiplièrent dans toute l'Italie. Si les statistiques n'ont signalé, jusqu'en 1900, que de rares exemples de grève, en 1901 et 1902 on compte quatre mille grèves, avec quatre millions

de journées de grève. Bon nombre furent victorieuses, car on calcula qu'en une seule année les travailleurs haussèrent d'environ cent cinquante millions de lire le total de leurs salaires.

En 1900, sur le vote du Congrès où se trouvaient représentées deux cent mille travailleurs organisés, fut créée la Confédération Générale du Travail, dont Rigola était le secrétaire et qui eut son siège d'abord à Turin, puis à Milan. La majorité se prononça en faveur de l'action parlementaire conduite en vue de conquérir les réformes sociales en accord avec les partis démocratiques, mais affirma sa propre indépendance à l'égard des partis politiques, y compris le parti socialiste. Un des buts du programme était « de créer et de développer des fédérations nationales d'ouvriers industriels en veillant à déconseiller les tendances au particularisme des catégories ». Le progrès de la Confédération Générale du Travail ressortira clairement des chiffres suivants, qui représentent le nombre des ouvriers organisés payant régulièrement leurs cotisations.

A côté de la Confédération, quelques autres organisations se rattachent au syndicalisme révolutionnaire. Déjà en 1906, lorsque naquit la Confédération Générale du Travail, le syndicalisme révolutionnaire républicain et anarchiste avait essayé de faire vivre un comité national de résistance (Parme, 1907), mais la tentative avorta. Sous l'action des idées de Sorel qui avaient pénétré en Italie et qui avaient trouvé des adhérents de valeur dans la personne de Labriola et de Leone, naquit l'Union syndicale,

qui se déclara indépendante de tout parti politique et qui adopta la grève générale non pas comme un moyen de défense politique, mais comme une méthode active, capable de conférer au prolétariat une puissance d'action efficace et de l'acheminer à la conquête de l'Etat. L'Union parvint à réunir plus de cent mille adhérents.

L'Organisation syndicale chrétienne reçut son élan de l'encyclique *Rerum Novarum*, promulguée par Léon XIII, et fut patronnée par l'œuvre du Congrès, qui était la branche sociale de l'activité catholique. Vers 1903 on compte quatre cent mille adhérents. Depuis, il y eut une période de décadence qui se prolongea jusqu' en 1911, quand les institutions économiques se regroupèrent pour former l'Union économique sociale des catholiques d'Italie. Le mouvement catholique grandit de 1911 à 1914, déclina au cours de la guerre et eut une reprise vigoureuse au lendemain de la paix.

La participation de l'Italie à la guerre de 1914-18 fut précédée d'une longue période d'incertitude et de dissentiments violents, qui eurent leur répercussion sur le mouvement syndical. Une fraction notable de l'Union syndicale italienne, favorable à l'intervention, fonda l'Union italienne du travail, qui vit venir à elle des ouvriers républicains et socialistes favorables à la guerre. En 1921, elle accusait un nombre de deux cent mille membres. Le programme de l'Union italienne du travail proclama qu'elle se tenait absolument à l'écart de toute politique et qu'elle menait la lutte contre le capitalisme et le régime du salariat. Il donnait

pour fin dernière de son action l'attribution à la classe ouvrière organisée, la production, la distribution et l'échange des richesses, et il annonçait en dernier lieu l'élévation du prolétariat à la dignité et à la capacité qui le mettrait en mesure de résoudre tous les problèmes de la production et de la justice sociale.

SECTION II

Le mouvement syndical après la guerre.

Immédiatement après la guerre, on constate en Italie une reprise formidable de la lutte entre les classes. Les socialistes, les communistes, ont comme but immédiat la réalisation des revendications prolétariennes par la prise de tous les moyens de production. La lutte, plus intense dans le Nord, s'étend jusqu'en Sicile; lutte continuelle non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture. L'Europe s'attendait anxieusement à un bouleversement de l'état social et du gouvernement italien, dont on disait qu'il subirait le sort de la Russie.

Les grèves journalières atteignirent leur maximum. Nous empruntons quelques chiffres à la publication du Ministère de l'Economie Nationale (1).

(1) *Conflitti del Lavoro del Decenio, 1914-1923* (Rome, 1924).

JOURNÉES DE GRÈVE

Années	Agriculture	Industrie	Totaux
1911.....	1.863.564	247.708	4.341.272
1912.....	921.217	1.968.198	2.889.415
1913.....	703.396	3.839.240	4.542.636
1919.....	3.436.829	18.887.917	22.324.746
1921.....	407.393	7.772.870	8.180.262
1920.....	14.170.961	16.398.227	30.509.188

Ainsi donc la moyenne de trois années est de :

1911 à 1913, de 3.924.441 journées de travail

1919 à 1921, de 20.358.066

Ces chiffres ne représentent qu'imparfaitement la réalité, car beaucoup de petites grèves, de moindre importance, ont échappé aux relevés statistiques. Le mouvement devint nettement révolutionnaire. Toutes ces grèves ont eu lieu dans les services les plus nécessaires à la vie, comme dans l'alimentation, les chemins de fer, l'éclairage, etc., et l'on peut dire, en somme, qu'elles ont porté un coup sérieux à l'économie du pays. Dans toute l'Italie, les menaces et les violences individuelles étaient de plus en plus fréquentes. En septembre 1920, à la suite d'un conflit dans l'industrie métallurgique, six cent mille ouvriers occupèrent les usines. Le gouvernement laissa faire.

Buozzi et Nitti affirment : « Il serait malhonnête de considérer comme une velléité bolcheviste l'occupation des

usines en Italie en 1920, car les causes et les buts en étaient purement économiques. Elle (l'occupation) sut éviter tout acte de sabotage ou de destruction de richesse et se termina d'une façon légale et pacifique. » (1). Il faut malgré tout ajouter que leurs efforts ne furent pas couronnés de succès; n'arrivant nullement à les faire fonctionner, les ouvriers préférèrent conclure un accord avec les industriels. Cet échec nous rappelle les paroles de Sorel : « L'épreuve de la pratique est la véritable épreuve des idées au contact de la vie économique; dès qu'il s'agit de sortir de dissertations vagues, les ouvriers s'aperçoivent que leurs chefs ne sont pas capables de les diriger, et ils les abandonnent. »

Mussolini disait en 1921 : « Vouloir soutenir qu'il existe encore un danger bolchevique en Italie équivaut à vouloir échanger, pour des raisons d'intérêt, la peur contre la vérité. Le bolchevisme est vaincu. » (2).

Cette défaite du mouvement syndical libre prélude à l'ascension d'un mouvement syndical nouveau, le mouvement fasciste.

SECTION III

La naissance du syndicalisme fasciste

Les masses, normalement, ne tolèrent pas, en politique ou dans la conduite économique, des idées nouvelles, de nouvelles méthodes et moins encore dans les autres bran-

(1) BUOZZI et NITTI : *Fascisme et Syndicalisme* (Paris, 1930).

(2) *Popolo d'Italia* (2 juillet 1921).

ches de la vie sociale. Seulement, l'inertie sociale est préférée par les gens d'une mentalité médiocre.

Incontestablement, le syndicalisme est le fait capital de l'histoire de l'Italie contemporaine. Mieux encore, la guerre a opéré la conversion du syndicalisme économique et international en un syndicalisme politique et national.

C'est à Ferrare que naquit le premier syndicat fasciste; d'autres furent fondés dans l'Italie du Nord, et très rapidement ils se multiplièrent et se groupèrent dans la Confédération des Corporations fascistes. A mesure que ce mouvement gagnait en ampleur et en influence, les chefs du syndicalisme, parmi lesquels on peut citer E. Rossoni, animateur et fondateur des syndicats fascistes, s'efforcèrent d'opposer au programme des anciens syndicats leurs propres principes et leurs propres méthodes d'action (1).

La pluralité de syndicats avant le fascisme était une faiblesse. On ne travaillait pas pour défendre le travailleur; on cherchait surtout à faire des prosélytes pour affaiblir telle ou telle organisation. Il fallait transformer les syndicats doctrinaires anarchiques en un syndicat organisé, placé dans les cadres de l'Etat.

Il a été proclamé alors qu'il ne s'agissait pas d'établir l'Etat des syndicats ni un Etat de syndicat, mais l'Etat supérieur à ceux-ci, l'Etat capable de dominer l'autodéfense des classes en équilibrant et en harmonisant les forces adverses dans l'intérêt supérieur de la nation. Le syndicat.

(1) ULRICO AILLAUT : *Revue Internationale du Travail*. — Le développement de la corporation en Italie (mai 1928).

fasciste est l'opposé du syndicat préfasciste et le point de discrimination, c'est l'Etat auquel l'un était contraire et auquel l'autre se subordonne (1).

C'est en effet par cette réglementation juridique que se résout le problème fondamental fasciste : utiliser le syndicat dans sa fougue juvénile et impétueuse en vue de l'organisation intégrale de la société, en faisant rentrer les associations professionnelles dans l'Etat, à la fois dans leur propre intérêt et dans celui de la discipline nationale. Le fascisme comprit que le syndicat, c'est-à-dire l'organisation des groupes de catégories est une nécessité inexprimable de la vie moderne. Il veut réorganiser la société, non sur des bases de l'aomisme individuel, de la philosophie de la révolutions française, mais sur la base d'une vision organique de la société et de la fonction productive de chacun.

L'Etat, dit Rocco, doit revenir à son ancienne tradition, interrompue par l'idéologie libérale, et se comporter envers le syndicat moderne exactement comme il s'était comporté envers les corporations moyenâgeuses (2). Il doit absorber et faire siens les syndicats. Ainsi, à l'opposé de l'ancien syndicat, dit le même auteur, le syndicat italien ne porte pas en soi sa propre fin; la fin qui lui est assignée est extérieure à lui et le dépasse (3).

L'Etat suit, sans doute, le grand mouvement qui se développe vers un regroupement des forces sociales, vers

(1) *Esperienza corporativa*, G. BOTTAI (Rome, 1929).

(2) *Crisi dello Stato e Sindacati*, in *Politica*, A. IV, N° XIX.

(3) Rapport de Rocco à la Chambre des Députés. — La réforme syndicale en Italie (page 56).

l'organisation juridique de la production, mais il considère aussi qu'il ne peut concourir à ce mouvement qu'en acceptant de sacrifier la liberté individuelle qui est en quelque sorte la raison d'être de l'Etat démocratique. Dans un tel Etat, le syndicat apparaît de plus en plus comme un ferment inassimilable, et d'autant plus que cherchant un point d'appui pour intensifier leurs actions, les organisations syndicales ont contracté par-dessus les frontières des alliances internationales de classes. Le courant, d'autre part, est trop puissant pour être enrayé. On se contente donc de législations fragmentaires qui s'efforcent à suivre le mouvement plutôt qu'elles ne tendent à le dominer. Le problème demeure entier. C'est ce problème que le gouvernement fasciste, bénéficiant des circonstances spéciales, tente de résoudre.

Mussolini, qui avait pris de l'étude des doctrinaires du syndicalisme révolutionnaire la conception la plus adhérente à la réalité économique et sociale, a su la mettre dans un étroit rapport avec l'idée nationale. Il a compris qu'il devait accepter le phénomène syndical comme un facteur de la société moderne. Ceci ne suffisait pas encore. Il affirmait que, pour la restauration de l'autorité étatique, il fallait opérer une profonde transformation dans la conscience des masses ouvrières pour les émanciper de l'utopie socialiste et communiste, pour pouvoir les concilier avec la Nation.

Nous trouvons toute la genèse spirituelle du syndicalisme et du corporativisme italien dans les paroles et dans

les écrits de Mussolini. L'idée fondamentale du système syndical fasciste apparaît pour la première fois dans le discours prononcé par celui-ci devant les ouvriers de la Société Franco-Gregorini, à Dalmine, le 19 mars 1919 : « Vous vous êtes mis sur le terrain de la classe, mais vous n'avez pas oublié la Nation. Pour les intérêts immédiats de votre catégorie, vous pouviez faire la grève vieux style, la grève négative et destructive : mais, pensant aux intérêts du peuple, vous avez inauguré la grève créatrice qui n'interrompt pas la production. Vous ne pouviez pas nier la Nation après que cinq cent mille de nos hommes sont morts pour elle. La Nation qui a fait ce sacrifice ne se renie pas, parce qu'elle est une glorieuse et victorieuse réalité. » (1).

Quelques jours après, à l'Assemblée des *Fasci di Combattimento*, Mussolini déclarait : « Nous nous mettons sur le terrain du syndicalisme national contre l'ingérence de l'Etat quand il veut assassiner le procès de création de la richesse. Nous combattons le rétrogradisme technique et spirituel. Il y a des industriels qui sont incapables au point de vue technique ; s'ils ne trouvent pas la vertu de se transformer, ils seront renversés. Mais nous devons dire à la classe ouvrière qu'une chose est démolir, une autre construire, et que si la destruction peut être l'œuvre d'une heure, la construction est l'œuvre des siècles. »

Orateur de premier ordre, Mussolini s'est adressé et

(1) « La patrie ne se nie pas et se conquiert ». Ces mots ont été attribués faussement à E. Corradini ; ils appartiennent à Rossoni, qui les a adoptés lorsqu'il était en Amérique, comme manchette à son journal syndical interventionniste, *Italia Nostra*.

s'adresse toujours à la masse, car il a tout de suite compris ce qu'il fallait pour la tenir en haleine.

Un point capital dans la doctrine syndicale de Sorel est la grève générale. Il voit en elle un mythe qui peut-être ne recevra pas de réalisation complète, et qui vaut moins comme anticipation du futur que comme image capable d'exciter les énergies et d'entretenir l'ardeur combative (1).

Chaque époque, chaque révolution surtout a besoin d'une sorte de messie, d'une image, comme le dit M. Pirou, capable d'exciter les énergies et d'entretenir l'ardeur combative. Le fascisme n'a pas échappé à la règle. A la grève générale, il a substitué l'idée de la nation, qui a atteint l'élévation d'une religion. C'est une foi qui donne le courage à ses adeptes. Tous les intérêts des particuliers doivent être subordonnés aux intérêts supérieurs de la nation, et le principe *Salus publica suprema lex*, qui était exceptionnel, devient dorénavant normal et général.

Beaucoup d'écrivains ont cherché, à tout prix, de donner au fascisme les sources les plus lointaines possible. Pour certains, M. Agrippa serait le premier apôtre du corporativisme (2); pour d'autres, Dante était un fasciste avant la lettre (3). Arrigo Solmi se dresse contre ceux qui voient en Mazzini un précurseur du fascisme. Il le dit même : « Si Mazzini ne peut pas être représenté comme un précurseur du fascisme dans le sens rigide de la parole, le fas-

(1) G. PIROU : *Les Doctrines économiques en France depuis 1870* (Paris, 1925).

(2) *La Dottrina Corporativa* : A. ZOPPI (Milan, 1932).

(3) P. IACOPINI : *Dante e il Fascismo* (Rome, 1929).

cisme étant un phénomène du vingtième siècle, il est sans doute qu'avec sa haute conception de la coopération créatrice sociale, Mazzini (1) a préannoncé et décrit une grande partie des idées et des formes qui ont été organisées dans ces dernières années (2).

Que le fascisme ait pris comme devise le binôme de Mazzini « Pensée et Action » et l'idée nationale, il est vrai; mais si nous cherchions à disséquer une doctrine, le fascisme comme n'importe quelle autre, on voit qu'elle est formée d'un mélange de toutes sortes, qu'elle n'est jamais originale, car une théorie n'est jamais la création d'un individu seul. Petit à petit, à travers les temps, chacun ajoutant un peu, il se trouve, à un moment donné, un individu qui sait lui donner l'harmonie et le dynamisme nécessaires pour qu'elle soit viable.

Il ne faut pas oublier que le syndicalisme fasciste, avant d'être national, fut provincial et régional. Une fois pour toutes, on ne peut pas parler, en 1919, de syndicalisme fasciste, ni même embryonnaire. Ce n'est qu'à partir de 1921, après les embuscades socialistes de Bologne, Modane, que le fascisme devient un phénomène de masse (3). En

(1) Mazzini, réfugié à l'étranger, travaillait à établir l'unité de l'Italie par la République. En 1831, il fonda la Jeune Italie, société secrète, où il n'admettait que des hommes au-dessous de quarante ans. *Histoire politique de l'Europe contemporaine* : Ch. SEIGNOBOS (Paris, 1924).

(2) Il est connu que Mussolini aime être entouré de jeunes. Son ancien collaborateur M. Bottai n'avait que vingt-sept ans lorsqu'il devint ministre.

(3) MUSSOLINI : *Fascismo e Sindacalismo* : in *Gerarchia* (mai 1926).

1915, avec la constitution *Faisceaux d'action révolutionnaire*, aucun plan doctrinal précis n'existait. Mussolini, comme il se plaît à le dire lui-même, n'apportait que l'expérience vécue d'une seule doctrine, celle du socialisme de 1903 et 1904 jusqu'à l'hiver de 1914, c'est-à-dire une dizaine d'années environ (1).

En 1919, ce n'était pas un parti, car il n'avait pas encore sa doctrine, mais un anti-parti en mouvement. Toute la doctrine se résumait à une série d'esquisses, d'anticipations, d'allusions qui, petit à petit, ont formé la doctrine politique du fascisme. Tout d'abord sous l'aspect d'une négation violente, elle prit plus tard l'aspect positif d'une construction qui, à travers les lois fondamentales du régime, trouva sa réalisation.

Mussolini, éduqué à l'école de Sorel et de Jaurès, eut la révélation de la Nation le 2 août 1914. Il convient, en l'occurrence, de se demander s'il existe des rapports et des affinités entre le mouvement syndical révolutionnaire et le syndicalisme d'aujourd'hui. Evidemment, si on voulait comparer l'action développée par le premier, entre 1905 et 1914, sur le terrain des compétitions économiques et sociales et celle développée par le syndicalisme fasciste de 1920, il ne serait pas difficile de trouver que celui-ci dérive en partie de celui-là.

Par certains côtés, le syndicalisme fasciste ressemble, quant à ses aspects idéologiques, à deux mouvements

(1) *Le Fascisme* : MUSSOLINI (Paris, 1933).

d'avant-guerre : à celui de Proudhon et Sorel, Angelo O. Olivetti (1), Enrico Leone, S. Pannunzio, et surtout au syndicalisme nationaliste avec E. Corradini, A. Rocco, M. Maraviglia (2).

Quant au problème économique de la doctrine nationaliste, aujourd'hui fasciste, il a été élaboré à Milan, du 16 au 18 mai 1914, à l'occasion du troisième Congrès de l'Associazione Nazionale Italiana, présidée par A. Rocco, ancien garde des Sceaux sous le régime fasciste, un des chefs les plus incontestables du mouvement nationaliste.

Le syndicalisme révolutionnaire est issu de la réaction contre la politique quiétiste et accommodante des courants réformistes du socialisme et de ses organes syndicaux ; à la fois contre la pratique du compromis et de pactisation avec le capitalisme et l'Etat, il pratiquait le système de la lutte à outrance, qui se traduisait par une série ininterrompue d'agitations et de grèves pour affaiblir le pouvoir de l'Etat et le rendre moins capable de résister à l'action révolutionnaire.

Quant au mouvement syndical fasciste, il fut, en somme, une réaction contre le phénomène de dégénération des fonctions et des classes et eut un caractère plutôt politique qu'économique.

(1) A.-O. Olivetti et P. Orano, qui furent des syndicalistes révolutionnaires avant 1914, se convertirent à l'idée nationale (*A proposito degli elementi di Storia del Sindacalismo*, di E. MALUSSARDI, in *Lo Stato* (Avril 1931).

(2) G. ARIAS : *L'Economia nazionale corporativa* (Rome, 1929).

Fut-il le seul? Non, car, dans un autre domaine artistico-littéraire, le futurisme et les groupes de la *Voce* eurent, à leur tour, une influence digne d'intérêt sur la préparation de la conscience nationale. Le mouvement mussolinien, mouvement de minorité dans le parti, luttait contre la plate et stérile politique du réformisme. Mouvement de minorité, disions-nous, mais une antique vérité nous montre qu'une minorité audacieuse et hardie arrive, car il réussit à assumer la direction effective de l'organisation dans l'économie agricole, qui fut considérée, non sans raison, comme la moins adaptée à un développement possible de l'action révolutionnaire du syndicat.

Le prolétariat agricole n'a offert, selon Masotti (1) dans aucun autre pays une telle matière d'observation et d'étude comme un élément possible d'action et de transformation révolutionnaire. Les ouvriers agricoles ne connaissaient pas un contrat qui réglât leur fatigue et qui garantît, dans une certaine mesure, un minimum de salaire. (Le mouvement corridonien, à Milan, présentait déjà les mêmes aspects.)

Le mouvement syndical dans le domaine industriel n'a pas eu de beaucoup un meilleur sort. Il se manifeste avec les conflits miniers et métallurgiques à Elba, Milan et Turin, pour ne citer que les plus importants. Les conflits de la semaine rouge de 1914 (juin) lui font suite. Le jeune mouvement syndical est un élément prépondérant. La bourgeoisie italienne et l'Etat libéral se trouvèrent devant un

(1) *Lavoro Fascista* (23 novembre 1932).

front jeune et irréductible, qui fuyait à tous compromis et qui s'accroissait sous la persécution. Sa signification politique fut, pour dire avec un de ses théoriciens, une « anticipation ».

SECTION IV

La position de l'Etat à l'égard des groupements professionnels

Le syndicat de droit public constitue la pierre angulaire du système syndical et corporatif italien. Dans la crise de l'Etat moderne, qui a fait surgir de graves problèmes d'ordre juridique, économique et politique, on peut affirmer que le syndicalisme y est pour une bonne part et occupe même une place d'honneur. Parmi ces problèmes, il y en a un qui est commun à tous les pays civilisés.

Quelle est la position de l'Etat à l'égard des groupements professionnels?

Diverses tendances doctrinaires se sont manifestées. De l'école marxiste à l'école nationaliste, de l'école solidariste à celle catholico-sociale et toute une série intermédiaire ont cherché à fixer l'attitude de l'Etat à l'égard des individus. Toutes ou presque toutes reflètent les conceptions des rapports qui doivent exister entre l'Etat et l'individu. C'est un sujet qui a tourmenté depuis des siècles la pensée humaine.

Les deux écoles, libérale et socialiste, de front au mou-

vement syndical, ont formulé leurs attitudes et leurs raisons. La première prêche l'inertie de l'Etat devant les groupements organisés car pour elle, l'association ne constitue qu'un droit naturel et inviolable de l'individu. La deuxième conçoit le syndicalisme comme le meilleur instrument pour renverser la société capitaliste et pour faire triompher le prolétariat. En théorie, ces deux doctrines sont antagonistes, mais sur le terrain pratique elles se retrouvent. Les partis socialistes trouvent dans l'inertie de l'Etat libéral l'élément favorable pour l'application des principes de leur programme. Entre ces deux extrêmes, une abstentionniste et l'autre antiétatique, on trouve diverses conceptions qui se différencient suivant le degré d'interventionnisme (1).

Il se pose donc au sociologue comme au législateur un problème politico-constitutionnel, à savoir la position des syndicats, ses fonctions et ses fins dans l'organisation de l'Etat. Mais, avant tout, nous croyons utile de montrer quelle fut, à travers le temps, la position de l'individu, non devant l'Etat, mais devant un nombre plus restreint d'individus, devant l'association, devant le groupement professionnel, car avant la solidarité nationale, sans tenir compte d'un ordre chronologique quelconque, il y a la solidarité professionnelle, qui crée entre ceux qui exercent le même métier une solidarité réelle et positive, analogue à celle que crée la communauté du territoire.

(1) Sur les autres doctrines, voir : R. GONNARD : *Histoire des Doctrines économiques* (Paris, 1930), et G. PIROU : *Les Doctrines économiques en France, depuis 1870* (Paris, 1925).

Cette solidarité a été définie par P. Boncour, le phénomène par lequel l'acte accompli par l'individu, membre d'un groupe, a son incidence sur les autres membres de ce groupe, et qui crée ainsi entre tous les membres du groupe une dépendance réciproque. C'est une solidarité de ce genre qui existe dans la nation; elle y est exprimée par le groupement territorial ou politique, l'Etat, et elle s'appelle la solidarité nationale (1).

Il n'est pas possible d'apprécier la raison des institutions qui régissent, commandent et meuvent les sociétés organisées, sans tenir compte de l'instinct qui pousse l'homme à adhérer à ses semblables.

L'association, dit M. Costamagna, ne s'applique pas en effet à un seul objectif, mais à toutes les manifestations de la vie. Elle assume des formes et des types assez divers, tellement divers, qu'il n'est pas possible de les classer avec précision (2).

L'histoire nous montre en effet, l'éclosion spontanée des groupements professionnels à toutes les époques et dans tous les pays. Ils existent dans l'antiquité, dans le moyen âge, ils existent de nos jours. Les sociologues, les juristes, les économistes, leur assignent, parmi les autres groupements, un rôle prépondérant dans l'organisation sociale des nations. Les publicistes et les politiciens de toutes les écoles et de tous les partis, avec, bien entendu,

(1) P. BONCOUR, op. cit.

(2) C. COSTAMAGNA : *Diritto Corporativo Italiano* (Turin, 1927).

des préoccupations diverses et dans des buts différents, s'accordent à les prendre comme instruments et bases de leurs réformes ou de leurs révolutions. Le groupement professionnel va étendre son action dans tout le cercle de l'activité professionnelle pour l'organiser, et peut-être au delà, pour faire prévaloir les intérêts communs. Dans ce cas, la liberté de l'individu d'exercer la profession comme il l'entend se trouvera, à un moment donné, en conflit avec l'intérêt commun de la profession représentée par le groupe.

Cette solidarité, dont nous parlions plus haut, implique, *a fortiori*, la restriction de la liberté de chacun, puisque l'exercice de cette liberté peut nuire à tous. Le groupement professionnel cherche à apporter des limitations. Ces rapports de l'individu et du groupe professionnel ont affecté, au cours de l'histoire, des modalités très variées. On peut, cependant, les ramener à trois types essentiels. En premier lieu, l'activité professionnelle de l'individu n'est pas libre, elle est soumise à la souveraineté d'un groupe déterminé à compétence fixe. Le groupe professionnel est donc obligatoire : telle fut la corporation de l'ancien régime. En second lieu, l'individu est libre d'exercer comme il lui plaît son activité professionnelle, ou du moins il n'est soumis qu'à la souveraineté de l'Etat, départements, communes, mais il n'est pas libre de se joindre à d'autres individus pour former un groupement professionnel; c'est la liberté du travail avec l'interdiction de l'association. Tel fut le régime de l'Angleterre jusqu'en 1824, de l'Allemagne jusqu'à la moitié du dix-neuvième siècle, et la constitution de Weimar

de 1919 confirme le droit d'association et établit même un droit d'intervention de l'Etat, qui, accentué, se trouve dans la *Carta del Lavoro*; tel fut le régime en France jusqu'en mars 1884, lorsque fut voté le projet de Waldeck-Rousseau qui fut appelé le plus important du siècle. Enfin, l'individu est libre d'exercer comme il lui plaît son activité personnelle, et libre d'entrer dans un groupement dont il choisit la compétence; c'est le groupement professionnel libre. Ce dernier type est celui qui affecte, à l'heure actuelle, la plupart des nations civilisées. Il y a bien des groupements professionnels obligatoires, mais pour quelques professions seulement, d'une nature particulière. Le groupement libre est la règle.

Pour mieux comprendre le développement de l'idée corporative, il faut, avant tout, rechercher brièvement quelle fut l'attitude de l'Etat à l'égard des associations syndicales.

Il est certain que l'idée de l'Etat issue de la Révolution française exclut l'admissibilité de ces organisations; l'individu est mis en rapport immédiat avec l'Etat, sans intermédiaire. L'Etat libéral a cédé, à la longue, à la force des choses, mais ne put pas attribuer ou reconnaître à l'association les caractères et les fonctions de droit public. La structure corporative italienne d'aujourd'hui proclame le syndicat personne de droit public.

C'est ici que se trouvent tous les éléments qui le différencient du syndicalisme révolutionnaire ou de la conception que le libéralisme s'est fait des associations. La Révolution fasciste cherche à instaurer un nouveau régime

de justice sociale, basé sur la pleine égalité juridique de toutes les catégories, y compris les employeurs et les ouvriers, et sur l'amélioration continuelle des conditions de travail. Elle a instauré l'Etat des producteurs sur le principe qu'au-dessus des intérêts de classe, il y a les intérêts de la nation. Elle veut substituer la coopération à la lutte des classes; l'économie à la place du gaspillage, et tout cela dans l'unique but, très élevé, d'améliorer matériellement et moralement les masses profondes du peuple italien.

En somme, l'attitude de l'Etat envers les syndicats affecte trois types. Le premier reflète la pensée libérale : l'Etat concède aux associations professionnelles une reconnaissance purement de droit privé. La personnalité juridique, dans ce cas, n'est que l'instrument fourni aux groupements syndicaux pour la poursuite de leur fin particulière. Ces buts présentent un caractère particulier, car l'Etat se considère étranger à eux. Il résulte une capacité plus ou moins grande pour l'accomplissement de certains actes juridiques déterminés, mais irrésolus pour le problème de l'extension et de l'efficacité du contrat collectif de travail. C'est le type de la majeure partie des législations modernes.

Le second est tout contraire au précédent. On reconnaît aux syndicats une véritable souveraineté d'ordre économique et professionnel. Le Syndicat tend à diminuer de plus en plus la souveraineté de l'Etat. Cette conception, en dernière analyse, essaie de construire un véritable Etat des

syndicats. L'Etat ne serait que le grand protecteur des républiques professionnelles fédérées (1).

La troisième solution est celle fasciste, qui repose sur le Syndicat de droit public en suivant les principes de la conception fasciste de l'Etat. L'Etat fasciste ne se borne pas à conférer la personnalité juridique de droit privé aux syndicats, bien au contraire il les fait participer à la souveraineté de l'Etat et fait d'eux de véritables institutions de droit public. Il découle d'ici, la personnalité de droit public, la représentation de la catégorie, le pouvoir normatif et le pouvoir tributaire et l'efficacité *erga omnes* du contrat collectif de travail.

Mais si ceci forme l'activité fondamentale du Syndicat, la Charte du Travail leur attribue des devoirs non moins importants en matière d'assistance, prévoyance, instruction professionnelle, placement. Le syndicat représente l'organe de l'Etat dans le sens le plus large du mot (2).

Nous nous trouvons, pour terminer, de front à un des problèmes les plus essentiels du monde moderne, et sa solution est la pierre angulaire de la doctrine corporative. « Non, comme le dit M. Bottai, le syndicat contre l'Etat, mais le syndicat sous l'Etat (3).

(1) J.-P. BONCOUR : *Fédéralisme économique* (Paris 1901).

(2) B. BIAGI, op. cit.

(3) B. BOTTAI : *Sviluppi del l'idea corporativa nella legislazione internazionale* (Livourne, 1928).

SECTION V

Travaux préparatoires de la réforme syndicale

Lorsque le parti fasciste arriva au pouvoir, il y avait déjà, selon le professeur Viana, depuis 1922, huit organisations distinctes :

1° La Confédération de l'industrie italienne formée par les patrons (1);

2° Des syndicats chrétiens constitués en Confédération italienne des travailleurs;

3° Des syndicats socialistes en Confédération générale du travail (2);

4° Des syndicats révolutionnaires communistes en Union syndicale;

5° Des syndicats nationalistes en Office national du travail;

6° Des syndicats d'Annunziens en associations d'Annunziens;

7° La Confédération nationale des corporations syndicales fascistes;

(1) Parmi les premières organisations patronales, il faut compter la Ligue Industrielle Piémontaise. Elle fut créée en 1900, par l'industriel français Craponne, pour répondre aux attaques des syndicats ouvriers (BUOZZI et NIRRI, op. cit.).

(2) Après l'attentat du 5 novembre 1926, commis par Zamboni, la Confédération Générale du Travail se meurt, en passant de Ludovico d'Aragono à Carlo Azimonti et *in extremis* à B. BuoZZi. MALUSSARDI : *Elementi di Storia del Sindacalismo fascista* (Turin, 1930).

8° Des syndicats républicains formés en Union italienne du travail.

Le gouvernement, pour pouvoir réaliser la réforme du système syndical, nomma une Commission de dix-huit membres qui étaient appelés les dix-huit Solons, par la presse adverse. Dans la Commission des dix-huit, il y avait deux tendances extrêmes, le nationalisme et le syndicalisme pur. La Commission des dix-huit avait tracé une ligne intermédiaire qui pouvait avoir sa valeur comme construction théorique, mais en pratique ne donnait satisfaction ni à l'une ni à l'autre des deux tendances opposées (1).

Le Gouvernement accepte certaines parties du projet présenté par la susdite Commission et en rejette d'autres. Le fait important à retenir est la reconnaissance juridique accordée aux syndicats, plutôt dans l'intérêt de l'Etat, que dans leur propre intérêt.

Mais si la reconnaissance est un fait important, la condition capitale est que la collectivité ne doit jamais s'exercer à l'encontre de l'intérêt général. Pour mieux comprendre la nouvelle tendance du Gouvernement, nous citerons les fameuses paroles tenues par Mussolini à la Scala : « Tout pour l'Etat, rien hors l'Etat, et surtout rien contre l'Etat. » Cette formule, disait le Ministre de la Justice, ne signifie pas, comme certains affectent de le croire, la constitution d'un Etat omnipotent qui absorbe tout et opprime tout. Non, notre conception de l'Etat est

(1) Ulrico AILLAUD, *op. cit.*

bien celle d'un Etat souverain et supérieur aux individus, aux groupes, et aux choses, mais avec la claire et explicite supposition préalable que l'Etat doit se servir des fins supérieures. Dans la supériorité des fins de l'Etat, dans l'accomplissement de sa mission de perfectionnement moral et civil à l'intérieur et à l'extérieur, se trouve la supériorité de ses pouvoirs. Ainsi, la puissance de l'Etat, loin d'opprimer les citoyens, se reflète utilement sur eux (1).

Après la marche sur Rome, la soi-disante droite de la Confédération Générale du Travail n'hésite pas à faire des avances à travers certains de ses hommes moins suspects, et qui se présentent sous la dénomination de « *néo-laburisti italiani* ». Le secrétaire de la Fédération des Coopératives proposa à Rossoni, un des chefs du mouvement fasciste, la fusion du mouvement syndical, dont nous parlions plus haut, avec celui corporativiste.

Rossoni, dans un interview accordé au *Resto del Carlino*, affirme qu'il n'y a aucune possibilité d'entente entre le mouvement syndical de la Confédération du Travail avec celui de la Confédération des corporations syndicales fascistes, pour la simple raison que le premier a un caractère classique, tandis que l'autre a comme présupposition le caractère unitaire de la production (2).

Le fascisme, à son apparition, avait gagné la sympathie

(1) A. ROCCO : *La Trasformazione dello Stato* (Rome, 1927).

(2) E. MALUSSARDI : *Elementi di Storia del sindacalismo fascista* (Turin, 1930).

de la classe patronale agraire. Aussi, on trouve beaucoup d'esprits pour appuyer l'idée de donner les corporations pour bases au mouvement syndical patronal agraire (1). La résistance des chefs de la Confédération eut pour conséquence qu'une fraction considérable des agrariens fit une scission et alla constituer à Bologne la Fédération italienne des syndicats agraires (F.I.S.A.). Les initiateurs de la scission, crurent que du même coup ils donneraient un élan plus vigoureux au mouvement, grâce à une fusion plus intime avec le parti maître du pouvoir.

L'année 1923 vit se dérouler une lutte à armes courtoises, entre l'ancienne Confédération et les Corporations. Finalement, le 19 février 1924, on aboutit à la conclusion d'un pacte de fusion. Les corporations fascistes tentèrent d'absorber, à leur tour, la Confédération générale de l'industrie, mais les dirigeants de la Confédération parvinrent à sauver provisoirement leur autonomie. Les organisations patronales cherchèrent à rester en contact avec les syndicats libres qui, quoique désorganisés en fait, pouvaient compter sur la fidélité des ouvriers industriels des grands centres urbains, moins exposés à la pression politique que ceux des petites agglomérations. Les corporations n'abandonnèrent pas la partie. Elles poursuivirent leurs efforts pour se faire reconnaître par la Confédération Générale de

(1) On accordait trop souvent le nom de corporation aux associations qui, en réalité, présentent seulement le caractère syndical. Dans la Charte de Carnaro, comme on l'a remarqué, les corporations ne sont au fond que des syndicats (*Lo Stato*, avril 1933).

l'Industrie, en qualité de représentante unique de la main-d'œuvre auprès des industriels. Après de multiples négociations, elles finirent par avoir gain de cause, grâce à l'appui du pouvoir politique.

Le Grand Conseil Fasciste, sous la présidence de Mussolini, vota un ordre du jour, le 2 novembre 1923, par lequel « reconnaissant que la majeure partie des forces industrielles sont groupées dans la Confédération Générale de l'Industrie », il déclarait : « Ne songez, en aucune façon, à y créer des scissions, ni à compromettre l'action efficace technique et morale de cet organisme, que le Gouvernement fasciste inaugure par le projet de loi soumis à votre approbation (exposé des motifs, page 4). » Il exigeait que ladite Confédération s'en souvînt dans ses rapports avec le Syndicat fasciste. Cet appel fut entendu (1).

La possibilité de collaboration entre les patrons et les syndicats fascistes s'est concrétisée dans l'accord du Palais Chigi, le 21 décembre 1923, et dont nous présentons une partie de son contenu ; la Confédération générale de l'Industrie et la Confédération générale des Corporations syndicales fascistes poursuivent, en commun, le but de mettre leur action en harmonie avec les principes directeurs qui inspirent le Gouvernement national, lequel a déclaré, à maintes reprises, considérer l'accord sincère dans la résolution de travailler entre chefs de l'industrie, techni-

(1) *La liberté syndicale en Italie* : B. I. T., vol. IV, 1926.

ciens et ouvriers, comme le plus sûr moyen d'accroître le bien-être de toutes les classes et la richesse de la Nation.

Mais cette alliance cordiale n'était que le prélude d'un accord d'une portée beaucoup plus vaste, conclue le 2 octobre 1925, au Palais Vidoni, et qui consacrait en fait le monopole de la représentation syndicale des Corporations fascistes dans ses rapports avec la classe industrielle de l'Italie. L'accord Vidoni fut entériné par le Grand Conseil, le 6 octobre 1925, sur un rapport présenté par A. Rocco; dans la même séance fut accepté le principe de la Magistrature du Travail, gardienne du contrat de travail, juge des infractions patronales ou prolétariennes; l'on vota également l'interdiction des grèves et des lock-outs pour les personnes collaborant à un service public.

En voici le texte : *a)* La Confédération Générale de l'Industrie reconnaît que la Confédération des Corporations fascistes et les organisations qui en dépendent représentent celles des travailleurs; *b)* La Confédération des Corporations fascistes reconnaît que la Confédération générale de l'Industrie et les organisations qui en dépendent représentent seules les industriels; *c)* Tous les rapports contractuels entre les employeurs et les travailleurs devront être assurés par une organisation qui dépend de la Confédération des Corporations fascistes et de la Confédération de l'industrie; *d)* Les commissions intérieures sont supprimées et leurs fonctions transférées aux Syndicats fascistes locaux. On ne saurait mieux mettre en évidence la portée de cet accord qu'en rappelant les paroles

par lesquelles l'auteur de la loi du 3 avril l'a lui-même apprécié: « L'accord du 2 octobre 1925, écrit-il dans l'exposé des motifs, entre la Confédération Générale de l'Industrie et la Confédération des Corporations fascistes, par lequel les deux organisations se reconnaissent réciproquement comme les seuls représentants légitimes des patrons et des ouvriers de l'industrie, marque le triomphe du syndicalisme national et prépare la route à la transformation la plus profonde qu'un Etat ait jamais subie depuis la Révolution française. »

CHAPITRE II

La loi du 3 avril 1926

SECTION I

Les associations de premier degré

§ 1^{er}. — *L'unité syndicale dans la loi du 3 avril*

La loi du 3 avril 1926 vise en premier lieu à éviter l'auto-défense des classes, et en second lieu et surtout elle vise à discipliner tous les rapports du travail. La substance de la réforme accomplie dans l'ordre politique et juridique consiste dans le fait d'avoir transformé l'association syndicale qui avait un caractère critique et politique en une institution publique, élément de nouvelles hiérarchies sociales, organes de collaboration entre les catégories et les classes, aux fins utilitaires de la nation qui se concrétise et se personnifie dans la nation (1).

(1) G. BOTTAI : *Esperienza corporativa* (Rome, 1929).

Pour atteindre ces buts que nous citions plus haut, il fallait, à tout prix, augmenter, autant que possible, le pouvoir du syndicat, lui donner des attributions de droit public, et surtout réaliser l'unité syndicale sur le terrain professionnel. La nouvelle organisation syndicale est basée sur l'unité.

A ce propos, l'article 6 de la loi du 3 avril 1926, dit : « Il ne peut être reconnu légalement, pour chaque catégorie de patrons, d'ouvriers, d'artistes ou de personnes exerçant une profession libérale, qu'une seule association. » Ce caractère d'unité a une importance capitale, et est, dans la législation italienne « la clef de voûte » du système. En d'autres mots, la pluralité des syndicats autorisés est défendue, car ils sont la source de désordres et d'indiscipline. Le contrôle de l'Etat serait inefficace, et on favoriserait, à la longue, la constitution de syndicats de partis, toujours nuisibles, parce qu'ils réduisent l'organisation ouvrière à un simple instrument de luttes électorales. La concurrence entre les syndicats nuit à la collectivité des travailleurs; les partis politiques affaiblissent les organisations, par le fait même de les diviser et de les placer en concurrence.

Mais à côté des associations reconnues par la loi, il existe des associations de patrons, de travailleurs, d'artistes et de personnes exerçant une profession libérale, qui ne sont pas reconnues légalement, mais elles continuent de subsister aux associations de fait. La loi, dans son article 5, dit que les associations légalement reconnues, ont la per-

sonnalité civile, et représentent légalement tous les patrons, salariés, ouvriers, artistes ou personnes exerçant une profession libérale de leur catégorie, pour laquelle elles sont constituées, qu'ils soient ou non inscrits dans l'étendue de la circonscription territoriale où elles exercent leur activité.

La plupart des théoriciens du syndicalisme désirent voir partout s'établir l'unité syndicale. Tous ils estiment que sur le terrain professionnel, les raisons de solidarité l'emportent sur les raisons de divergence qui naissent des conceptions politiques différentes. La plupart des personnes compétentes en cette matière réclament le syndicat unique. Dans son *Le Droit Ouvrier*, M. Scelle (1) dit : « De quel côté que l'on se tourne, on s'aperçoit que le syndicat, juridiquement, n'incarne pas la profession, il ne peut point l'exercer, il est impuissant à la grouper sous sa direction, la loi ne lui permet pas de s'en faire le défenseur exclusif. C'est à peine si l'on peut, en dépensant des trésors d'ingéniosité juridique, lui fournir des moyens d'incarner, au point de vue professionnel, le groupement de ses propres membres, de traiter avec eux, d'ester en justice en leur nom. En outre, la législation syndicale reste insuffisante à procurer la paix sociale. C'est cette défectuosité qui est au fond de l'attitude de combat adoptée par le syndicalisme, lorsqu'il s'efforce de conquérir en fait le pouvoir juridique que la loi lui refuse, c'est-à-dire de

(1) SCELLE : *Le Droit ouvrier* (Paris, 1922).

devenir représentant et souverain de la profession organisée et unifiée; dépasser du domaine de droit privé dans le domaine du droit public, de la formule associative à la formule administrative; d'assumer obligatoirement à la défense des intérêts professionnels et de faire disparaître par le syndicat obligatoire l'antinomie fondamentale et irréductible entre la liberté individuelle du travail et la représentation professionnel de l'intérêt corporatif. »

Le but essentiel de l'article 6 de la loi de 1926 peut-on dire, est de respecter le principe de l'unité des intérêts professionnels qui a, nécessairement, pour corollaire l'unité syndicale. Le rapporteur de la loi au Sénat déclare clairement que « la liberté illimitée de constituer au sein d'une même profession un nombre indéterminé de groupements syndicaux aux tendances divergentes ou antagonistes est en opposition avec l'idée de l'unité des intérêts professionnels. La liberté syndicale illimitée conduit au fractionnement et par conséquent à l'impuissance de la représentation professionnels. Un syndicat fait concurrence à un autre pour le plus grand dommage de la collectivité des travailleurs et faute d'une autorité publique qui puisse dire lequel des syndicats détient la véritable représentation des travailleurs, la victoire reste au syndicat le plus fort. Comme on l'a fait observer au cours de la discussion à la Chambre, la liberté syndicale eut pour effet, en Italie comme ailleurs, la multiplication des organisations ouvrières. Les partis politiques divisèrent tous les travailleurs en de si nombreux groupes que ceux-ci se trouvèrent affaiblis devant les classes patro-

nales qui n'eurent jamais qu'une seule organisation » (1).

L'exposé des motifs ajoute : « Il y a un seul syndicat reconnu comme il y a une seule commune, une seule province, un seul Etat. La multiplication des institutions publiques en vue de l'exercice des fonctions publiques identiques caractérise les époques de désagrégation et d'anarchie. » L'originalité du système fut d'avoir compris la force vivante qui est l'unité des syndicats dans la vie contemporaine, sa vertu de discipline et surtout d'avoir songé à canaliser cette force, à l'utiliser comme moyen moderne de domination.

§ II. — *Syndicat obligatoire ou libre ?*

Le syndicat une fois reconnu (on verra plus tard dans quelles conditions), sera-t-il obligatoire ou libre ?

Le problème a soulevé une controverse parmi les spécialistes. Le syndicat obligatoire a beaucoup de partisans et en France la tendance socialiste est pour le syndicat obligatoire.

Jaurès, Guesde et Sembat déposèrent à la Chambre, au nom du Conseil national du parti ouvrier français, cette proposition de loi, en 1894 : « ARTICLE PREMIER. — Les travailleurs des deux sexes sont considérés comme constituant du fait seul de leur emploi, des sociétés ouvrières par ateliers, usines ou concession minière. »

Nous nous trouvons ici en face de la conception intégrale du syndicat obligatoire.

(1) Rapport ministériel au Sénat. Documents parlementaires (1926).

Hitze, en Allemagne, dans *Capital et Travail* (1) déclare : « La corporation obligatoire est à même de pourvoir à tout, la corporation facultative ne répond à aucune exigence. » Dans ce dernier pays, Ratheneau est aussi pour les syndicats obligatoires.

Par contre, G. Sorel se dresse contre le syndicat obligatoire et il écrit à ce sujet (2) : « On a souvent parlé de rendre les syndicats obligatoires, ce serait détriure tout ce qu'a de socialiste l'institution syndicale fondée sur la libre association des gens qui poursuivent des fins pratiques, prochaines et raisonnées; nous retomberons dans le chaos des groupements administratifs, où le pouvoir dépend généralement des gens les moins qualifiés comme producteurs... Pourquoi, d'ailleurs, jouer toujours sur les mots ? Un syndicat obligatoire est un non-sens. »

Il existe aussi une conception réduite du syndicat obligatoire qui est plus en faveur actuellement. Au lieu d'englober tous les salariés obligatoirement dans le syndicat, on préfère n'y faire rentrer qu'une minorité intelligente et agissante et le syndicat ainsi composé, servira d'intermédiaire obligatoire aux ouvriers, qu'il s'agisse de leurs rapports avec les employeurs ou avec les pouvoirs publics. D'autre part, toutes les décisions ou prescriptions sont obligatoires pour les ouvriers, qu'ils fassent ou non partie du syndicat. Plus ou moins avancée selon le pays, la syndica-

(1) F. HITZE : *Capital et Travail et la réorganisation de la société* (Louvain et Paris, 1898).

(2) G. SOREL : *L'avenir socialiste des syndicats* (Paris, 1901).

lisation obligatoire n'en est pas moins l'une des caractéristiques des tendances modernes de la protection ouvrière. Dans la plupart des pays, le mouvement en faveur de la syndicalisation obligatoire, c'est-à-dire de l'organisation corporative obligatoire de la profession et de l'adhésion forcée de tous ses représentants, n'est pas un mouvement spécifiquement socialiste. Il est souvent considéré comme l'antidote du socialisme marxiste et une réaction contre le syndicalisme révolutionnaire.

Nous trouvons la corporation obligatoire de la petite industrie, en Autriche, qui fut rétablie en 1883. En Allemagne, on trouve vers 1897, les corporations obligatoires d'artisans.

En Australie et New-Zeeland, le syndicat a de tels privilèges qu'il est presque nécessaire pour le travailleur de s'y faire inscrire. La principale raison invoquée en faveur du syndicat obligatoire, c'est d'éviter la concurrence des différentes organisations et d'obtenir le respect des contrats collectifs. Si nulle part, comme le dit M. Oualid (1), le syndicat n'est pas obligatoire pour toutes les personnes exerçant à un titre quelconque une profession, néanmoins, la tendance incontestable est à favoriser par tous les moyens l'adhésion aux syndicats et à l'appeler progressivement à jouer un rôle grandissant dans la protection légale des travailleurs et aussi en faisant un organe investi de tels privilèges dans la défense et la représentation des

(1) OUALID : *Cours de législation industrielle* (1926-1927).

intérêts professionnels et économiques, que l'adhésion y devient en fait une véritable obligation.

En Italie, la réforme de 1926, dans sa conception sociologique du phénomène de l'association, ne pouvait écarter l'élément volontaire. En effet, l'article 1^{er} de la loi du 3 avril 1926 parle de volontaire adhésion et la déclaration III de la Charte du travail dit que l'organisation professionnelle ou syndicale est libre. Ceci en droit, mais en fait ?

La loi, dans son article 1^{er}, exige le 10 % de l'ensemble des travailleurs de la même catégorie pour qu'une association puisse exister. Une fois les 10 % réunis, la personnalité juridique de droit public lui est acceptée. Ses effets sont « erga omnes », c'est-à-dire qu'ils s'étendent même à ceux qui ne sont pas inscrits dans l'association. Ces associations ne sont pas les seules existantes car, comme nous le verrons plus tard, il y en a d'autres à qui la personnalité juridique de droit public n'est pas accordée. Ces dernières sont des associations de fait; elles sont régies par le droit privé.

On a accusé de monopole l'association professionnelle dans le système fasciste, disent Bottai (1), Assante (2) et tant d'autres encore. Les adversaires du fascisme disent que la liberté syndicale n'existe pas. Qu'y a-t-il de vrai dans ces accusations ? Tous les doctrinaires, tous les publicistes fascistes nous disent : « L'association est libre quand elle se cantonne dans le droit privé. »

(1) G. BOTTAI : *Ordinamento Corporativo*.

(2) A. ASSANTE : *Dal sindacato alla corporazione* (Naples, 1934).

Mais, nous demandons-nous, dans la doctrine fasciste est-ce l'individu en tant que *uti-singulus* qui intéresse, ou en tant que *uti-socius* ? L'individu, dans le système italien, n'est pas le citoyen de la doctrine démo-libérale comme ils se plaisent de nous le dire. Ce n'est pas l'individu passif. Le producteur dans la doctrine fasciste, l'individu actif a remplacé le citoyen et les individus ne sont pas appelés simplement pour désigner leurs chefs, ils sont des coparticipants au pouvoir souverain en tant que producteurs d'activité et d'énergie. L'inactivité et l'inertie ne sont pas admises et chaque individu doit apporter sa contribution à l'Etat, dont il est temporairement un organe et une fonction. Chaque individu, dans l'état corporatif a l'orgueil et la joie de conquérir avec sa propre activité le titre de « producteur », lequel, seul, peut lui donner le titre de participer au pouvoir souverain de l'Etat (1). En second lieu, aux associations légalement reconnues, il est accordé tous les avantages possibles pour augmenter le bien-être de l'individu. Celui-ci, dit M. Ferri (2), est le sujet économique de l'ordre corporatif et si, du point de vue juridique, on doit tenir présent le rapport individu-Etat, ceci nous montre que l'individu n'est plus considéré dans un amorphisme abstrait, que la réalité dément chaque jour, mais il est en échange associé dans le système organique des groupes. Nous ajouterons que l'individu, dans la doctrine fasciste, intéresse en tant qu'attaché à une association pro

(1) C. PETRONE : *Diritto Costituzionale* (Rome, 1934).

(2) Carlo E. FERRI : *Le Associazioni sindacali* (Padoue, 1933).

fessionnelle. L'individu avant l'avènement du nouveau régime italien, comme aujourd'hui dans d'autres pays, était libre de ne pas s'inscrire aux syndicats, cependant, l'histoire nous montre que le syndicat dévore la liberté des individus qui se trouvent hors de son orbite. En d'autres termes, la question pourrait être résumée ainsi. Selon le système italien, la multiplicité des associations est admise théoriquement, mais dans la pratique, non. Comme le remarque de la Gressaye (1), le syndicat légalement reconnu est donc obligatoire, non point que tous les patrons, ouvriers, doivent en faire partie, mais en ce sens que leurs intérêts ne peuvent être défendus auprès de l'Etat, devant les tribunaux, dans les rapports avec d'autres groupements, dans la conclusion des contrats collectifs que par le syndicat reconnu par l'Etat, qui est ainsi investi d'un monopole à l'effet de représenter les membres de la profession.

Pour nous, les associations légalement reconnues ont un tel avantage sur les associations de fait, que ces dernières sont contraintes fatalement à se dissoudre. Nous nous résignons : le syndicat obligatoire n'existe pas en droit, mais il existe en fait, la liberté syndicale existe en droit mais n'existe pas en fait (2).

(1) B. de la GRESSAYE : *Le Syndicalisme*.

(2) Il serait facile, à première vue, de nous rétorquer que le programme d'action syndicale est étendu à tout individu, même non inscrit au syndicat légalement reconnu. Nous ferons cependant cette simple constatation : les inscriptions au Parti national fasciste ont été, l'année dernière, interrompues quelques mois. Pourquoi?

§ III. — *Le Syndicat mixte ou homogène ?*

Le projet de loi du 3 avril 1926 n'a subi que deux modifications : une relative à l'extension de l'obligation de la magistrature du travail, qui ne rentre pas dans le cadre de notre développement, et la seconde qui nous intéresse particulièrement, c'est la question de la reconnaissance des syndicats mixtes.

Le syndicat mixte a eu beaucoup de sympathisants, et parmi ceux-ci se trouve l'ancien garde de sceaux, M. Rocco. En effet, l'article 3 du projet de loi était formulé ainsi : « Peuvent être reconnus aussi bien les syndicats des employeurs seuls ou des ouvriers seuls, comme les soi-disant syndicats mixtes dans lesquels soient compris à la fois des ouvriers, comme des patrons. Dans ce dernier cas il doit être organisé au sein du syndicat, outre la représentation de tous les associés, la représentation particulière des patrons et celle des ouvriers. Et si le syndicat comprend, comme il arrive régulièrement, des ouvriers de diverses catégories comme techniciens, employés, ouvriers, il doit même comprendre la représentation de chaque catégorie; » de telle façon, continue l'auteur (1), seront évitées les objections que dans le champ international ont été faites contre le syndicat mixte, lequel représente à notre avis une forme plus évoluée et parfaite des syndicats, parce que comprenant d'une façon intégrale tous les facteurs de la production, le syndicat mixte a une vision plus complète de la

(1) Discours tenu à la Chambre, le 10 décembre 1925.

nécessité de la production et en devient plus efficacement tuteur et accomplit d'une façon plus sûre sa fonction d'intérêt public et général. »

Cependant, la commission de la Chambre et la Chambre ne furent pas du même avis et le syndicat mixte fut supprimé. La proposition de la commission fut acceptée par le gouvernement et la Chambre, et à la place des syndicats mixtes nous trouvons des associations ne pouvant comprendre que seulement des ouvriers ou seulement des patrons. (Art. 3 de la loi 1926.)

M. Rocco les a abandonnés pour le moment, quoiqu'il voie en eux les syndicats de l'avenir : « Je n'ai aucune difficulté à consentir leur suppression, mais ceci n'importe pas, je le déclare expressément... » Le silence de la loi ne signifie pas défense, il signifie seulement la constatation de la réalité actuelle qui ne connaît pas encore ce titre de syndicat... Personnellement, je déclare que j'ai beaucoup de sympathie pour les syndicats mixtes et je crois qu'en eux ne se trouve aucun danger, bien au contraire des avantages, et surtout de très grands avantages d'ordre psychologique, parmi lesquels celui de rendre évident l'intime solidarité qui lie tous les facteurs de la production (1). » L'explication de la suppression par la Chambre peut être ceci : la loi attribue au syndicat reconnu la tutelle des intérêts économiques et moraux des associés, mais pour qu'une telle fin soit atteinte, il est nécessaire que les intérêts soient homogènes. Certains ont affirmé que la base de cette homo-

(1) A. Rocco, *ibid.*

généité résulte de l'impossibilité de mettre en tutelle les intérêts antagonistes. Dans le système corporatif, il existe un point sûr et précis qui est l'intérêt supérieur de la nation. Le rôle des associations de droit public doit être de pourvoir à la tuelle commune des intérêts divers en les subordonnant à un supérieur. De telle façon on comprend la corporation, laquelle est formée justement de la représentation des divers syndicats. Le système fasciste, disait Mussolini, est un système de collaboration. La raison pour laquelle le système corporatif a répudié le syndicat mixte, doit être recherchée dans le fait qu'on eût pu confondre les intérêts et empêcher l'organisation. Il fallait, en d'autres mots, procéder suivant une règle naturelle au développement de l'organisation en allant du simple au complexe.

§ IV. — *La réglementation de l'association syndicale*
Conditions de fond
pour l'obtention de la personnalité juridique

La loi de 1926 exige des conditions, pour la formation des associations qui ne trouvent leur pareil dans aucune législation étrangère. La raison est simple à donner; le rôle et les fonctions à remplir qui sont accordées aux associations syndicales sont immenses. Leur place dans la vie publique se développe sans cesse et leurs fonctions d'ordre social et économique s'accroissent régulièrement. L'autonomie des associations syndicales devient plus large. Pour cette raison, donc, on remarquera que plusieurs des conditions nécessaires sont d'ordre moral et politique; d'autres

se rapportent au nombre des adhérents et aux buts poursuivis par les associations. Ainsi, l'article de la loi du 3 avril déclare : « Peuvent être légalement autorisées les associations syndicales d'employeurs et des salariés, soit intellectuels, soit manuels, lorsqu'elles sont en mesure de prouver qu'elles satisfont aux conditions suivantes: 1) S'il s'agit d'associations patronales, que les employeurs qui sont inscrits par adhésion volontaire emploient au moins le dixième des ouvriers travaillant dans les entreprises de la catégorie pour laquelle l'association est constituée et existant dans la circonscription où l'association exerce son activité. Et s'il s'agit d'associations ouvrières, que les ouvriers de la catégorie pour lesquels l'association est constituée et se trouvant dans la circonscription où l'association exerce son activité.

L'acte constitutif volontaire est demandé *ad probationem*. L'Etat, en lui accordant la reconnaissance légale, discipline le syndicat sans le créer, car il reconnaît dans l'association un état de fait. Dans le système de la loi de 1926, on peut former une association sans distinction de classe et de catégorie, mais à cette liberté, l'article III du décret royal du 1^{er} juillet 1926 vient fixer des limites : « Les administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des institutions publiques de bienfaisance ne peuvent faire partie des associations patronales légalement reconnues aux termes de la loi de 1926 et ne sont pas sujettes aux dispositions de ladite loi, quant aux contrats collectifs, à la juridiction des tribunaux de travail. » Le même disposition

s'applique à l'entreprise autonome des chemins de fer de l'Etat, à l'administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, à la Caisse de Dépôts et Prêts, à l'Institut d'émission, aux Banque de Naples et de Sicile, aux institutions et établissements investis d'attributions publiques et aux Caisses d'épargne.

Les associations constituées par les employés d'administrations susdites, ne peuvent être légalement reconnues, mais ces employés peuvent former des associations de droit privé. L'explication de ces règles est facile à donner. Nous savons que le système syndical a été constitué, moyennant une institution de devoir, dans l'intérêt de l'Etat et non dans celui des particuliers. A côté des droits, on commence à faire connaître aux individus leurs devoirs envers l'Etat. A la lecture des articles de la loi, on comprend pourquoi le système italien est superflu lorsqu'il s'agit d'intérêts déjà disciplinés et organisés par l'Etat et d'institutions qui n'existent que pour l'Etat et en sont les organes.

Nous avons montré plus haut que la nouvelle organisation a adopté le syndicat unique pour chaque catégorie professionnelle et qu'elle écarte, en droit, le syndicat obligatoire. Et s'il peut toujours exister des associations de fait en dehors des syndicats légalement reconnus, il faut remarquer ceci, que si l'association a la faculté de demander la reconnaissance légale, l'Etat, à son tour, a la faculté ou de l'accorder ou de la refuser.

En premier lieu, nous avons vu que l'association peut naître de la volonté individuelle, mais c'est avec le concours

de l'Etat qu'elle obtient la personnalité juridique. Quelles sont les conditions pour obtenir cette personnalité ? L'Etat exige : a) l'existence d'une association. L'article 1^{er} du décret royal du 1^{er} juillet 1926 dit : « Peuvent appartenir aux associations syndicales les citoyens italiens des deux sexes ayant plus de 18 ans, qui ont toujours eu une bonne conduite morale et politique au point de vue national et qui satisfont aux autres conditions requises par la loi et par les statuts des associations. Peuvent également faire partie des associations syndicales, les sociétés commerciales légalement constituées et les autres personnes civiles de nationalité italienne dont les dirigeants et les administrateurs ont une bonne conduite morale et politique au point de vue national. »

La loi exige le 10 % de l'ensemble des travailleurs de la même catégorie, c'est déjà suffisant si l'on tient compte que l'esprit d'association en Italie est semblable à l'esprit français, c'est-à-dire peu porté à l'association. La proportion des ouvriers syndiqués en France est très variable selon les métiers, elle est évaluée en moyenne à 10 % (1). Le syndicat même dans les pays où il a atteint le plus grand essor est loin de comprendre la totalité, voir la majorité des travailleurs. En France, sur 11.400.000 salariés recensés en 1921, 1.850.000, soit 16 %, sont syndiqués; en Angleterre, 5.405.000 sur 15.460.000, soit 35 % (2).

(1) CAPITANT et CUCHE : *Précis de Législation industrielle* (Paris, 1930).

(2) OUALID, *op. cit.*

La loi a fait preuve de sa valeur quelque temps après son apparition. Ainsi, à la date du 15 octobre 1927, il existait en Italie 731.888 établissements industriels occupant 4.002.931 personnes. Dans la Confédération des syndicats fascistes, nous avons pour l'année 1927 2.809.641 travail leurs ainsi divisés :

	Nombre d'employés inscrits	Nombre d'employeurs inscrits
Industrie	1.206.586	60.000
Agriculture	990.797	550.000
Commerce	245.179	170.000
Transports terrestres.	247.344	22.000
Transports maritimes.	49.000	450
Transports aériens.....	1.200	
Banque	40.137	3.018
Artisans		80.000

Les syndicats communaux sont au nombre de 25.000 et les syndicats provinciaux de 5.366. Ces chiffres montrent que le dixième exigé par la loi est dépassé, une année après la loi du 3 avril 1926. Avec la proportion de 10 %, la loi tend à favoriser l'organisation en partent d'un chiffre initial bas. Pour permettre de fonder et de reconnaître les associations, même dans les régions peu développées au point de vue syndical, comme par exemple dans le midi de l'Italie, cette condition est indispensable pour arriver au but poursuivi par la réforme, c'est-à-dire l'organisation intégrale de la Société italienne;

2) Chaque association tend naturellement à améliorer la vie de ses membres, à augmenter leur bien-être, à défendre leurs intérêts économiques. Mais cela n'est plus le but unique de l'association d'après la loi de 1926. En effet, le deuxième alinéa de l'article premier de la susdite loi dit qu'« en sus de la protection des intérêts matériels de leurs membres, les associations se proposent d'accomplir et accomplissent effectivement des fonctions d'assistance, d'instruction et d'éducation morale et patriotique à l'égard des dits membres ».

L'association professionnelle, comme l'Etat, est un organisme permanent. Elle poursuit des fins qui dépassent les intérêts particuliers et cherchent, grâce à l'instruction, d'améliorer la capacité professionnelle de la catégorie. Les associations syndicales doivent travailler à l'éducation, à l'enseignement, au perfectionnement et à l'amélioration de la production. C'est ce qui, avec les tâches d'assistance morale et spirituelle, constitue le caractère spécial de l'organisation actuelle dont la valeur n'est pas tout dans l'institution du contrat collectif et dans l'action qui conduit à la stipulation dudit contrat, en somme, dans la réglementation des rapports du travail, des problèmes du salaire, et des placements;

3) En dernier lieu, on demande aux dirigeants des garanties de capacité et de moralité (dernièrement, on a décidé que les étudiants du G.U.F. (1) seront attachés à côté des dirigeants syndicaux pour être au contact de la vie syndicale

(1) Groupe universitaire fasciste.

quotidienne et être mieux préparés pour les charges qu'ils assumeront plus tard).

Ni parasitisme, ni technicisme illusoire, mais responsabilité directe, préparation qualifiée, activité désintéressée et féconde. Pour arriver aux charges syndicales, il faudra faire la preuve d'études sérieuses de qualités d'organisation ou une réputation d'expérience. Mais, il ne suffit pas qu'ils possèdent la culture et l'esprit d'organisation pour être à la hauteur de leur mandat. Ils doivent être honnêtes et avoir l'amour de la patrie. L'Etat, pour accorder la reconnaissance exige, conformément à son intérêt, une garantie complète de discipline et de dévouement aux intérêts suprêmes de la nation.

Conditions de forme pour l'obtention de la reconnaissance juridique.

Les associations qui possèdent préalablement les conditions ci-dessus peuvent solliciter du gouvernement la reconnaissance légale. Les associations doivent produire un rapport sur leurs origines et sur l'activité déployée par elles depuis la fondation et conjointement la liste nominative des membres et des personnes investies des fonctions sociales. Dans le statut, l'association devra indiquer : ses buts, la circonscription territoriale dans laquelle elle opère, son siège principal, les conditions d'admission et de démission des membres, la composition, le mode d'élection et de nomination, ainsi que la compétence des organes de direction et de discipline, les motifs d'exclusion de l'association, les règles pour l'administration sociale et du patrimoine,

la part des recettes affectées aux dépenses obligatoires. Enfin, le mode et la forme dans lequel interviennent les décisions des organes sociaux compétents relativement aux cotisations prévues par l'art. 5 de la loi du 3 avril 1925. Une fois ces formalités remplies, on serait tenté de croire que l'Etat accorde automatiquement la personnalité juridique. La reconnaissance n'est pas obligatoire mais facultative. Elle rentre dans les pouvoirs discrétionnaires de l'Etat, qui peut la refuser pour des motifs politiques ou économiques. Sous réserve donc de ces conditions de fond et de forme, sous réserve à la fois des raisons d'opportunité politique et sociale, la demande accompagnée de tous les documents est transmise au Ministère des Corporations et sur la proposition du Ministère, et d'accord avec le Ministère de l'Intérieur, la reconnaissance est accordée par décret royal.

§ V. — *Pouvoirs du Syndicat légalement reconnu*

La première conséquence de cette reconnaissance, c'est celle de faire de l'association une personne juridique ayant une capacité de droit différente de celle des individus pris en particulier. Cette personnalité est celle de droit public et l'association occupe une position prépondérante par rapport aux autres sujets de droit et aux autres personnes juridiques de droit privé; précisément à celles qui, n'ayant aucun *jus imperii*, sont sur le même plan que les particuliers. Le syndicat s'est vu attribuer des privilèges spéciaux par rapport aux associations de fait. Et le fait de conférer la

représentation professionnelle sur la base du syndicat unique reconnu, devait logiquement porter à accorder à celui-ci une suprématie sur l'entière catégorie professionnelle. Ces prérogatives sont les suivantes :

a) *Exclusivité de la protection des intérêts de la catégorie*

Les associations légalement reconnues jouissent de la personnalité juridique et représentent légalement tous les **employeurs, salariés, employés, artistes et personnes exerçant une profession libérale**, de la catégorie pour laquelle elles ont été constituées, qu'ils soient inscrits ou non dans la circonscription territoriale où elles exercent leur activité. (Art. 5 de la loi du 3 avril 1926.)

b) *Droit de régler les rapports du travail*

Art. 10. — Les contrats collectifs de travail établis par les associations de patrons, d'ouvriers, d'artistes et de personnes exerçant une profession libérale, sont valables à l'égard de tous les patrons travailleurs, artistes et personnes exerçant une profession libérale, de la catégorie à laquelle le contrat collectif se réfère et qu'elle représente en vertu de l'article 5. Il résulte de l'article 10 que l'association a le pouvoir d'édicter des règles, ce qui veut dire le pouvoir de régler les conditions et les rapports de travail de la catégorie à laquelle l'association reconnue appartient. L'association a le droit exclusif de stipuler les contrats collectifs en représentation de toutes les personnes appartenant à la même catégorie et d'obliger ainsi toutes les personnes

appartenant à ladite catégorie, qu'elles soient ou non inscrites au syndicat.

Ce droit constitue à la fois un devoir pour les associations reconnues; nous voulons dire, en d'autres mots, qu'une fois les rapports de travail établis de commun accord par les catégories professionnelles, et stipulées par les différentes associations, celles-ci ne doivent pas se soustraire à leur exécution car elles manqueraient à remplir une des principales fonctions pour lesquelles elles ont été légitimement reconnues par l'Etat.

c) Faculté exclusive devant la justice

Seules, déclare l'article 17, les associations légalement reconnues représentent en justice tous les patrons et tous les travailleurs de la catégorie pour lesquels elles sont constituées dans la limite de la circonscription territoriale qui leur est fixée. Les décisions rendues à leur égard sont valables pour tous les intéressés. Par cette représentation, le syndicat exerce les actions de la catégorie devant les tribunaux et détermine, par contrat collectif du travail, la réglementation des intérêts individuels propres à l'activité du groupe. Il s'agit d'un pouvoir autonome portant sur les membres du syndicat et de la catégorie, en vertu d'une loi de l'Etat (1). Le syndicat règle donc l'action de l'individu dans son activité professionnelle. Ce pouvoir réglementaire de la législation corporative donné par la loi aux syndicats,

(1) Sur l'élargissement de cette autonomie, voir plus loin la loi du 5 février 1934.

a une très grande importance; par lui, celui-ci atteint avec efficacité son but qui est la défense des intérêts moraux et matériels de la catégorie professionnelle.

d) Droit d'imposer des contributions syndicales

En dehors du pouvoir de stipuler des contrats collectifs, le syndicat a un pouvoir tributaire, c'est-à-dire le droit de percevoir des cotisations. La loi déclare : « Les associations légalement reconnues ont la faculté d'imposer à tous les patrons, ouvriers, employés, artistes ou personnes exerçant une profession libérale, qu'elles représentent, que ceux-ci soient ou non inscrits, une contribution annuelle n'excédant pas pour les patrons la rétribution d'une journée de travail pour chaque ouvrier employé par eux, et pour les ouvriers, artistes ou personnes exerçant une profession libérale la rétribution d'une journée de travail. Le dixième au moins du produit de ces contributions doit être prélevé chaque année pour constituer un fond patrimonial ayant pour but de garantir des obligations assumées par les associations en vertu des conventions collectives conclues par elles et qui seront gérées conformément aux dispositions qui seront spécifiées dans le règlement (1). Ce droit d'imposition trouve son explication dans la nécessité de vivre de l'association. Les exigences financières de l'organisation, les obligations qui incombent aux associations de mettre en exécution un programme d'action sociale par des œuvres

(1) Voir le Décret royal du 22 septembre 1932, n° 1.367.

d'assistance et d'éducation, le devoir de constituer un fonds de réserve pour faire face aux paiements de dommages causés par l'inexécution des contrats collectifs, la nécessité enfin de dédommager l'Etat des sommes qu'il a versées par le fait de la nouvelle organisation syndicale sont des circonstances qui font naître le devoir chez tous ceux qui tirent des bénéfices de cette action syndicale, de concourir à la constitution des moyens financiers dont les associations ont besoin (1). Le bénéfice de l'action syndicale, comme les institutions de culture de propagande économique, d'éducation sociale utiles à la collectivité, est expressément étendu, en vertu de la loi, à tout individu même non inscrit au syndicat.

e) *Responsabilité syndicale*

Le trait le plus remarquable du syndicalisme classique est le fait que les syndicats, en organisant des grèves et des lock-outs, causent de très graves dommages aux entreprises et aux masses ouvrières mais, ils échappent toujours à toute responsabilité, précisément parce que les règles du droit commun ne permettent pas de poursuivre la responsabilité. Le fait capital dans la législation italienne est la responsabilité des syndicats. La loi a créé à ce propos une responsabilité politique et une civile, et elle punit celui qui viole le contrat collectif en lui imposant la réparation des dommages. Responsabilité civile au sujet de l'exécution du

(1) *L'organisation syndicale et corporative italienne* (Rome, 1933).

contrat collectif, mais aussi responsabilité politique du syndicat vis-à-vis de l'Etat. La première est tranchée par la Magistrature du Travail, la seconde par l'Etat.

f) *Contrôle administratif*

Comme partout d'ailleurs, l'Etat intervient dans la vie intérieure des associations professionnelles. Le contrôle de l'Etat dans le système italien se manifeste sous deux formes, une de tutelle administrative, l'autre forme, la surveillance. La surveillance est exercée par le Ministère des Corporations sur toutes les délibérations des organes des associations.

Le contrôle est exercé par le Conseil administratif provincial pour les associations qui agissent dans la province ou par le Ministère des Corporations pour celles qui opèrent dans deux provinces ou davantage. Les actes sujets au contrôle sont, outre les budgets, ceux qui impliquent des changements dans le patrimoine de l'association et les dépenses qui engagent le budget pour plus de cinq années, les règlements et les tableaux organiques du personnel, les règlements pour l'encaissement des contributions et les paiements ordonnancés sur les fonds de garantie pour les contrats collectifs. La loi permet de déléguer une partie du pouvoir de contrôle de l'Etat sur les associations supérieures. Le décret de reconnaissance des Confédérations attribue à ces dernières la surveillance disciplinaire sur les associations qui y adhèrent. Dans le rapport de la

commission de la Chambre des Députés au sujet de ce régime, nous lisons : « Dans aucun pays les associations ne sont soumises à un contrôle de l'Etat aussi sévère, mais nous devons reconnaître à l'Etat le droit de s'assurer que les syndicats défendent les intérêts matériels et moraux immédiats des catégories qui ne doivent pas perdre de vue l'intérêt supérieur de la production dont la collectivité tire une partie de sa vie et de sa force. Ils ne doivent pas oublier que l'intérêt du pays doit être le premier et constant souci de tous et de chacun. » Et plus loin : « ... Le but de cette loi c'est que nous voulons réaliser et nous réalisons un Etat vraiment souverain qui domine toutes les forces de la nation et les dirige vers ses destinées. » (1)

SECTION II

Les Associations de fait.

A côté des syndicats reconnus à raison d'un par catégorie, il existe des associations de fait nommées ainsi pour les distinguer des premières appelées « légales ». En effet, l'article 12 de la loi de 1926 déclare : « Les associations de patrons, d'ouvriers, d'artistes et de personnes exerçant une profession libérale qui ne sont pas reconnues légalement, continuent de subsister comme association de fait, conformément à la législation en vigueur, sous réserve des

(1) Documents parlementaires (1926).

exceptions spécifiées au second alinéa de l'article précédent. » Il s'agit en l'occurrence, quant aux exceptions prévues par l'article, des associations qui sont formellement interdites et dont nous parlerons plus loin. La seule condition posée par la loi, c'est que les membres d'une association reconnue ne puisse pas à la fois faire partie d'un syndicat de fait qui poursuivrait les mêmes fins syndicales et qui, par conséquent, ferait concurrence ou même se trouverait en lutte avec le premier.

Quant aux pouvoirs et quant à l'action des associations de fait, ils sont très réduits. Les associations de fait ne jouissent d'aucune des prérogatives qui sont la conséquence de la reconnaissance légale et la loi syndicale a introduit maintes restrictions à la capacité des associations professionnelles de fait, soit quant à l'activité procédurale, comme en ce qui concerne l'activité contractuelle, de telle façon qu'elles ont perdu en pratique la plus grande partie de leurs possibilités pour lesquelles elles furent constituées sous l'ancien régime (1).

Ceci ne fait que confirmer ce que nous avons affirmé plus haut relativement à la liberté syndicale. La loi dispose qu'aux associations de fait sont applicables les normes du décret (loi du 24 juillet 1924), qui concernent la vigilance de l'autorité publique de la province sur les associations ou corporations de n'importe quelle nature. Le préfet, dans sa province, peut procéder à des inspections et enquêtes sur leur fonctionnement, révoquer et annuler les actes et peut

(1) G. BORTOLOTO : *Politica corporativa* (Milan, 1934).

même, dans des cas plus graves, dissoudre les conseils d'administration et confier la gestion à un commissaire de son choix.

§ I^{er}. — *Encadrement multiple*

Nous avons vu plus haut que du fait de son activité stable et continue, l'individu ne peut pas faire partie à la fois de deux associations. La loi a prévu cependant le cas d'un individu appartenant simultanément à diverses catégories de travailleurs et d'employeurs. Un ingénieur qui fait des projets pour les autres et qui construit également pour son propre compte dans le but de revendre, rentre dans cette catégorie particulière. La loi a prévu que dans ce cas on peut faire partie de plusieurs associations syndicales.

§ II. — *Associations autorisées
mais qui ne peuvent pas se voir attribuer
la reconnaissance légale*

Il existe des associations qui sont permises, mais on ne leur accorde pas la reconnaissance juridique. L'article 11 de la loi du 3 avril 1930 déclare que les normes sur la reconnaissance juridique ne s'appliquent pas aux associations constituées parmi le personnel des administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des institutions publiques de bienfaisance qui feront l'objet de dispositions distinctes. L'article 3 du décret royal du 1^{er} juillet 1926 déclare que les administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des institutions publiques de bienfaisance,

l'administration des P.T.T., la Caisse de Dépôts et Prêts, de l'Institut d'émission pour la Banque de l'Etat et pour les Caisses d'épargne, ne peuvent faire partie des associations patronales et ne sont pas soumises aux dispositions de la loi syndicale. La loi ne leur attribue la reconnaissance juridique, mais leur attribue simplement le droit d'association pour la protection et la défense de leurs propres intérêts et en observant certaines règles spéciales. L'art. 92 des normes déclare que les associations entre les employés de l'Etat, des provinces, des communes, des institutions publiques de bienfaisance, et des autres organisations visées à l'article 3, second alinéa du présent décret, doivent être autorisés par décret du chef du gouvernement, du Ministre de l'Intérieur et du Préfet, selon qu'il s'agit du personnel relevant de l'Etat ou des employés des institutions locales qui opèrent dans plusieurs provinces ou, enfin, des employés qui opèrent dans les limites de la province. Il n'est admis qu'une seule association et l'autorisation peut être révoquée à tout moment et les associations peuvent être dissoutes quand leur action apparaît incompatibles avec le bon ordre ou avec la discipline du service.

§ III. — *Associations absolument interdites*

Les associations peuvent être interdites par considération de politique administrative et de discipline organique, ou par considération de politique interne ou internationale. Sont absolument interdites pour raison de politique admi-

nistratives, les associations de certaines catégories de fonctionnaires.

L'article 11, deuxième alinéa, de la loi de 1926, déclare :
« Sont toutefois interdites sous peine de destitution, perte de grade, perte de la fonction et autres peines disciplinaires qui seront établies par règlement selon le cas considéré, les associations du même genre d'officiers, sous-officiers et soldats de l'armée royale des provinces et des communes. En outre, sont interdites les associations de magistrats appartenant à l'ordre judiciaire ou administratif, des professeurs d'enseignement supérieur et secondaire, de fonctionnaires, employés et agents dépendant des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Colonies, des Corporations et de la Maison du Roi. »

Les associations interdites par considération de politique interne et internationale sont celles dont parle le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 3 avril 1926. En aucun cas ne peuvent être reconnues les associations qui, sans autorisation du gouvernement, ont des rapports de discipline ou de dépendance avec les associations de caractère international.

En dernier lieu, notons que dans le système syndical ne rentre que tous ceux qui peuvent se prévaloir du titre de « producteur » dans le sens le plus large du mot. Il n'y a pas de place pour celui qui vit par exemple exclusivement de l'argent déposé dans une banque ou placé en titres portant intérêts et qui, d'une façon générale, vit sans exercer une activité productive quelconque.

SECTION III

Les Associations de degré supérieur.

A l'état où se trouve le syndicat moderne, il y a une tendance très développée à la fédération. Sous cette qualification on entend toutes les associations qui résultent du groupement, non des employeurs ou des travailleurs, mais des associations syndicales dans lesquelles ceux-ci sont déjà réunis.

Les éléments structurels de l'ordre syndical, la hiérarchie des organisations syndicales supérieures est ainsi composée : association de premier degré ou association unitaire ; association de second degré ou fédération ; association de troisième degré ou confédération ; association de quatrième degré, les confédérations générales qui n'ont pas été encore constituées.

Les fédérations, aussi bien que les confédérations peuvent être locales lorsqu'elles ont la compétence sur une circonscription inférieure comme la région ou la province, et nationales quand elles réunissent des associations unitaires ou des associations supérieures de tout le pays (1).

(1) A propos de ces dénominations un décret du 26 mars 1931 dispose que, en dehors du domaine des associations légalement reconnues, la dénomination d'Union, Fédération et Confédération ne peuvent pas être employés par les associations, sociétés, groupements industriels et commerciaux privés. L. BARASSI : *Diritto sindacale e corporativo* (Milan, 1934).

En ce qui concerne les confédérations nationales, la loi s'est préoccupée d'établir une règle pour que la distinction entre les différentes branches de la production soit faite selon un critérium rationnel. L'organisation corporative, d'après la loi du 3 avril, était la suivante : D'un côté, on trouve six confédérations nationales de patrons (agriculture, industrie, commerce, transports maritimes et aériens, transports terrestres et navigation intérieure, banques), de l'autre, la confédération nationale des syndicats ouvriers était, par contre, juridiquement reconnue comme représentant toute la classe ouvrière (par le pacte de 1925 du Palais Vidoni, les deux organisations, patronales et ouvrière se reconnaissent formellement l'exclusive représentation de toutes les catégories des travailleurs et de toutes les catégories de patrons dans l'industrie). Cette dernière confédération était formée de six fédérations nationales, chacune possédant, respectivement, la personnalité juridique, mais elles étaient toutes à la dépendance de ladite Confédération; seule la Fédération des ouvriers des transports maritimes et aériens était autonome. Afin d'éviter dans les rapports entre patrons et ouvriers le manque d'équilibre, le décret du 22 novembre 1928 a dissous la Confédération nationale des syndicats ouvriers fascistes et successivement par plusieurs décrets portant la date du 7 décembre 1928, on reconnaît cinq confédérations autonomes des syndicats ouvriers (agriculture, industrie, commerce, transports terrestres et navigation intérieure, banques) et une confédération de personnes exerçant une profession libérale ou ar-

tistique. Une plus raisonnable égalité est établie entre les associations syndicales des patrons et d'ouvriers, et ceci pour faciliter le passage de la phase syndicale à la phase corporative (1). Cette décongestion porte le nom de « Sblocamento », qui lui fut donné par Mussolini. Elle a été destinée à vivifier les organisations des ouvriers. Il y a en tout treize confédérations, six de patrons, six d'ouvriers et une de personnes exerçant une profession libérale (2).

Quant aux associations de caractère intermédiaire, elles seront attachées à la fédération d'employeurs, soit des travailleurs. Ainsi, les associations autonomes, les associations libres d'ouvriers, des petits commerçants, d'employés de commerce, de propriétaires et de fermiers-cultivateurs directs doivent adhérer aux fédérations d'employeurs. Les organisations libres de métayers, par contre, sont attachées aux associations de degré supérieur des travailleurs.

§ I. — *La reconnaissance légale des associations de degré supérieur*

Les associations supérieures, comme les associations de premier degré, doivent être reconnues par l'Etat, et cette reconnaissance est la condition essentielle de leur existence juridique. Elles sont, comme les dernières, des personnes juridiques, mais pas au même titre. La reconnaissance d'une association de degré supérieur produit automatiquement la

(1) *Feuille d'information corporative* (février 1929).

(2) Avant la constitution des vingt-deux corporations, on a diminué le nombre des Confédérations.

reconnaissance de toutes les associations de degré inférieur qu'elle groupe sans que l'Etat doive reconnaître séparément ces dernières.

§. II. — *L'organisation et l'administration
des associations de degré supérieur.*

Chaque association doit avoir son statut. Les règles pour la gestion et les pouvoirs des conseils directeurs sont déterminés par les statuts. Le président ou le secrétaire du Conseil directeur a la direction et la représentation de l'association. Etant une personne juridique, les associations de degré supérieur peuvent posséder des biens qui constituent leur patrimoine et peuvent même succéder dans les biens des associations auxquelles elles se sont substituées par l'englobement de la majorité des membres des anciennes associations.

A la différence des associations de premier degré, les associations supérieures n'ont pas le droit d'imposer directement des contributions aux employeurs et aux travailleurs. En échange, les premières doivent aux secondes, auxquelles elles sont affectées, une quote-part qui est fixée par le Ministère des Corporations.

Lorsque surviennent la dissolution et la révocation des associations, l'autorité publique nomme, comme pour les associations de premier degré un liquidateur qui pourvoit à la réalisation de l'actif et à l'extinction du passif. Le patrimoine net résultant de la liquidation est dévolu à

l'association de degré supérieur dont dépend l'association dissoute et, à défaut de cette dernière, à des œuvres d'assistance, d'enseignement et d'éducation, au bénéfice des catégories d'employeurs et de travailleurs par qui l'association était constituée.

§ III. — *Pouvoirs des associations de degré supérieur*

Une fois reconnue la personnalité juridique, les associations de degré supérieur acquièrent des pouvoirs propres. Comme nous le verrons par la suite, tout le développement syndical s'est fait au détriment des associations supérieures, dans ce sens que leurs pouvoirs de contrôle devient de plus en plus atténué.

L'article 7 de la loi du 5 février 1934 accorde une autonomie très large aux associations unitaires. Ici, nous montrerons brièvement quels sont les pouvoirs des associations supérieures édictées par la loi du 3 avril 1926, pour mieux comprendre l'évolution du système syndical italien.

1. *Pouvoirs d'édicter des règles sur les conditions de travail :*

Ces pouvoirs s'exercent en particulier : a) par la stipulation directe de contrats collectifs de travail lorsqu'il s'agit des contrats qui lient des catégories d'employeurs ou de travailleurs, plus larges que celles qui constituent les différentes associations adhérentes de degré inférieur; b) par

l'autorisation préalable à la stipulation de la part des associations dépendantes des contrats collectifs de travail, de la compétence de ces dernières en général, par le contrôle et par la surveillance des associations dépendantes ainsi que par les directives à leur donner dans la conclusion des contrats.

2. Pouvoirs en matière tribulaire :

Ces pouvoirs peuvent être exercés seulement sur les associations de degré inférieur et non sur les différents producteurs syndiqués.

3. Pouvoirs en matière de discipline :

Les associations de degré supérieur ont pour tâche de maintenir la discipline syndicale dans les associations qui en dépendent, mais elles n'ont pas des pouvoirs analogues sur les travailleurs ou sur les employeurs. Ces pouvoirs reviennent exclusivement aux associations de premier degré qui sont responsables devant les associations de degré supérieur de la façon dont elles exercent ces pouvoirs.

4. Pouvoirs de contrôle administratif :

Ces pouvoirs sont caractéristiques aux associations de degré supérieur. La loi prévoit, en effet, que le gouvernement peut leur déléguer, en tout ou partie, l'exercice de la protection et de la vigilance qui incombent au gouvernement lui-même en ce qui concerne les associations de premier degré.

5. *Pouvoirs politiques :*

Les associations reconnues concourent à la formation du Parlement national en proposant des candidats. Ces propositions sont faites par les associations du degré le plus élevé.

SECTION IV

Est-ce la fin des syndicats ?

Si incomplètes qu'eussent été les vues que nous avons données sur la structure syndicale du fascisme, elles aideront néanmoins à comprendre l'esprit de discipline qui préside à toute l'œuvre de production du régime. Elles nous aideront à la fois à la compréhension des pages qui vont suivre sur la nouvelle organisation des syndicats et surtout sur l'organisation corporative qui est la création originale du système, le véritable élément révolutionnaire.

Le pivot fondamental de toute l'organisation italienne reste le syndicat. Il est le « *fundamentum regni* » (1). Est-ce à dire, cependant, que tout a été créé par la doctrine fasciste, ou a-t-elle su plutôt lui donner un autre aspect ? La loi a trouvé les professions déjà formées, et, dans cette condition, elle n'a rien créé : elle se limite à les reconnaître. Elle les admet telles qu'elles sont, comme une pluralité de

(1) G. BOTTAI : *Sviluppi del idea corporativa nella legislazione internazionale.*

personnes déterminables et auxquelles elle étend l'application d'une égale discipline des normes, au nom de la solidarité qui est la raison de l'intime cohésion de ces groupes collectifs (1).

Le syndicat contient en soi une vaste révolution sociale et morale. Il est la religion de la production. Le grand mérite du fascisme, disait Ercole, n'est pas dans le fait d'avoir trouvé ou inventé ses éléments, mais d'avoir su faire des éléments désagrégés et de discorde, d'abstraites croyances théoriques, une concrète unité de foi, une vivante synthèse pratique (2).

Comme nous le disions au commencement, la nature du syndicalisme à son début était assez obscure, et, pour continuer sa marche, Mussolini a dû agir avant de penser; c'est sans doute ce qui a fait dire à un critique que sa doctrine était comme le Dieu de Renan : elle se créait. Le régime est jeune, mais Mussolini se disait qu'on le juge par ses résultats pratiques et par ses idées : « D'ailleurs, je n'ai pas peur des mots; si demain cela est nécessaire, je proclamerai miens les principes réactionnaires. Pour moi, toutes ces définitions de droite et de gauche, d'aristocratie ou de démocratie sont des terminologies vides de sens. » (3).

Le monde du travail est devenu une pyramide où règne l'esprit hiérarchique qui anime tout le fascisme.

(1) L. BARASSI, op. cit.

(2) ERCOLE : *Le origini della corporazione fascista*, in *Politica* (Avril 1923).

(3) MUSSOLINI : Discours au Sénat (27 novembre 1922).

Les groupements libres d'employés et d'employeurs ne sont tolérés qu'à titre d'association de fait. Nous sommes là en présence d'une législation ouvrière beaucoup plus avancée encore que celle de la Nouvelle-Zélande et doublée d'une organisation hiérarchisée qui tend, sous le contrôle étroit du gouvernement, à substituer la justice publique et spécialisée à la lutte des classes. Un fait est certain : le régime fasciste exerce, par l'intermédiaire des confédérations, l'autorité la plus complète de tous les échelons ayant pour ainsi dire annulé la possibilité d'action des associations de fait. Les syndicats ne sont plus considérés comme de simples organisations professionnelles poursuivant un intérêt limité de groupes ou de catégories, car l'Etat né de la révolution fasciste ne se limite plus à la défense de l'ordre public réduisant de la sorte le problème social à un simple problème de police, mais cherche au contraire à assumer une fonction de conciliation et de justice vis-à-vis des intérêts sociaux en conflit. A la veille de la marche sur Rome, Mussolini disait : « Nous voulons la grandeur de la nation dans le sens matériel et spirituel, voilà pourquoi nous faisons du syndicalisme. » Le syndicalisme doit être un « modo di vita », une éducation de la conscience accomplie selon une fin déterminée. Le syndicat, c'est le moyen ; la nation, la fin (1).

On voit que le syndicat assume par surcroît un rôle éducatif proprement dit. La nation, même aujourd'hui, est

(1) Cité par C. MARCHINI : *Dalla propaganda socialista alla educazione corporativa*. Conférence tenue à Spezia, le 5 novembre 1928.

conçue comme le plus grand syndicat, comme l'association libre de toutes les forces productives d'un pays. Il est à l'ouvrier ce que le couvent fut à l'Eglise, ce que le fief fut à la noblesse. Peut-on dire, après avoir lu les lignes qui précèdent, que le syndicalisme a toujours recueilli l'approbation unanime? Personne ne saurait l'affirmer. Comme toute doctrine révolutionnaire, le fascisme a deux périodes: une de destruction, et l'autre de construction. Il fallait en premier lieu détruire les idées enracinées démo-libérales, et puis éduquer la masse en lui donnant une vie toute différente de celle des autres pays.

Le système fasciste, disait M. Rocco, est tellement innovateur qu'il ne peut être l'œuvre ni d'un jour ni d'une année. Les syndicats fascistes ont fait leur chemin depuis huit ans et les résultats pratiques sont appréciables.

Après la création de diverses institutions comme le Ministère des Corporations, le Conseil National des Corporations, beaucoup d'esprits voulaient à tout prix aller le plus vite possible. Beaucoup trouvaient que l'évolution est trop lente, qu'il fallait mettre les bouchées doubles pour passer plus rapidement de la phase syndicale à celle corporative. Mussolini a su cependant s'opposer à toutes réformes hâtives, car il voulait connaître les résultats pratiques, et, une fois ceux-ci connus, il esquissa la voie pour la deuxième phase, celle corporative.

Au début de l'été de l'année 1928, eut lieu à Rome le Congrès de la Confédération de l'Industrie fasciste, et, à cette occasion, le chef du gouvernement prononça un dis-

cours fondamental pour l'histoire du mouvement italien fasciste. Il disait qu'il fallait rester encore quelques mois dans la phase syndicale pour passer ensuite à la phase corporative (1). Maintes personnes se sont méprises sur le sens de ses paroles. En effet, comme le remarque M. Bottai (2), il existait déjà en Italie, avant la loi de 1926, une expérience corporative, et il y a eu aussi la constitution de quelques corporations comme celles de l'agriculture, et plus tard celle du théâtre (3), les soi-disant corporations intégrales. Mais ces corporations intégrales constituèrent une expérience syndicale et politique qui n'a rien à voir avec la corporation prévue par la loi du 3 avril 1926. Ces corporations avaient une organisation unique, dans laquelle se trouvaient les patrons et les ouvriers (une sorte de syndicat mixte qui n'est pas prévu par la loi du 3 avril). Le travail qui fut fait pendant la phase syndicale fut un travail d'encadrement syndical, car, s'il existe des catégories qui sont facilement définissables, il y en a d'autres qui ne le sont pas. « Notre travail de ces deux années, dit M. Bottai, a été surtout ceci : distinguer les Italiens selon leur profession, selon leur métier, et les encadrer dans leurs syndicats respectifs. » (4). Le sbloccamento complète à son tour la voie vers la corporation, qui devait voir le jour, non quelques

(1) MUSSOLINI : *Discorsi* (Milan, 1929).

(2) G. BOTTAI : *Il Consiglio Nazionale delle corporazioni* (Milan, 1933). Voir aussi L. BARASSI, op. cit.

(3) Sur la corporation du spectacle, voir L. ROSENSTOCK-FRANK : *L'économie corporative fasciste en fait et en droit* (Paris, 1934).

(4) G. BOTTAI, op. cit.

mois après le discours dont nous parlions plus haut, mais six ans après.

Voilà tout à coup qu'un nouveau problème, et non de moindre importance, surgit. La phase corporative succédera à la phase syndicale, la phase corporative va s'identifier à la phase syndicale, ou la phase corporative est conditionnée par la phase syndicale? En d'autres mots, la corporation mangera-t-elle le syndicat?

Immédiatement après le discours de Mussolini, on a eu quelques manifestations pour l'abrogation des syndicats, une fois les corporations instituées; mais le problème, à l'heure actuelle, devient plus aigu. Dans un article publié dans la *Critica Fascista*, M. Ugo Spriito se montre un redoutable adversaire des syndicats et ne voit plus leur raison d'être après l'institution récente des corporations. « Le syndicat de l'Etat, dit l'auteur, tout le monde le sait, est le point de départ des corporations, et non le point d'arrivée. » D'autre part, continue l'auteur, le syndicat de l'Etat, pour le fait d'avoir triomphé de l'anarchie, reste toutefois un résidu du socialisme et de l'idéologie de la lutte des classes. La lutte existe encore entre les Confédérations. La Confédération de l'industrie et la Confédération des syndicats industriels, mises en présence, nous montrent par leur activité le caractère égoïste des classes et leur relative indifférence aux fins supérieures. Dans la première, on étudie la production, la rationalisation, l'intérêt des capitalistes, et dans la seconde, le problème des salaires et du travail. M. Spirito veut qu'on substitue à ce dualisme, dans l'attente

de la corporation intégrale, la corporation (avec un prépondérant politique) aux syndicats (avec un prépondérant politique). « La Confindustria et la Confédération des syndicats, dit l'auteur, ne se regarderaient pas de leurs palais respectifs de la Piazza Venezia et de la Via Boncompagni et ne se rencontreraient pas seulement de temps en temps dans les salles du Ministère, mais elles passeraient ensemble la vie, comme les travailleurs et les patrons la vivent dans le sein de l'entreprise. De telle façon, suggère l'auteur, les deux partis pourront discuter les questions d'intérêts convenues, et, loin des incompréhensions et des mensonges, ils pourront se rendre compte qu'en travaillant ensemble, cette voie, en dernière analyse, sera la meilleure pour tous. L'Etat qui, théoriquement, devrait être l'effective réalité et la raison d'être de la vie économique et politique, reste encore une unité abstraite. L'avenir n'est pas douteux : la corporation dévorera le syndicat. » (1).

Si nous avons bien compris, M. Spirito est pour une corporation unique. La voie proposée par l'auteur pour l'abolition du dualisme syndicat-corporation est une vieille voie qui s'appelle syndicat mixte, rêve caressé depuis longtemps par M. Rocco (2). Pour arriver à la complète élimination du dualisme, la voie est naturellement encore très longue et conditionnée par des vicissitudes d'ordre national et international. Mais le problème qui peut se poser expli-

(1) Ugo SPIRITO : *Critica Fascista* (15 octobre 1933).

(2) Il n'y a pas longtemps, M. Biagi se dressait, une fois de plus, contre le syndicat mixte, in *Lavoro Fascista* (17 juillet 1934).

citement dès aujourd'hui est celui-ci : « Dans l'attente d'un ordre corporatif intégral, continue M. Spirito, il est possible de substituer dès aujourd'hui la corporation aux syndicats. » Dans le même sens, l'ancien ministre de Stefani écrit dans le *Corriere della Sera* (1) : « Le développement de l'institution corporative, basée sur l'activité des corporations distinctes par cycles productifs, portera à la suppression des organes actuels particuliers fédéraux et confédéraux qui constituent, malgré leurs respectifs mérites, une survivance de la structure économique-libérale. Mais on reste naturellement dans le doute que la structure corporative puisse exister avec d'autres structures, car elle tend, par vertu propre, à les absorber, à les substituer tout en les supprimant. La constitution des corporations pourra porter naturellement avec elle la nécessité d'une révision tranquille de structure qui appartient au passé et qui a représenté, dans les dernières années, des institutions de transition. »

A l'encontre de la doctrine de M. Spirito, on lit dans le même article cette catilinaire de M. Bottai : « *Tu quoque Spirito ti ricollegi all' aberante opinione del sindacato organo dello Stato?* »

M. Bottai est catégorique sur ce point de vue, et déjà, dans une interview accordée à la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, il déclara : « La constitution des corporations ne touchera en rien à l'organisation et à la fonction des syndicats. La corporation ne peut vivre, n'est pas concevable,

(1) *Corriere della Sera* (22 septembre 1933).

sans les syndicats, car elle est justement l'organe dans lequel se rencontrent les catégories productrices devant l'œil régulateur de l'Etat. Et l'on présuppose donc que ces catégories soient représentées et personnifiées juridiquement à travers les syndicats. La corporation, pour nous, est une rencontre des syndicats pour discuter les normes générales afin qu'elles règlent le travail, ou pour traiter quelques grandes controverses. Dans un autre discours, tenu en 1929, M. Bottai continuait à exposer, à renforcer les précédentes déclarations (1) : « Quand le chef du gouvernement affirmait : Nous passerons de la phase syndicale à la phase corporative, il disait évidemment : Nous créerons, à côté des syndicats, la corporation. Il ne voulait pas dire : Nous détruirons les syndicats pour passer à la corporation. Au lieu de dire : du syndicat à la corporation, nous devons dire : le syndicat et la corporation : au lieu de dire : le passage de l'ordre syndical à l'ordre corporatif, nous devons dire : encadrement syndical et ordre corporatif qui surgit, qui s'alimente de l'encadrement syndical. » D'autres personnes ont affirmé la même idée. M. Barassi déclarait : Sans le système veineux et artériel du syndicat, la corporation n'aurait pas la possibilité de fonctionner. Pour ceci, on a déclaré au Sénat qu'avec les nouvelles corporations, le syndicat non seulement doit survivre, mais avant tout il doit se fortifier et assumer une plus forte individualité. » (2).

(1) Discours tenu au centre de culture corporative de Luca (3 mars 1929).

(2) L. BARASSI, *op. cit.*

Pietro Campana, dans un article publié dans la *Rassegna Corporativa* (1) disait : « Il serait insensé d'abolir le syndicat fasciste dans la crainte qu'il puisse perpétuer un dualisme dangereux qui pourrait se résoudre aux dommages de la nation : le syndicat est, proprement dit, l'instrument qui porte à la plus harmonique collaboration des classes. » (2).

La source de toute la doctrine fasciste reste les déclarations et les écrits faits par son chef.

Au discours tenu à l'occasion de l'instauration du Conseil national corporatif, Mussolini a affirmé : « Le syndicat ne peut pas être une fin en soi-même : ou il aboutit au socialisme politique, ou il se réalise dans la corporation fasciste; et seulement dans la corporation, c'est-à-dire à travers la collaboration de toutes les forces convergeant vers un seul but, que la vitalité des syndicats est assurée. En d'autres termes, syndicat et corporation sont interdépendants, et se conditionnent réciproquement. Sans le syndicat, la corporation n'est pas possible, mais sans la corporation, le syndicat est statique et non dynamique. »

Si fastidieux que cela puisse paraître, par les citations précédentes nous avons voulu apporter ici les sources les plus autorisées en matière syndicale et corporative.

(1) P. CAMPANA : *Corporazione e sindacato non corporazione-sindacato*, in *Rassegna corporativa* (mai-juin 1934).

(2) Voir dans *Lavoro Fascista* (20 mars 1934), le discours tenu par E. MALLUSARDI au Congrès des dirigeants des Syndicats de l'Industrie, et dans *Politica Sociale* (1934). *Corporazioni e revisione dell'ordinamento sindacale*, par RICCARDO DEL GIUDICE.

D'après ceci, il se dégage cette idée maîtresse que le syndicat, par la création des corporations, ne tire pas à sa fin, mais que, bien au contraire, « le syndicat restera la cellule de la société de demain dans laquelle le premier élément ne sera pas l'individu isolé, mais le nœud associatif et producteur » (1).

Moins extrémiste que M. Spirito, l'ancien ministre de Stefani demande la suppression de certains organes fédéraux et confédéraux, sans pour cela éliminer complètement les syndicats. Avec une pointe d'ironie, il écrivait récemment que « les pages de l'annuaire des téléphones sont encombrées par les adresses des susdites organisations ». Les allégations faites par M. de Stefani contiennent une large part de vérité (2).

Il y a trop d'organisations, il y a trop de bureaucratie. L'individu se trouve désorienté devant cette immense pyramide qui, pour certains, prend la forme d'un cercle. Que ces institutions soient comprises par une élite, nous n'en doutons pas, mais c'est la masse qui doit comprendre, car elle seule peut donner la force au régime. Mussolini lui-même disait, dans un discours tenu devant le Conseil National des Corporations : « Il est nécessaire que les institu-

(1) A. OLIVETTI : *Il sindacato come filosofia e come politica* (Milan, 1926).

(2) Dans un discours récemment tenu, M. Biagi corrobore, en partie, les affirmations de M. Stefani. La nouvelle organisation syndicale réduit sensiblement le nombre des associations, pour que le public ne soit pas contraint à avoir dans sa poche un dictionnaire ou un tableau explicatif pour pouvoir s'orienter et comprendre la nomenclature. *Lavoro Fascista* (17 juillet 1934).

tions que nous avons créées soient senties et averties directement par les masses... Autrement, tout est voué à l'affaiblissement du régime, à sa disparition (1).

Nous estimons que les syndicats ont encore un grand rôle à jouer dans la vie sociale italienne. Entre la disparition complète de syndicats préconisés par M. Spirito et la continuation sous la forme actuelle, nous estimons qu'il vaut mieux suivre une troisième voie. Les syndicats, pris individuellement, ont deux missions à accomplir : éduquer moralement l'individu et prendre quelquefois la défense des intérêts particuliers. Quant à la corporation, elle doit défendre l'intérêt général de la nation. Pour nous, les autres organisations sont superflues, car si les syndicats forment le fondement de cette nouvelle maison : la corporation, le rôle des fédérations et des confédérations doit se limiter à un simple rôle d'échafaudage. Transformer l'échafaudage en pilier de soutien au moment où la maison est achevée, c'est avouer que le système n'est pas viable. L'assaut porté par les vicissitudes du temps lui portera un coup fatal.

Bref, si l'on ne peut en aucune façon penser à une corporation qui mange le syndicat, on pourra néanmoins revoir l'ordre syndical pour le rendre, même après la loi du 5 février 1934, plus adhérent à la nouvelle réalité.

(1) Discours tenu au Conseil national des corporations, le 14 décembre 1933.

CHAPITRE III

La nouvelle organisation syndicale.

La loi du 5 février 1934.

Dans le chapitre précédent, nous avons cherché à montrer les assauts qu'ont subis les syndicats, et à la fois nous avons essayé de démontrer, par quelques citations qui font loi, en quoi ils sont viables.

Cependant, le grand nombre des associations constitue une entrave à la bonne marche des susdites organisations, et c'est pour cela que nous supposons la suppression de la plupart d'entre elles. Néanmoins, la conservation de quelques-unes, dit Rocco, est d'une nécessité impérieuse pour pouvoir régler, concentrer, diriger les organisations syndicales qui se trouvent à la périphérie (1).

(1) M. R. del JUDGE (op. cit.) propose trois confédérations seulement, celle de l'agriculture qui engloberait les activités qui fournissent les produits végétaux et animaux, grâce à une combinaison artificielle des forces et des matières de la nature, dans la Confédération de l'industrie les activités qui modifient soit dans la forme,

Selon les directives tracées par le comité corporatif central dans la session du 30 juin 1934, ont été rendus les décrets royaux du 16 août 1934, qui approuvent la nouvelle organisation syndicale sur la base de l'article 7 de la loi du 5 février 1934, n° 163. L'article 7 de la loi du 5 février peut être défini de tactique révolutionnaire. On a voulu abolir les syndicats, mais ceux-ci ne doivent pas simplement survivre, mais se renforcer, ayant une individualité des plus marquée, et ici apparaît la nécessité d'assurer aux corporations la participation directe et effective des représentants de catégories pour lesquelles elles ont été constituées, en leur concédant en même temps l'autonomie syndicale. Le projet de loi a évité les deux solutions extrêmes : d'un côté, le *statu quo* où les associations reconnues seraient restées dans une dépendance trop accentuée à l'égard des confédérations, et de l'autre la suppression de celles-ci. On trouva une solution intermédiaire. Les associations syndicales, groupées par corporation, deviennent autonomes dans le domaine syndical, mais continuent à faire partie de leur confédération respective selon les dispositions qui seront édictées par le Ministre des Corporations. L'article 7 de la loi, dit M. Rocco (1) ne montre pas le point de départ

soit dans la substance, la matière première, pour mieux l'adapter aux besoins de l'homme, et enfin dans la Confédération du commerce toutes les activités qui concernent la répartition, la communication et à la conservation des biens d'où ces derniers passent de la libre disponibilité des producteurs à celle des consommateurs.

(1) Rocco : *Relations à la Chambre sur la constitution des corporations Atti parlamentari* (Janvier 1934).

d'un nouvel ordre syndical, mais c'est plutôt un retour aux origines. La loi du 26 construisait son système sur l'association de premier degré. Les associations de degré supérieur ne devaient être que des organisations de coordination. Mais le syndicat, l'association élémentaire, celle qui devait être en contact continu avec les particuliers, perdait petit à petit de son importance, et les associations de degré supérieur se développèrent sans cesse.

Dans l'esprit révolutionnaire, le dépositaire de cet esprit était justement le syndicat; les associations de degré supérieur avaient un rôle plutôt administratif. Si la catégorie perdait sa vitalité, la confédération devenait toute puissante. A la lutte des classes, on eût substitué celle des catégories. Le syndicat perdait son élan révolutionnaire et gagnait en compétence bureaucratique.

L'article 7 est une réaction à cette tendance.

Cette réorganisation, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1934, présente un intérêt capital, à savoir la révocation de la reconnaissance juridique qui fut accordée à toutes les associations périphériques (1). Avec la constitution des corporations, un regroupement d'activités selon les affinités productives a été nécessaire, de telle façon que certaines associations nationales de catégorie ont perdu la reconnaissance, et d'autres l'ont gardée moyennant un changement dans la sphère de leur encadrement de catégorie. Les confédérations, qui étaient treize depuis 1929, et sont réduites

(1) La Confédération des professions libérales reste la même.

à neuf à la suite de la révocation des quatre confédérations de transports, gardent leur ancienne personnalité. La confédération reste l'organe de coordination et d'assistance des associations nationales de catégorie, qui prennent généralement le nom de fédération. Le nombre des associations reconnues a été réduit : 1.805 hier, 1.209 aujourd'hui.

SECTION I

La nouvelle organisation des Confédérations.

Tous les statuts concernant les Confédérations d'aujourd'hui sont la conséquence directe de la loi du 5 février 1934.

L'article 7 de cette loi déclare : « Les associations groupées par une corporation deviennent autonomes dans le domaine syndical, mais continuent à faire partie de leur Confédération respective, selon les dispositions qui seront édictées par le Ministère des Corporations. »

Les nouveaux statuts règlent les pouvoirs et les organes des Confédérations. Ainsi les Confédérations, dans le domaine syndical, n'ont plus de fonctions de représentation d'une « catégorie particulière », mais elles représentent toutes les catégories unitairement. elles ont la tutelle des intérêts généraux des diverses catégories encadrées dans les Fédérations nationales adhérentes. Il incombe, en outre, aux Confédérations le devoir de pourvoir à la constitution

et au fonctionnement des services d'intérêt commun, à la coordination de l'activité des associations adhérentes, et, par surcroît à la gestion économique et financière des associations. L'autonomie qu'accorde la loi du 5 février aux associations n'a cependant pas cette étendue qu'on a voulu lui accorder. En effet, à la périphérie, les Confédérations constituant des offices appelées « Unions », avec une circonscription tantôt provinciale, tantôt interprovinciale, qui coordinent même dans les rapports avec les autorités politiques et administratives l'activité des associations nationales de catégorie. Les organes de l'Union sont : le président ou le secrétaire, selon qu'il s'agit des patrons ou des ouvriers. A ceux-ci est accordé le droit de représentation. Leur nomination est faite par le président de la Confédération et doit être approuvée par le Ministère des Corporations. Le président ou le secrétaire sont aidés dans leur tâche par un comité composé des dirigeants syndicaux de catégorie. L'Union pourra, le cas échéant, constituer des délégations communales nécessaires à l'organisation.

Les organes confédéraux.

Les Confédérations ont trois organes sociaux : le conseil, la commission exécutive, le président.

a) Le conseil est l'organe institutionnel auquel appartiennent les pouvoirs de délibération lorsqu'il s'agit de problèmes qui intéressent toute la Confédération. Le nuclé constitutif de ce conseil est composé par les dirigeants des

Fédérations nationales adhérentes, auxquelles peuvent être ajoutés, dans certains secteurs, les représentants de catégorie, comme, par exemple, les membres des conseils de Fédération, dont nous parlerons plus loin. Ordinairement, le Conseil se réunit une fois par an. Outre les fonctions de caractère général, il incombe au Conseil de désigner le président de la Confédération, d'élire les membres de la commission exécutive et de nommer les syndics. Le Conseil délibère en premier lieu sur le bilan de la Confédération.

b) La commission exécutive, organe collégial à base plus restreinte, issu du sein du Conseil, assure la continuité de fonctionnement de la Confédération, surtout au point de vue administratif. Le nombre de ses membres varie selon la Confédération; la durée de leur charge, comme celle des autres organes, est triennale. Quant à leurs fonctions, outre celles prévues par l'article 30 du décret du 1^{er} juillet 1926, qui concerne les délibérations inhérentes aux actes les plus importants de l'activité économique, la commission exécutive se voit attribuer la délibération du bilan préventif en premier lieu, et en second lieu les désignations ou les nominations du ressort de la Confédération. La commission exécutive est l'organe consultatif du président, auquel elle donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises comme sur les recours contre le refus d'admission dans les associations adhérentes, ou sur leur exclusion.

c) La figure du président se révèle d'une importance particulière. Ses fonctions sont amples, non seulement en tant que chef et dirigeant responsable de l'organisation,

mais sous le signe caractéristique qu'assume la Confédération en tant qu'organe de coordination entre les associations de catégorie et les pouvoirs centraux de l'Etat. En assumant les importantes fonctions déléguées d'intérêt public, il n'est pas la directe expression des catégories; il est nommé par le gouvernement sur la proposition du Conseil. En échange, ce principe est limité à la seule Confédération, car la spécifique représentation des catégories est réservée aux Fédérations nationales, dont les membres sont la directe expression des divers groupes de producteurs.

SECTION II

L'organisation des Fédérations.

La Fédération, d'après la loi du 5 février, voit son autonomie élargie. A cet effet, il incombe à la Fédération de favoriser le développement technique et économique en harmonie avec l'intérêt général de la nation, et en outre la tutelle générale des catégories pour laquelle elle a été constituée. La Fédération voit son autonomie étendue surtout en matière de contrat de travail, car elle a le droit de stipuler directement les contrats de travail, sans avoir besoin d'une autorisation préalable ou d'une ratification postérieure par la Confédération. Toute immixtion de la part de cette dernière est interdite, sauf l'éventuelle action de coordination et de directive générale. La Fédération désigne directement ses représentants dans les corporations ou dans les autres organisations; elle étudie et résout

directement tous les problèmes économiques et sociaux relatifs aux catégories représentées.

Pour rendre plus pratique et plus rapide le but de ses intentions, la Fédération groupe ses propres membres en syndicats provinciaux ou interprovinciaux, selon les secteurs. Pour certaines branches de son activité, elle constitue des syndicats nationaux.

Les syndicats de la périphérie ont des devoirs qui leur sont propres. En effet, ces derniers exercent toutes les fonctions inhérentes à la représentation syndicale de la catégorie dans la circonscription territoriale, prévoyant à travers l'assistance et les services des « Unions » à la stipulation des contrats de travail, ayant efficacité dans une circonscription déterminée, à l'adoption des mesures disciplinaires, et enfin à l'assistance et à l'instruction professionnelle de ces derniers.

Pour mieux assurer l'efficacité de telles mesures, non seulement en profondeur, mais surtout en étendue, il est prévu la possibilité de constituer, à côté de chaque syndicat provincial, des syndicats communaux dans lesquels les éléments de la catégorie, vivant dans un étroit contact avec l'organisation, seront éduqués, petit à petit, à la collaboration sur le plan des intérêts nationaux. A travers ce réseau capillaire, il est accordé ainsi aux catégories encadrées dans le syndicat communal, qui est la cellule-base de l'ordre, la possibilité de faire porter, grâce à l'élection de ses représentants, leurs aspirations et leurs exigences jusqu'aux organes centraux de la Fédération.

Ce système est dans l'esprit de la loi de 1926, qui exige que l'action de l'organisation syndicale parte d'en bas.

Les organes de la Fédération.

Les organes de la Fédération sont : le conseil, la commission exécutive, le président et le secrétaire.

Le conseil se compose d'un nombre non élevé de membres, mais tel qu'il puisse représenter toutes les catégories encadrées dans la Fédération. Comme le conseil confédéral, il se réunit chaque année et il choisit parmi ses membres la commission exécutive: nomme pour chaque exercice financier un collègue syndical; donne son avis sur toutes les questions soumises à son examen, et enfin délibère sur les questions morales et financières.

La commission exécutive se compose d'un nombre très restreint de membres. A part le droit de stipuler les contrats collectifs, ses fonctions sont les mêmes que celles de la commission exécutive confédérale.

Une attention particulière mérite les normes concernant la stipulation des contrats collectifs de travail et des accords pour la réglementation des rapports économiques collectifs. Il faut, en l'occurrence, faire une distinction entre les divers contrats, car il existe des contrats ayant efficacité dans la circonscription des syndicats de périphérie (provinciaux ou interprovinciaux) et contrats ayant une efficacité plus étendues, pour plusieurs circonscription.

Les premiers seront signés par les dirigeants des syndicats mêmes, tandis que les seconds le seront par les diri-

gents de la Fédération. Pour les premiers, il est établi, en outre, que les contrats doivent être préalablement autorisés par la Fédération dont dépend en dernier lieu la stipulation définitive des contrats.

La Confédération n'intervient pas, mais il est prévu que les Fédérations, avant de procéder aux tractations, doivent l'informer, afin qu'elle puisse assister et conseiller les Fédérations pour la sauvegarde des intérêts des catégories. Après l'accord intervenu, les contrats doivent être remis à la Confédération ou à l'Union, selon l'efficacité du contrat et quant au dépôt auprès des autorités, Ministère ou Préfet, qui se chargent de leur publication.

Le président ou le secrétaire, par contre, est élu par l'assemblée; il n'est pas nommé par le gouvernement comme le président de la Confédération.

Après avoir parlé de l'autonomie syndicale des catégories, peut-on affirmer que cette dernière implique l'abolition de toute fonction syndicale des Confédérations? Non, pour la bonne raison que les Confédérations ont aussi le droit de stipuler des contrats collectifs ou des accords pour la réglementation des rapports économiques collectifs, quand ces contrats ou accords impliquent un intérêt de caractère général pour les catégories encadrées.

Bref, la particularité de la nouvelle organisation est la possibilité de constituer le plus modeste nuclé des producteurs, un organe qui mette la catégorie, dans ses plus simples éléments, en contact direct avec la réalité, et la prépare à la collaboration sur le plan des intérêts nationaux.

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation corporative

CHAPITRE PREMIER

Les Corporations

L'organisation syndicale donnée par la révolution fasciste aux organisations professionnelles ne représente qu'une première phase de la réorganisation de l'Etat. Il restait au fascisme d'autres problèmes beaucoup plus graves à résoudre et, parmi ceux-ci, celui de la défense et du développement de la production, avec la participation effective de toutes les forces économiques déjà organisées. Comme il a été dit, « il s'agit de sortir de la phase syndicale, dans le sens législatif pour entrer dans la discipline et dans la tutelle corporative de la production » (1). Peut-on affirmer que le fascisme a créé un système original, une nouvelle doctrine économique, le corporativisme, qui pourrait remplacer la vieille doctrine libérale de l'économie? Nous disons, en théorie peut-être, mais en pratique, non.

Tous les doctrinaires de l'économie fasciste ont pris

(1) E. RAZZA : *La Corporazione* (Rome, 1933).

comme point de départ la destruction des conceptions qui formaient les bases essentielles de la doctrine libérale et leurs reproches peuvent se résumer à ceci : l'agnosticisme de l'Etat et l'arbitraire des individus. La carence de l'Etat, pendant tout le xix^e siècle, avait sa raison d'être et était, quant à nous, nécessaire. L'Etat cherchait à intervenir le moins possible pour la bonne raison qu'une intervention dans le domaine de l'industrie et du commerce, qui ont pris un développement inconnu jusqu'à ces jours, dû aux grandes découvertes techniques de la première moitié du xix^e siècle, eût pu nuire. Les grands pays occidentaux, capitalistes pour la plupart, s'équipaient industriellement et jouissaient d'une suprématie incontestable justifiée par leur étendue et par leurs ressources. Ils ont eu le tort de mettre à côté de la suprématie l'adjectif éternel, et ils continuèrent à se spécialiser de plus en plus. C'est cette même division du travail dans la seconde moitié du siècle dernier qui faisait dire à un économiste anglais, Stanley Jevons : « Les plaines de l'Amérique du Nord et de la Russie sont un champ de blé, Chicago et Odessa nos greniers, le Canada et les pays baltes sont nos forêts, l'Australie élève pour nous ses troupeaux de moutons, l'Amérique ses bœufs, le Pérou nous fait parvenir son argent, la Californie et l'Australie leur or, les Chinois cultivent le thé et les Indiens le café pour nous ; le sucre et les épices arrivent dans nos ports, la France et l'Espagne sont nos vignobles. » Tout cela avait naturellement pour contre-partie les charbons, les cotonnades, les machines, etc. On peut affirmer que, dans

cette première phase du capitalisme, le fait économique était surtout de nature individuelle et privée.

Au début, tout le monde cherchait à exporter, à importer le plus possible dans l'avantage des uns comme des autres. La découverte des mines d'or, les nouvelles découvertes scientifiques ont donné un ressort incomparable à ces pays. Des nouvelles entreprises se sont formées, les plus fortes absorbant, à la longue, les plus petites. Les associations prennent un aspect national et même international sous la forme de cartels et de trusts. La concurrence est libre, l'initiative privée aussi. De l'économie rudimentaire on passe à une économie plus évoluée et à la fois plus spécialisée. Quel eût été l'effet de l'intervention étatique ? Un ralentissement des forces, engendré par cette révolution. La non-intervention de l'Etat était non seulement nécessaire, plus encore, elle était normale. Le moteur de toute cette activité était la libre concurrence de l'initiative privée. Nous ne voulons pas nous attarder trop longtemps sur une question que nous avons brièvement exposée au début de ce travail, à savoir : sur le libéralisme économique. C'est contre cette doctrine, contre les remèdes proposés par le socialisme que le fascisme se dresse. Que nous propose-t-il à la place ? Un mélange hybride de libéralisme, de socialisme et de socialisme d'Etat. Plus encore, c'est un éclectisme, et, comme tout éclectisme, il ne forme pas une doctrine.

L'Etat fasciste n'est attaché à aucune doctrine et son

éclectisme est teint d'opportunisme. M. Carli (1), sans le dire, le laisse comprendre. L'Etat fasciste, déclare-t-il, étant aclassiste et donc non inféodé à aucun groupe, comme il est presque toujours avec l'Etat libéral, est précisément capable de donner à l'ordre juridique une attitude telle qu'il puisse répondre avec rapidité et souplesse aux exigences des coopérants de la production, exigence changeante et dépendante de l'évolution de la technique et de toute la dynamique sociale. Le fascisme n'a pas de politique économique. Ne visant qu'à l'intérêt national, il est prêt à appliquer, suivant les circonstances, le libre échange ou le protectionnisme.

Cette doctrine du fascisme a pris naissance ces dernières années, car elle n'en avait aucune à ses débuts. La pratique quotidienne lui en imposait une. La doctrine corporative a été plutôt subie par le fascisme, à la suite des événements et de la crise surtout, que créée par lui.

Nous le disons ici fermement et une fois pour toutes que, sans la crise, inconnue jusqu'à nos jours, le corporativisme n'eût été qu'une théorie de plus dans l'histoire déjà encombrée des doctrines économiques.

La pratique nous apprend-elle des choses nouvelles ? On ne saurait le dire maintenant, on le verra par la suite, tout en n'oubliant pas que le corporativisme est de date tout à fait récente.

Les corporations créées au mois de mai 1934 doivent

(1) *Commercio* (Novembre 1933).

rentre en vigueur le 10 novembre de cette année ; il faudra les voir à l'œuvre pour pouvoir s'exprimer là-dessus.

On sait cependant que les diverses sections du Conseil National des Corporations formaient des petites corporations, et la politique économique suivie par d'autres pays à la suite de la crise. Questions de chômage, contingents, politique douanière ont été calquées sur le système des autres, chacun en mettant du sien, par tous les pays.

Qu'il soit plus facile de mettre de l'ordre dans un pays faible en capitaux, faible en matières premières que dans d'autres plus riches et plus encombrés, nous en convenons, mais la méthode reste la même. C'est toujours le même pot auquel on vient de changer l'étiquette. La corporation qui aura pour but de discipliner, d'harmoniser la production, de la stimuler et de la diriger selon l'intérêt national sera « une table autour de laquelle on se mettra d'accord ». M. A. Tarchi (1) affirme le contraire, mais il ne nous sera pas difficile de lui faire comprendre qu'avec toutes les recherches, toutes les données statistiques, lorsque l'ordre viendra d'en haut et l'intérêt collectif d'en bas, on tombera d'accord, comme pour les consortiums obligatoires, à affirmer la communauté de vue des catégories représentées.

Cet accord entre catégories entre les ouvriers et les patrons n'existe pas comme on veut nous le faire croire.

Nous croyons que Mussolini a fait trop bon marché de

(1) A. TARCHI : *Quello che sarrano e quello che non sarrano le Corporazioni*, in *Lavoro Fascista* (13 avril 1934).

l'expérience acquise par tant de générations passées. Arrivera-t-il à concilier l'initiative privée et les risques personnels avec le système corporatif dont le but essentiel est l'intérêt national? Dans son discours tenu à Trieste le 20 septembre 1920, il déclarait : « En économie, nous sommes anti-socialistes. Depuis des années, nous vivons dans un régime suffocant de collectivisme. Il est bien à dire qu'en matière économique, nous sommes des libéraux dans le sens le plus classique de la parole ». Et en 1923, lorsqu'eut lieu, à Rome, le second Congrès de la Chambre de Commerce Internationale, Mussolini exposa les directives fondamentales économiques du gouvernement fasciste : « Je pense qu'un gouvernement qui veut relever rapidement la population de la crise de l'après-guerre doit laisser à l'initiative privée son libre jeu et qu'elle doit renoncer à toutes législations interventionistes ». Et, plus loin : « Une des plus grandes expériences historiques qui s'est développé sous nos yeux vient nous démontrer que tous les systèmes d'économie associée qui font abstraction de l'initiative privée et des impulsions individuelles finissent piteusement dans un rapide laps de temps » (2). Que nous voilà bien loin du fameux discours du 14 novembre 1933 tenu par Mussolini au Conseil National des Corporations. Le corporativisme est l'économie disciplinée et, par conséquent, contrôlée, parce qu'on ne peut pas penser à une discipline

(2) Cité par Lello GANGEMI : *Lineamenti di politica economica corporativa* (Catania, 1932).

qui n'est pas un contrôle. Le corporativisme dépasse le socialisme et dépasse le libéralisme, il crée une nouvelle synthèse (1).

M. Bottai, invité à Berlin par la Fédération des Industriels allemands pour tenir une conférence, on lui posa cette question : « Jusqu'à quel point l'Etat limite l'action des organisations professionnelles ? ». La réponse de l'ancien ministre fut nette : « L'Etat doit intervenir le moins possible ».

Nous montrerons par la suite qu'avec la loi sur l'autorisation des nouvelles entreprises industrielles et la loi sur les consortiums obligatoires, que nous étudierons particulièrement, la marge entre ce qu'on a dit et ce qu'on a fait est bien trop large. Une société organisée est toujours en conflit avec ce qui a été dit ou promis.

La déclaration IX de la Charte du travail nous parle de l'intervention de l'Etat dans la production économique. Elle n'a lieu, déclare la Charte, « que quand l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante, ou lorsque les intérêts politiques de l'Etat sont en jeu. Elle peut revêtir la forme d'un contrôle, d'un encouragement ou d'une gestion directe. » Nous croyons savoir, cependant, que rarement il existe des domaines où l'activité de l'individu ne s'exerce pas, le plus souvent il se passe le contraire. Il y a même trop d'individus qui voudraient exercer ou entreprendre

(1) Discours tenu par MUSSOLINI, le 14 novembre 1933; in *Sindacato e Corporazione* (Décembre 1933).

une activité déterminée. C'est pour régler cette initiative, pour qu'il n'existe pas des forces qui se perdent inutilement que s'explique la raison d'être de la déclaration que nous citons plus haut. L'initiative privée qui était exercée par n'importe qui, n'importe quand et n'importe où sous le régime libéral, a été strictement limitée par la nouvelle doctrine.

M. Gino Arias (1), M. Ugo Spirito ont cherché à donner une explication fasciste à l'initiative privée. Le premier cherche à distinguer la libre initiative de l'initiative privée. Nous ne voyons pas, quant à nous, la subtilité de la distinction faite par l'éminent économiste italien. Il existe une, dit M. Spirito, et il faut la chercher dans sa fin; « l'initiative individuelle et l'initiative privée sont devenues synonymes. Pour celui qui regarde le sujet de l'initiative, il est clair qu'il ne puisse y avoir des différences entre privée et publique ; dans un cas ou dans l'autre, le protagoniste est l'individu qui conçoit le but et les moyens. S'il existe une différence, il faut la chercher dans son but, lequel est particulier de l'individu, dans le cas de l'initiative privée, et social ou étatique dans le cas public. L'initiative aura d'autant plus de valeur que l'homme saura comprendre dans son but celui des autres » (2).

Cette explication donnée par M. Spirito vaut ce qu'elle

(1) G. ARIAS, op. cit.

(2) U. SPIRITO : *La crisi del capitalismo e il sistema corporativo* (Florence, 1933).

vaut. Pour nous, elle est contraire à la nature humaine et, sans être égoïstes, on pense en premier lieu à soi et aux siens et puis aux autres. Est-ce possible de rénover tellement l'âme humaine ?

Cette restriction de l'initiative privée a une fin bien définie. Réglementer la production et à la fois éviter la surproduction.

Par la nouvelle direction que le fascisme cherche à donner à l'économie, il veut anéantir le système capitaliste. Cependant, Mussolini ne croyait pas à la fin toute proche du capitalisme. En effet, dans un discours tenu à Augusteo en 1921, il a affirmé : « On ne peut pas croire que le capitalisme, comme système de production, approche de son déclin, la réalité économique, étant une création séculaire, ne peut pas être brisée d'un coup, mais ne peut que se transformer à travers une élaboration également séculaire. »

A la séance du 2 juin 1929, M. Acerbo, au cours de la discussion du budget du Ministère des Corporations, a explicitement exclu l'hypothèse de la création d'une économie corporative entièrement originale et neuve. Le corporativisme, disait-il, est une politique économique appliquée à un système de production et d'échange qui reste capitaliste.

M. Perroux disait récemment : « Le fascisme n'a pas en un jour, ni même en une décade, bouleversé une formation séculaire. L'édifice capitaliste est encore debout. L'ensemble d'aspirations, de règles économiques et sociales

que l'on désigne sous le nom de corporativisme n'est qu'une politique économique. » (1).

Si le fascisme et les syndicats ont eu comme cause commune la guerre, les corporations, comme nous l'avons déjà dit, sont un produit de la crise. Non que les corporations ne se trouvaient déjà dans les idées du chef du gouvernement avant même la loi de 1926, mais leur création, après cette crise, s'imposait catégoriquement. A l'intérieur, beaucoup d'esprits devenaient sceptiques ; à l'extérieur, il fallait impressionner l'opinion internationale qui était à la recherche d'un remède contre un mal dont l'envergure était inconnue jusqu'à aujourd'hui. Nous le répétons : sans cette crise, les corporations n'eussent pas vu le jour si tôt. Personne ne pourrait nous faire croire qu'au moment où tout marchait normalement, on eût voulu, à tout prix, changer un système qui s'avérait, sauf quelques défauts, parfait. Il eût été dangereux d'y toucher, comme l'homme bien portant n'a pas besoin de médecin.

Pourquoi les corporations promises depuis huit ans ont vu le jour à peine ces mois-ci ? Pourquoi n'avoir créé les corporations peu de temps après la loi de 1926, qui organisait déjà les organisations professionnelles ? Nous avons posé ces deux questions à quelques hauts fonctionnaires du Ministère des corporations. La réponse était stéréotypée : « la nécessité de l'organisation syndicale ». Mais, comme l'affirme M. Rocco dans la préface d'un de ses

(1) PERROUX : *Revue d'économie politique* (Septembre 1933).

livres, la transformation de l'âme italienne s'est faite en deux ans ; autant, croyons-nous, eût suffi pour l'organisation syndicale. On ne les a pas créées parce qu'on ne voyait pas leur nécessité.

Au moment où le corporativisme nous rendra ce que le libéralisme et le capitalisme ont engendré, mais sans leurs défauts, il trouvera dans ses résultats l'acte de viabilité, son droit de cité.

Le corporativisme doit surtout éviter de se charger d'un faix trop lourd, car on pourrait dire, en paraphrasant une sentence de Momsen, que la différence entre les expériences sociales et les aventures est que celles-là ont pour but le possible et ces dernières l'impossible.

SECTION I

L'institution des corporations

Après la révolution d'octobre 1922, l'esprit corporatif des organisations syndicales fascistes s'est manifesté plusieurs fois. Il n'est pas de doute que l'accord du Palazzo Vidoni marque une date. Mais la loi fondamentale du régime, celle du 3 avril 1926 et le décret du 1^{er} juillet eurent une importance capitale dans le développement des corporations. Le but immédiat de cette loi fut l'élimination de l'auto-défense des classes et des catégories, leur organisa-

tion dans l'orbite de l'Etat et la résolution pacifique des conflits de travail.

L'idée de corporativisme précède celle des corporations et, parler des corporations, ce n'est pas parler du corporativisme. En d'autres mots, ce n'est pas les corporations qui forment le corporativisme, c'est peut-être le contraire, car, il faut le dire, que le corporativisme s'est manifesté avant les corporations. En premier lieu, le corporativisme voulait être, avec l'abolition de la violence entre les classes, la collaboration de ces dernières. Il est temps, affirme le professeur Fodale (1), de répéter avec une sereine franchise que les catégories partant des positions antithétiques ne feront jamais les corporations ou l'économie corporative.

La réalité corporative a comme présupposition inéluctable la collaboration, non conçue comme une transaction plus ou moins heureuse de prétentions opposées, mais comme une complète communion d'action. Mais tout ceci ne suffit pas, car on eût pu appeler cela collaborationisme. Le corporativisme fasciste veut être une vision intégrale unitaire de la vie et de l'homme. Qui voit dans le corporativisme seulement une conception économique ou une simple politique économique se trouve en dehors de la vérité (2).

Nous avons vu ce qu'il faut penser de cette affirmation, faite, croyons-nous, par Mussolini ; ici, nous voulons mon-

(1) *Rassegna Corporativa. Profilo della corporazione* (Fév. 1934).

(2) *Popolo d'Italia* (25 février 1934).

trer que le corporativisme ne se réduit pas simplement à l'économie, mais il englobe toute l'activité du pays.

Mais comme on l'a dit (1), la loi et le décret eurent la nette vision que la discipline des rapports de travail ne pouvaient pas épuiser le devoir rénovateur du fascisme dans le domaine de l'économie... Dans le domaine de la production, l'œuvre de discipline, d'organisation, de perfectionnement ne pouvaient pas être confiée seulement aux syndicats seuls, expression des intérêts d'un des facteurs de la production, mais devait, par nécessité, devenir le devoir d'un nouvel organisme dans lequel tous les facteurs de la production seraient réunis sous la direction et le contrôle de l'Etat : à cet organe fut, dès le commencement, donné le nom de corporation.

Le nom de corporation ne se trouve pas dans la loi de 1926, elle désigne l'institution, sous le nom générique « d'organe central de liaison ». Le nom en échange est textuellement employé dans l'article 42 du règlement du 1^{er} juillet 1926 et dans le décret qui institue le ministère des corporations. La Charte du travail du 21 avril 1927 précise encore mieux la nature et les fonctions de la corporation. Les corporations sont des organes typiques à travers lesquels la collaboration trouve sa meilleure garantie et qui, plus directement, tendent à traduire en actes les présuppositions unitaires et nationales du système corporatif à

(1) Relations de M. Rocco aux projets de loi sur les corporations. *Lavoro Fascista* (18 janvier 1934).

travers le placement de la conduite solidaire de toutes les forces de la production (1)

Les éléments constitutifs de la corporation sont le travail, le capital, la technique. Elle cherche à les mettre sur le même pied d'égalité. Arrivera-t-elle ? Tâche bien difficile car les résultats, jusqu'à aujourd'hui, nous montrent le contraire. Toutes ces sortes de tentatives qui cherchent à éviter les diversions ont échoué de tous les temps. L'histoire nous montre que, si hier un de ces trois éléments était le maître absolu, aujourd'hui il perd, petit à petit, sa suprématie. Les différences profondes qui existaient entre la bourgeoisie et la classe ouvrière perdent, de plus en plus, du terrain. L'ouvrier d'il y a cinquante ans ne reconnaîtrait pas ses neveux. L'ouvrier devient un petit capitaliste.

Aux temps héroïques du capitalisme, l'entrepreneur était à la fois capitaliste et technicien, mais, aujourd'hui, il cède au moins une place, sinon les deux, à d'autres éléments, au capitaliste, à l'épargnant et au technicien qui, à l'heure actuelle, nous parlons de ce dernier bien entendu, voit son prestige, comme celui de l'ouvrier, considérablement augmenter.

Il existe cependant parmi les fascistes des esprits extrémistes qui veulent substituer au capital le travail et que ce dernier devienne le moteur de toute activité économique; qu'il devienne, en somme, le facteur primordial de la pro-

(1) B. BIAGI : *Dieci anni di esperienza corporativa*, in *Corriere della Serra* (27 novembre 1932).

duction (1). Ces trois éléments sont, quant à nous, interdépendants et il ne s'agit pas que l'un impose aux autres, que l'un soit le maître et l'autre l'esclave, car l'humanité tend et arrive lentement à un nivellement de ces trois éléments.

A travers les corporations, l'Etat cherche à imposer cette égalité. Dans d'autres articles, le même auteur conclut à la nécessité immédiate de l'entrée des syndicats dans l'entreprise pour discuter avec le patron, non simplement les normes qui concernent les conditions de travail, de salaire, etc..., mais même sur l'organisation de l'entreprise, des méthodes de travail et tout ce qui présente l'expérience des ouvriers pour constituer un élément de contrôle, afin de corriger, de modifier la production. Du moment que l'entreprise a perdu son caractère privé, elle s'est transformée en une entreprise publique ou socialisée qui doit avoir, dit l'auteur, comme contre-partie une gestion corporative. En d'autres termes, M. Casini affirme que l'ouvrier, pour le fait d'être un collaborateur actif de l'entreprise, ne peut pas se limiter simplement à discuter seulement le règlement de travail, mais il doit participer à la discussion de la production.

Mais travailler ensemble signifie commander ensemble ? Nous répondons non, car la fonction du syndicat trouve une de ses raisons d'être dans le contrat collectif qui représente le nouveau système de distribution de richesse.

(1) *Lavoro Fascista* du 8 mai et du 12 mai 1934. G. CASINI.

Le rôle du syndicat est celui de représenter et de défendre, de discipliner ses intérêts dans le complexe unitaire de la production, dans la corporation. On ne peut pas concevoir une responsabilité sans une volonté et, s'il n'y a pas de volonté, la responsabilité ne servira à rien.

La déclaration VII de la Charte du Travail, à laquelle il faut toujours revenir, devient caduque. Quant aux ouvriers de l'entreprise, parce que ce n'est que sur l'entrepreneur que retombe, soit le risque, soit la responsabilité politique, il est logique et à la fois juste qu'il soit subordonné à celui-ci, car il ne serait ni pratique, ni opportun pour que l'ouvrier endosse un pareil risque.

La Constitution du système corporatif n'était pas accomplie avec la loi de 1926, elle a jeté simplement les bases. Les corporations n'existaient pas. On ne s'est occupé d'elles qu'en 1929, lorsqu'on créa la corporation du spectacle (1).

On a créé, en attendant, le Ministère des corporations et le Conseil national des corporations dont nous parlerons plus loin. La loi du 20 mars 1930, qui a créé le Conseil national des corporations, attribue, dans son fameux article 12, un pouvoir normatif en matière économique aux sections et aux sous-sections dudit conseil. Selon cette loi, le chef du gouvernement pouvait conférer, par un décret du Conseil, à ses sections des attributions concernant les corporations, dans les branches respectives de la production. Sauf la fonction conciliatrice exercée par le Ministère des

(1) ROSENSTOCK : *L'économie corporative fasciste en droit et en fait* (Paris, 1934).

corporations, ces sections et ces sous-sections revêtaient le caractère de véritables corporations générales correspondant aux plus amples branches de la production nationale. Cependant, soit à cause de leur excessive ampleur fonctionnelle, soit à cause de la façon dont elles étaient composées, les sections, constituées en corporations, apparurent comme des organes impropres à affronter et résoudre pleinement tous les problèmes complexes de la catégorie.

Sur cette terminologie générique de catégorie, il faut bien s'entendre et la considérer sous un autre point de vue, selon qu'il s'agit de l'ordre syndical ou corporatif. Dans le premier cas, l'expression catégorie signifie la réunion homogène d'employeurs et d'employés qui ont une identité de spécialisation ou de fonction. Dans l'ordre corporatif, catégorie signifie catégorie productive, c'est-à-dire un complexe organique des facteurs productifs convergeant, mais non identiques, dans la spécialisation, comme le définit le professeur Trevisani (1). Syndicalement, les conducteurs de tramways et les automobilistes sont deux catégories distinctes ; corporativement, ils créent une catégorie des transports internes ou donneront naissance à une corporation des catégories productives dont la base serait les recherches dans l'identité du fait productif, les transports.

Après avoir constitué les organes corporatifs trop encombrants, trop congestionnés, on a rendu nécessaire, maintenant, la constitution des organes qui prévoient à la

(1) R. TREVISANI : *Le Corporazioni realta fascista*, in *Politica sociale* (octobre-novembre 1933).

discipline des catégories économiques, qui exercent la même fonction dans une branche déterminée de l'industrie nationale, les corporations.

La nouvelle loi sur les corporations fut élaborée par le Grand Conseil Fasciste dans la nuit du 9 décembre 1933 (1). Elle est conforme au fameux discours tenu par Mussolini le 14 novembre de la même année, lorsqu'il enterra une fois de plus le libéralisme.

Comme les syndicats ont répondu à leur finalité et à la confiance que le pays a mis en eux, le chef du gouvernement a trouvé que le moment de passer de la phase syndicale à celle corporative était arrivé. Au mois de mai 1933, les corporations ont fait l'objet d'un examen préliminaire dans le sein du Comité corporatif central. Le projet de loi a été approuvé par le Grand Conseil et fut présenté au Sénat le 7 janvier, où il fut discuté et approuvé par lui. Présenté à la Chambre des Députés le 16 janvier, il fut approuvé et promulgué le 5 février 1934.

Les directives et les principes qui furent mis à la base du projet ont été discutés dans les sections du Conseil national des corporations et condensés dans l'ordre du jour voté le 13 novembre 1933.

Le chef du gouvernement présente au Conseil la motion suivante :

Le Conseil National des Corporations,
définit les corporations comme l'instrument qui, sous

(1) *Sindacato e corporazione* (mai 1934).

l'égide de l'Etat, réalise la discipline intégrale organique et unitaire des forces productives, en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien ;

déclare que le nombre des corporations à constituer pour les grandes branches de la production doit, en principe, être adéquat aux nécessités réelles de l'économie nationale ;

établit que l'état-major de la corporation doit comprendre les représentants des administrations de l'Etat, du parti, du capital, du travail et de la technique ;

assigne comme tâche spécifique aux corporations celle de conciliation de consultation, avec caractère obligatoire dans les problèmes de plus grande importance et par l'entremise du Conseil national des corporations et des lois régulatrices de l'activité économique de la nation ;

remet au Grand Conseil Fasciste toutes décisions visant le développement ultérieur dans le sens politique et constitutionnel, qui devront se produire par le fait de la constitution effective et du fonctionnement pratique des corporations.

La discussion, quant à la constitution des corporations, a été amplement débattue sous tous les aspects généraux et particuliers par les sections et par l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations et par le Comité corporatif central. Le problème s'est présenté sous trois aspects : comment doivent être constituées les corporations ?

Combien de corporations doivent être créées ? Quelles fonctions leur attribuer ?

La loi du 5 février 1934 prescrit que les corporations prévues par la déclaration VI de la Charte du Travail par la loi de 1926 et par le décret du 1^{er} juillet de la même année sont instituées par le décret du chef du gouvernement, sur la proposition du ministre des Corporations, après avoir entendu le Comité corporatif central. Cet article abroge l'article 42 du décret du 1^{er} juillet 1926, qui établissait que la corporation est constituée par décret du Ministère des Corporations. Ces tendances à ce que tous les pouvoirs se trouvent dans la main d'une seule personne persistent. Nous nous trouvons en présence d'une innovation constitutionnelle car, jusqu'à l'apparition de cette loi, l'institution d'un nouvel organe de l'Etat était dévolue au pouvoir législatif, à travers l'émanation de la loi formelle. Avec la disposition de l'article premier de la présente loi, il est prévu l'institution d'un organe technique à des fonctions législatives en matière économique, par un simple décret rendu par le chef du gouvernement.

Les corporations sont présidées par un ministre ou un sous-secrétaire d'Etat ou par le secrétaire du Parti National Fasciste, nommé par le chef du gouvernement. Avec le décret constitutif des corporations, on détermine à la fois le nombre des membres du Conseil et combien d'entre eux doivent être nommés par les associations. Les désignations doivent être approuvées par le chef du gouvernement, sur la proposition du Ministère des Corporations.

Telles sont les normes pour l'institution, pour la présidence, pour la composition et l'organisation des corporations.

§ I : *Comment doivent être constituées les corporations*

Dans les discussions qui ont eu lieu dans les sections et dans l'Assemblée générale du Conseil Général des Corporations, se sont manifestées des tendances différentes quant à la constitution des corporations. Il s'est posé, de prime abord, la question si les corporations doivent se constituer par catégories, par produits ou par cycles productifs. Les corporations par catégories ont été soutenues par la section de l'industrie, celles par produits ou par cycles productifs par la section de l'agriculture (1). La corporation par catégorie est la réunion des associations professionnelles des patrons et d'ouvriers appartenant tous les deux à une activité productive définie par catégorie de travail. En d'autres mots, la corporation par catégorie est la formation unitaire des activités opérant dans une phase limitée du procès productif, suivant les différentes qualités des matériaux. Ainsi, on aura la corporation des tisserands, lesquels rentreront en activité au moment où le matériel devra être soumis à un traitement spécial. Le matériel travaillé sera différent, de façon que les corporations des

(1) P. ORANO : *L'Istituzione delle corporazioni* (Rome, 1934).

tisserands comprendront ceux de la laine, de la soie, du lin, etc...

La corporation par produits est la réunion verticale des diverses associations des patrons et d'ouvriers qui sont réunis par des organes corporatifs, pour réaliser toute l'évolution du cycle de formation d'un produit déterminé. Il faut faire ici une différence en ce qui concerne le produit. Les catégories ne sont que la réunion des employeurs et des employés, et le fruit de leur travail est un produit. Dans le cas qui nous intéresse, par produit on entend le produit avec lequel on conclut tout un cycle productif et qui, souvent, présuppose une série de transformations de produits antécédents.

Nous prenons un exemple pour mieux illustrer la corporation par produit :

La corporation de la soie réunit toutes les activités successives pour arriver à un produit fini, la soie ; pour ceci, la corporation englobera la production de graines de vers à soie, la culture des vers à soie, la production des cocons, la préparation industrielle des cocons, le filage de la soie et son tissage.

Les premières corporations représentent un intérêt plutôt professionnel, les secondes un intérêt plutôt économique et productif. En donnant, de la sorte, la préférence aux premières, celles par catégories, on aurait plusieurs corporations et les intérêts réciproques des corporations prises en particulier ne seraient pas homogènes mais antithétiques. Le nombre ne fait pas ici la force, c'est l'esprit qui le

fait (1). En échange, avec le second critérium, il n'y aura qu'une seule corporation et leurs intérêts seront mieux défendus.

Mussolini observait que le critérium par catégories fera apparaître, dans le sein de la corporation, des contrastes entre les catégories et, en outre, on empêcherait toute activité sur le terrain économique, surtout en agriculture où l'activité économique présente un caractère absolument unitaire et où il manque toutes relations entre la structure syndicale de catégories professionnelles et les différentes productions (2).

La loi, en affirmant le principe de la grande branche de production, a suivi un autre système, qui a supprimé le dilemme entre les deux critères. Ce principe, tout en assurant à la corporation cette ample base d'organisation que constitue la condition de la continuité et de l'efficacité de ces fonctions, évite les inconvénients propres aux deux conceptions opposées de la catégorie et du produit. Pour éviter que l'institution des corporations sur la base de la grande branche de production ne puisse conduire à un système trop rigide et pour mieux assurer la protection des intérêts particuliers qui se rattachent aux différentes catégories économiques et aux divers produits, il apparut opportun d'introduire deux dispositions : a) pour le cas

(1) E. FODALE : *Profilo della corporazione in « Rassegna corporativa »* (Janvier-Février 1934).

(2) Atti parlamentari. *Progetti di legge* (Janvier 1934).

où il y a des questions qui intéressent diverses parties ou branches de la production ou de l'activité économique, on peut convoquer ensemble deux ou plusieurs corporations et seulement le chef du gouvernement peut juger opportun la réunion des dites corporations. Cette disposition n'est autre que la reproduction de l'article 6 de la loi du 20 mars 1930; b) Les comités corporatifs (1), en tant que représentants de toutes les catégories économiques intéressées à un cycle productif déterminé, sont constitués lorsque le besoin se fait sentir. Une fois le problème, connexe au produit, résolu, les comités corporatifs peuvent se dissoudre. Ces comités correspondent à ce qui fut appelé la corporation de produit.

Les corporations par grande branche de la production, comités corporatifs de produit, corporations réunies ont été organisées de telle façon qu'elles présentent le maximum d'élasticité possible.

Les corporations sont divisées en trois grandes branches :

a) La corporation à cycle productif agricole, industriel et commercial ;

b) La corporation à cycle productif industriel et commercial ;

c) La corporation pour l'activité productrice des services.

(1) M. PANNUNZIO les appelle « particuliers », in *Riforma Costituzionale* (Florence, 1934).

§ II : *Quel est leur nombre ?*

Les diverses sections ont fait, quant au nombre, des propositions différentes et il y eut quelques-unes qui suggérèrent que le nombre des corporations soit définitif. Seule, peut-être, la section du commerce a retenu qu'il n'est pas possible d'établir, *a priori*, le nombre des corporations à constituer et elle a proposé que, par une expérience graduelle, on procède à la constitution de ces corporations afin qu'elles répondent mieux au besoin de la vie et de la structure économique nationale (1).

Le comité corporatif central a approuvé, en dernier lieu, au mois de mai 1934, la constitution et le nombre des corporations, qui monte à 22, et qui sont ainsi réparties : huit corporations dans le premier et deuxième cycle et six seulement dans le troisième (2).

§ III : *Quelles sont leurs fonctions ?*

Parmi les problèmes proposés par Mussolini au Conseil National des Corporations, le dernier, sur les fonctions des corporations, est le plus grave. Les fonctions des corporations dans le régime fasciste doivent refléter la structure même de l'organe. On peut, cependant, résoudre le problème si on le considère sous deux points de vue : *de jure condito* et *de jure condendo*.

Dans le premier cas, le problème se limite à la simple reconnaissance de l'état actuel de la législation et, dans le

(1) P. ORANO, op. cit.

(2) *Lavoro Fascista* (11 mai 1934).

second cas, l'étude implique une valuation politique des plus délicate, à savoir quelles autres fonctions, outre celles prévues par les lois en vigueur, peuvent être attribuées aux corporations.

De jure condendo, il s'offre un vaste champ de possibilités. Cependant, fallait-il ou non changer les dispositions actuelles ? car, avec l'institution des corporations, des nouvelles doivent être élaborées, qui soient plus élastiques et plus vitales. Dans toutes les sections, les propositions visèrent à étendre les fonctions de commandement des corporations. Les corporations, tout en étant des organes de l'Etat, il est impossible, à notre avis, qu'on accorde ce caractère aux fonctions des corporations sans qu'elles ne portent un préjudice à la compétence des autres organes de l'Etat. Le commandement s'exerce par deux voies : par la loi et par l'acte administratif, donc le législatif et l'exécutif. La section de l'agriculture a proposé qu'on empiétât sur le législatif, d'autres sections virent d'un bon œil un empiètement sur l'exécutif. Tout récemment, M. Razza (1), M. Pannunzio (2) et la section industrielle du Conseil National des Corporations proposèrent qu'on procédât à une réforme essentielle de la Constitution et cette dernière voulait qu'on accordât au Conseil National des Corporations le plein pouvoir législatif en matière économique (3). Personne ne nous dit comment il faudra encadrer le nouvel

(1) L. RAZZA, *op. cit.*

(2) S. PANNUNZIO, *op. cit.*

(3) S. PANNUNZIO, *op. cit.*

organe législatif dans le système constitutionnel actuel, où ce pouvoir est un pouvoir unique.

Il ne faut pas oublier que, jusqu'à une réforme constitutionnelle, le pouvoir législatif appartient exclusivement aux organes de la législation formelle, organisation parlementaire et le Roi, et encore au gouvernement, en vertu, pour ce dernier, de la loi constitutionnelle du 31 janvier 1926.

On a proposé aussi qu'on leur accorde des fonctions administratives, mais la suppression des organes techniques de contrôle, qui sont déjà assez vagues, amènera, quant à nous, l'abolition des principes de responsabilité et de hiérarchie (1).

De jure condito, les fonctions attribuées aux corporations par les lois en vigueur sont les suivantes :

a) *Fonctions normatives en matière de conditions de travail*. — L'article 10 de la loi du 3 avril 1926 établit que les organes centraux de liaison, aujourd'hui les corporations, peuvent établir, conformément à un accord préalable avec les représentants des patrons et des ouvriers, des règles générales, quant aux conditions de travail, dans les entreprises considérées. Le titre IV de la loi du 1^{er} juillet détermine les modalités pour l'exercice de cette fonction et les effets des normes émanés par les organes corporatifs dont

(1) En Italie, dit M. Pic, le syndicat (nous ajoutons la corporation), est-il assez fort pour servir de facteur d'équilibre dans la balance des forces économiques et politiques. P. Pic : *La Corporation dans l'Etat fasciste*, in *Revue Politique et Parlementaire* (février 1934).

l'efficacité est identique à celle des contrats collectifs. Ceci en droit, mais la réalité est autre. Les conditions de travail sont fixées par un règlement et, si elles ne le sont pas, c'est que les associations n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Maintenant, pour que les corporations puissent exercer la fonction qui leur a été attribuée par la loi, selon l'article 10, il est nécessaire qu'elle soit d'accord avec les représentants des patrons et des ouvriers. Mais si ceux-ci sont d'accord, il n'est nullement besoin des corporations, car les patrons et les ouvriers stipulent eux-mêmes les normes à suivre dans le contrat. En réalité donc, les corporations n'exercent jamais les fonctions qui leur ont été conférées par la loi.

b) *Fonctions consultatives.* — Les corporations sont appelées à donner leur avis sur toutes les questions qui intéressent la branche de l'activité économique pour laquelle elle a été constituée toutes les fois que les administrations publiques en demandent. Le problème est plus important lorsqu'on se pose la question si on doit continuer le système actuel, dans lequel l'initiative de provoquer l'exercice de cette fonction consultative et remise à l'administration, où il faudrait, dans certains cas, faire pour l'administration de ce privilège une obligation. La section de l'industrie (1) a proposé que la corporation soit l'organe de consultation et d'étude auquel l'Etat doit obligatoirement avoir recours. Ceci en droit, mais en fait ? Qu'on nous cite un

(1) P. ORANO, op. cit.

seul cas quand l'administration, qui ne soit pas le Ministère des Corporations, ait demandé l'avis de cet organe corporatif.

« Belle force, remarque M. Razza en commentant l'efficacité de la loi, et à qui, dans ce bas monde, a-t-il été interdit de demander ou de donner un conseil ? Et parce que je peux demander à un ami si mon chapeau lui plaît qu'il y ait besoin d'une loi ? Et si à mon ami ce chapeau ne convient pas, je continue cependant à le porter. » De même, continuait M. Razza, « avec les administrations qui se moquent des corporations, car l'avis de ces dernières ne les lie pas » (1).

Nous estimons que tout commentaire, après celui de M. Razza, serait superflu.

c) *Fonction de conciliation en matière de controverse de travail.* — L'article 17 de la loi du 3 avril 1926 dispose que tous les différends relatifs de la discipline des rapports collectifs de travail qui concernent, soit l'application des contrats collectifs, soit la demande de nouvelles conditions de travail, ressortent des Cours d'Appel remplissant les fonctions de Tribunal du Travail.

Une tentative de conciliation doit être faite, obligatoirement, par le Président de la Cour et l'article 17 de la même loi dit que l'action judiciaire n'est pas recevable s'il n'est pas prouvé que la Fédération, la Confédération ou bien l'organe central de liaison, aujourd'hui la corporation

(1) L. RAZZA : *La Corporazione* (Rome, 1933).

ait tenté d'arriver à la solution du différend, à l'amiable, et que la tentative n'ait pas réussi. En premier lieu, on remarque que l'article 17 répète en partie l'article 13 et, en second lieu, ce n'est pas une fonction qui soit attribuée uniquement à la corporation, car on s'aperçoit que, si un accord n'a pas pu avoir lieu, certaines autres personnes peuvent tenter de mettre les associations d'accord. Comme par exemple le ministre de l'Industrie (si l'association en fait partie), un sous-secrétaire de Ministère des Corporations ou de l'Industrie, un directeur général, etc...

Avec la nouvelle loi de 1934, ces fonctions seront attribuées seulement à la corporation, car on a remarqué que les controverses collectives diminuent de nombre et d'importance depuis que la corporation obtient une meilleure systématisation.

d) *Fonctions normatives en matière économique.* — Il n'y a pas longtemps, lorsqu'on parlait de la sociologie, on disait qu'elle a toutes les qualités pour être une science, mais elle a un seul défaut, elle n'existe pas.

Lorsqu'on regarde de près cet article 12 de la loi du 20 mars 1930, on se rend compte que cette fonction normative était accordée au Conseil National des Corporations et non aux Corporations, parce qu'on ne pouvait pas attribuer des fonctions à un organe qui n'existait pas et que, alors, on n'avait même pas l'intention de créer.

Pourtant, jusqu'au moment où il interviendra une modification de la loi, les corporations pouvaient seulement formuler des propositions de normes que le Conseil Natio-

nal pourra s'approprier en les transformant en normes ayant une efficacité beaucoup plus étendue. L'article 12 de la loi subordonnait l'exercice des fonctions normatives du Conseil dans le camp des rapports économiques à deux conditions : 1° qu'un tel exercice lui soit conféré par les associations intéressées concordemment ; 2° que le chef du gouvernement donne son consentement.

Beaucoup ont cherché à donner une explication au consentement des deux associations pour que l'article 12 fonctionne. Cette explication pourrait être acceptée le cas échéant, à condition qu'on trouve qu'une des deux associations ait demandé l'application de l'article. En réalité, on ne peut pas citer un seul exemple.

On a ainsi attribué au Conseil toute une multitude de rapports économiques, domaine vaste et indéterminé dans lequel d'autres organes peuvent disposer, agir ou manœuvrer. La récente loi de 1934 dans son article 8 déclare : « Outre l'exercice des attributions et des pouvoirs déjà établis par la loi de 1926 et par le décret du 1^{er} juillet de la même année, la corporation élabore les normes pour le règlement collectif des rapports économiques et pour la discipline unitaire de la production. La corporation exerce cette fonction à la suite d'une proposition des ministres compétents ou sur la requête d'une des associations affiliée, avec l'agrément du gouvernement. »

Il résulte que, du moment que les associations syndicales n'étaient pas d'accord et ne provoquaient pas ensemble la fonction normative du Conseil, aucune norme ne

pouvait être élaborée par le Conseil. Les normes du Conseil avaient, en d'autres mots, comme source la volonté consensuelle des associations.

Avec la nouvelle loi qui attribue à la corporation la faculté d'élaborer des normes pour la réglementation des rapports économiques sur la demande d'une seule association, on attribue à cette norme le caractère d'une loi. Mais cette autonomie dont on parle tant est contrecarrée par l'article 11 qui établit que les normes des corporations sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du Conseil, ce qui signifie que, sans cette approbation, elles ne sont pas existantes juridiquement. Il résulte donc de tout cela que la corporation aura une fonction prélegislative, une fonction de préparation de la loi et qui sera intégrée par le Conseil.

C'est encore le Conseil qui reste le maître. Ce Conseil dont M. Razza disait (1) que, chaque fois qu'il veut s'asseoir, marche sur les pieds, ou du Parlement ou des administrations publiques.

La loi prévoit que les corporations soient constituées de façon à correspondre aux diverses branches de la production nationale et remet au Ministère des Corporations le soin de déterminer la répartition, dans leur sein, des diverses activités productrices. L'action de chaque corporation est, par conséquent, limitée à la défense et à l'amélioration de la branche de la production, pour laquelle elle a

(1) L. RAZZA, *op. cit.*

été constituée. La corporation, tout en étant le sommet de l'ordre syndical, devient le nuclé de la nouvelle organisation économique. On pourrait concevoir la corporation verticale comme une colonne de corporation de catégorie (1).

Les fonctions des corporations expriment, de façon diverse, le contact avec la réalité et, tout à la fois, attribuent à l'organe corporatif le caractère et la nature d'une autodiscipline. L'unité de la production étant une idée fondamentale du corporativisme fasciste, proclamait, dans la première déclaration de la Charte, l'autodiscipline des industries prises en particulier laisserait intact le problème le plus important, qui est celui de la connexion entre toutes les phases du processus. Voilà pourquoi les corporations entendues comme organes d'autodiscipline économique ne peuvent pas être que verticales, et, comme il existe, de nos jours, une interdépendance très étroite dans l'activité économique, les différentes branches de la production d'un pays sont reliées entre elles par un intérêt commun.

La Charte déclare solennellement que l'ensemble de la production est unitaire au point de vue national. Pour que l'organisation corporative puisse atteindre ses buts et afin que l'Etat puisse surveiller le phénomène de la production nationale dans ses besoins et dans son unité, on a créé un organe corporatif supérieur auquel aboutissent et par le-

(1) *Le corporazioni et i sindacati nella concezione mussollinia dello Stato*, XXX. Commercio (janvier-février 1934).

quel sont utilisés tous les intérêts et toutes les compétences de chaque catégorie.

Cette coordination des corporations a été réalisée par la constitution du Ministère des Corporations et du Conseil National des Corporations.

CHAPITRE II

Le Ministère des Corporations

Le Ministère des Corporations a été défini par Mussolini, l'organe grâce auquel, au centre et loin du centre, s'établissent les équilibres nécessaires entre les intérêts et les forces du monde économique et social. Cette réalisation est possible sur le terrain de l'Etat, parce que l'Etat, seul, se place au-dessus des intérêts opposés des particuliers et des groupes pour les coordonner dans un but supérieur (1).

Le Ministère a été créé le 2 juillet 1926 avec le devoir d'exercer toutes les fonctions d'organisation, coordination et contrôle confiées au gouvernement par la loi de 1926 et le décret du 1^{er} juillet de la même année. Au commencement, il avait deux directives générales, une pour les corporations et l'autre pour les associations professionnelles. Il s'occupait, les premiers temps, principalement des questions juridiques issues de l'application des lois syndicales.

(1) *L'organisation syndicale et corporative italienne* (Rome, 1933).

Petit à petit, il s'engage dans la sphère économique et la constitution du Conseil lui a donné la dernière impulsion (1).

Les corporations et le Conseil, qui n'étaient pas encore constitués, devaient en faire partie. Le décret du chef du gouvernement déterminait ses fonctions : contrôler l'exercice des fonctions représentatives, réservées aux associations légalement reconnues ; coordonner l'activité des associations professionnelles ; contrôler leurs actions et celles des institutions complémentaires ; coordonner les dates inhérentes à la production et au travail, qui sont faites par les administrations de l'Etat comme l'Institut central de statistiques et les associations professionnelles ; veiller à la stipulation des contrats collectifs de travail et à leur publication ; diriger l'activité consultative, normative et réorganisative des corporations dans la matière de leur compétence, etc., etc...

Par la suite, le Ministère de l'Economie Nationale ayant été aboli, tous les services concernant la direction générale du commerce et de la politique économique de l'industrie et des mines, de la prévoyance et du crédit ont été conférés au Ministère des Corporations. On peut dire qu'à telle guise le Ministère des Corporations a su mettre en plein toutes les fonctions du gouvernement pour tout ce qui concerne la réglementation des activités et la discipline de la production et des échanges.

(1) G. BOTTAI : *Le Corporazioni* (Milan, 1933).

Le Ministère des Corporations forme l'appareil **moteur** du Conseil et, à travers la présidence du chef du gouvernement, il prend une position de centralisation dans l'administration générale de l'Etat.

L'économie nationale trouve son centre dans le Ministère et celui-ci l'imprègne d'un caractère politique. Le Ministère des Corporations, a dit M. Bottai, est un Ministère économique non dans le sens technique, mais politique de la parole. Il est le Ministère de la politique économique du régime (1).

Si l'économie se reflète dans tous les autres ministères, il n'est pas moins vrai qu'il faut faire, quant à la compétence économique, appel au Ministère des Corporations.

A la suite de l'activité développée par le Conseil, une nouvelle répartition des services du Ministère a eu lieu avec le décret du 9 janvier 1933. Le Ministère est donc constitué de la façon suivante : direction générale du secrétariat du Conseil National des Corporations, des affaires générales et du personnel ; direction générale des associations professionnelles ; direction générale du travail, de la prévoyance et de l'assistance ; direction générale de l'industrie, direction générale du commerce.

La tâche du Ministère est lourde, mais, à cette difficulté, il faut ajouter ce que M. Costamagna craignait depuis quelques années : « l'inflationnisme bureaucratique » (2).

On pourrait répéter pour les corporations ce que nous

(1) G. BOTTAI : *Discours au Sénat* (ibid).

(2) COSTAMAGNA, op. cit.

avons dit plus haut pour les syndicats de front aux confédérations. Il faudra à tout prix détacher le fonctionnement des corporations de l'emprise bureaucratique du Ministère et, si l'on veut que les corporations marchent, il faudra faciliter le libre exercice des fonctions des corporations que la loi de 1933 vient de leur attribuer. Les corporations doivent rester des organes de l'Etat et non du Ministère, car le rôle de celui-ci doit se limiter à un simple contrôle, à une tutelle de politique générale, sinon il risque, avec son poids bureaucratique, d'écraser les corporations encore chétives.

CHAPITRE III

Le Conseil national des corporations

A la différence de la Constitution allemande du 11 août 1919, qui crée un Conseil Economique de l'Empire, sans avoir donné des organes correspondants à la périphérie sur lesquels l'organe central eût pu exercer une fonction de contrôle, de coordination et de direction, la loi du 20 mars 1930 sur l'organisation du Conseil cherche à attribuer au dit Conseil les fonctions que le premier n'a point.

Le Conseil a été institué par le décret royal du 2 juillet 1926, contemporanément au Ministère des Corporations. Il s'agissait d'un organe administratif avec fonctions consultatives, formé selon les titres préexistants des conseils supérieurs consultatifs (1).

Dans sa première formation, le Conseil était un organe consultatif interne du Ministère des Corporations. Il était appelé à donner son avis sur toutes les questions qui inté-

(1) G. AMBROSINI : *Il Consiglio Nazionale delle Corporazioni* (Rome, 1930).

ressaient les corporations ou les diverses associations appartenant aux corporations qui lui eussent été soumises par le Ministère des Corporations.

Le Conseil avait un caractère bureaucratique semblable, dans son aspect général, au Conseil Supérieur des autres départements, dans lesquels les représentants des associations n'avaient nullement des fonctions permanentes et qui n'étaient pas choisies selon un critérium rigoureux d'égalité entre les patrons et les ouvriers. En effet, pour deux représentants de chacune des confédérations de l'industrie et de l'agriculture, on avait un seul représentant pour les autres confédérations légalement reconnues (1).

Considéré comme inadéquat au devoir complexe et délicat, créé par le nouvel ordre syndical et corporatif, le Conseil fut réformé par la loi du 20 mars 1930, qui est intitulée: « Loi pour la réforme du Conseil National des Corporations », et ceci parce qu'avant cette dernière loi, le Conseil ne fonctionnait pas. La loi de 1930 complète l'ordre existant et fait un pas en avant en étendant la sphère de l'action du Conseil du domaine de réglementation des contrats collectifs à celui plus vaste et plus complexe de la discipline et la coordination des divers facteurs de la production nationale. Il s'agit donc d'une réforme profonde parce que, outre les fonctions consultatives, la loi de 1930 vient d'attribuer au Conseil des fonctions normatives, de sorte qu'on pourrait affirmer qu'avec cette attribution intégrale, la loi ne

(1) G. BORTOLLOTO, *op. cit.*

réforme pas mais institue le Conseil National des Corporations. Le Conseil représentera l'organe de coordination intercorporatif et sa fonction principale aura pour objet les rapports entre les diverses catégories de la production et leur reflet sur le complexe unitaire national.

M. Bottai, dans une interview accordée au *Giornale d'Italia* (1), disait que la fonction consultative du Conseil sera établie dans un nouveau sens de collaboration directe entre les représentations professionnelles et l'Etat; elles seront des fonctions quasi-législatives dans le sens de préparer les lois et les règlements dans le domaine de la production et du travail, pour être soumis après à l'approbation des organes législatifs. En dernier lieu, continue l'auteur, il aura des fonctions normatives comme la coordination de l'activité assistentielle du syndicat et de l'activité normative des corporations.

La définition du Conseil a été donnée par Mussolini dans son discours tenu au Campidoglio, à l'occasion de l'installation du Conseil : « Le Conseil National des Corporations est, dans l'économie italienne, ce que l'état-major est dans l'armée, le cerveau pensant qui prépare et coordonne ».

Le Ministère des Corporations et le Conseil sont deux organes qui se complètent l'un à l'autre, car si le Ministère stimule et dirige l'activité des corporations particulières, le Conseil groupe les différentes corporations, c'est-à-dire

(1) Cité par G. BOTTAI, op. cit.

les représentants des différentes catégories et des différentes branches de la production et fournit au Ministère le point de vue de l'organisation centrale de toutes les branches de la production, pour qu'il puisse en tirer des directives en vue d'une synthèse supérieure et d'une action d'ensemble visant à stimuler les intérêts de la production.

Pour arriver au but qu'il se propose, le Conseil a besoin d'organes qui sont déterminés par l'article 2 de la loi du 20 septembre 1930.

On trouve :

- A) Les sections et les sous-sections ;
- B) Les commissions spéciales permanentes ;
- C) L'Assemblée générale ;
- D) Le Comité Corporatif Central.

La présidence du Conseil est attribuée par la loi au chef du gouvernement et, en cette qualité, le président a, en vertu de la loi du 20 mars 1930 et du décret du 12 mai 1930 des fonctions d'une importance capitale par le fait même que le Conseil ne peut pas exercer son activité normative si le chef du gouvernement ne donne pas son consentement cas par cas. Toutes ces attributions, qu'il serait fastidieux d'énumérer, doivent être exercées directement et exclusivement par lui-même, la loi ne permettant aucune substitution. Il est, en outre, accordé au chef du gouvernement des attributions en tant que Président du Conseil et, pour celles-ci, la loi permet, exceptionnellement, une substitution, grâce à une délégation qu'il confère au Ministère des Corporations.

A la lecture de ces articles, on s'aperçoit facilement du complexe d'attributions exercées par le chef du gouvernement en tant que chef et en tant que Président du Conseil. A lui seul sont confiées la direction et l'action suprême de **la vie économique nationale**.

Le Conseil National des Corporations, dit le professeur Micelli (1), a seulement une présidence et seulement un président (on s'en doutait). La délégation est une faculté réservée au président et la faculté de délégation ne peut pas donner lieu à une charge permanente. Ceci, du reste, continue l'auteur, rentre dans la figure constitutionnelle qui prend, dans notre droit public, l'institution de chef du gouvernement, premier ministre et secrétaire d'Etat ; le chef du gouvernement ne peut pas avoir des substituts et la loi, en effet, n'a pas prévu ni vice-premier ministre, ni vice-capo.

On serait tenté de croire que le Conseil étant la synthèse de toute l'organisation corporative, l'expression de toutes les catégories professionnelles soit susceptible de concilier les points de vue antagonistes. Hélas !... Le grand obstacle, dit justement M. Rosenstock (2), qui s'oppose au développement et à l'efficacité des conseils économiques anti-démocratiques, réside certainement dans l'absence d'un pouvoir central susceptible d'y concilier le point de vue

(1) G.-D. MICELLI : *Instituzioni di Diritto Corporativo* (Rome, 1934).

(2) ROSENSTOCK-FRANK : *L'Economie corporative fasciste en fait et en droit* (Paris, 1934).

antagoniste ou d'y sacrifier les intérêts particuliers à l'intérêt général, réel ou supposé. Cette difficulté devrait disparaître en dictature. L'avantage essentiel d'un régime fort, dès qu'il n'est plus le représentant exclusif d'une coterie ou d'une oligarchie, c'est du moins, on le répète sans cesse, de pouvoir rapidement imposer les solutions que l'intérêt général lui semble dicter.

Le Conseil étant appelé à donner son avis sur toutes les questions qui intéressent la production nationale, on affirme que rien, en matière économique et corporative, ne peut échapper à la compétence consultative du Conseil.

Les fonctions du Conseil sont :

La fonction consultative concerne la matière législative, c'est-à-dire la préparation des dispositions des lois, soit dans le sens formel, soit dans le sens naturel ; l'organisation syndicale, c'est-à-dire la reconnaissance, l'activité et l'administration des associations syndicales.

La formation corporative, les corporations sont constituées à la suite de l'avis donné par le Comité corporatif central.

Les fonctions directrices et coordinatrices sont très vastes, elles se manifestent sous la forme d'autorisations, de ratifications, d'approbations, etc...

La fonction normative du Conseil, en tant que régulateur suprême de la vie économique et productive de la nation, se développe à travers l'élaboration de trois catégories de normes :

Normes pour la coordination de l'activité assistancielle

exercée par les associations professionnelles, par les associations complémentaires ou par les institutions corporatives.

Normes pour la coordination des diverses disciplines de rapports de travail établies par les contrats collectifs.

Normes pour la réglementation des rapports économiques collectifs entre les catégories de la production, représentées par les associations syndicales.

Les sections qui composent le Conseil sont au nombre de sept, dont trois se subdivisent en deux sous-sections ; la section des professions libérales et des arts et divisée en deux sous-sections, une pour les professions libérales, l'autre pour les arts ; la section de l'industrie et de l'artisanat est divisée en deux sections, l'une pour l'industrie, l'autre pour l'artisanat ; section de l'agriculture, section du commerce, section des transports terrestres et de la navigation interne, section des transports maritimes et aériens, divisée en deux sections, l'une pour les transports maritimes et l'autre pour les transports aériens ; section du crédit et de l'assurance.

Ces divisions du Conseil en sous-sections sont justifiées par des raisons pratiques, car l'examen fait par le Conseil, composé de 130 membres, eût été contre tous principes de rapidité et de simplicité. Puis, étant donné le vaste domaine d'attribution consultatif et normatif accordé au Conseil, on a estimé qu'il était nécessaire, de temps en temps, d'assurer une certaine compétence spécialisée dans les questions pour lesquelles il est appelé à s'exprimer. Cette division se

rattache encore à la vieille forme du Conseil supérieur de l'Economie Nationale italienne, qui était divisé en quatre sections, avec un nombre total de soixante membres. Ces raisons peuvent être expliquées par le fait que le Conseil a été conçu comme le complexe des organes de liaison avec des fonctions distinctes.

En créant le tout sans former les parties (corporations), on a été obligé de diviser le Conseil en sections et sous-sections auxquelles venaient d'être accordé le contenu des corporations.

Voilà, en somme, la justification qu'on peut donner à la formation du Conseil national, réalisé par la loi de 1930, en l'absence des corporations et, avec l'institution de ces dernières, les sections et les sous-sections perdent leur raison d'être.

La division des Conseils en sections assure la spécialisation pour les secteurs syndicaux et économiques. Il existe cependant des problèmes d'ordre technique qui ne trouvent pas place dans aucun de ces secteurs, d'où la nécessité d'organes spéciaux qui s'appellent justement « commissions spéciales permanentes ». Ces commissions spéciales permanentes sont organes du Conseil, mais avec cette particularité : lorsque les autres organes sont constitués par la loi, la constitution des commissions spéciales est laissée à la faculté du gouvernement, lequel appréciera dans quel cas il serait utile et nécessaire de les constituer. Pour leur composition sont appelés des conseillers techniques ou des représentants des associations syndicales qui participent

aux discussions comme membres, mais qui n'ont pas le droit de voter.

Quant à leur nombre, il n'est pas établi et le principe de la parité ne rentre pas non plus. La matière pour laquelle elles sont appelées à se réunir doit se référer à un complexe de problèmes en étroite dépendance et ayant un caractère général. Une fois les membres désignés, le chef du gouvernement limite leur compétence. Le but pratique de ces réunions est de faciliter la tâche des fonctions de l'Assemblée générale.

Dans la séance du 13 novembre 1931, l'Assemblée générale du Conseil, en s'occupant du problème des échanges internationaux, exprima le désir qu'il fut constitué dans son sein, pour cette matière, une commission spéciale. Le chef du gouvernement, par son décret du 27 novembre 1931, sur la proposition du Ministère des Corporations, constitua la commission spéciale permanente consultative pour les échanges avec l'étranger, la politique douanière et les traités de commerce (1). Cette commission fut la première dans le genre et il lui incombait le devoir de donner l'avis, sur la requête du Ministère des Corporations, sur les directives générales ou sur les problèmes particuliers des échanges avec l'étranger ; il lui incombait, en outre, le devoir de donner l'avis, sur la requête du Ministère des Corporations, sur la politique douanière et sur la

(1) G. MICELLI, *op. cit.*

stipulation des traités de commerce et sur les accords économiques internationaux.

L'Assemblée générale du Conseil résulte de la réunion de ses sections 2 (article 5), la convocation des sections en Assemblée générale a lieu ordinairement lorsque l'objet des délibérations intéresse toute l'organisation syndicale et corporative de l'Etat.

La composition est disciplinée par l'article 5, mais il faut remarquer que la qualité des membres de droit a été indiquée par les décrets des 17 mars et 5 août 1931 et 1932. Nous n'allons pas, une fois de plus, établir quelles sont ces personnes, au nombre de 123, qui composent cette assemblée, mais, à la lecture de cette liste, on s'aperçoit que l'Assemblée ne résulte pas uniquement de la réunion pure et simple des sections, car on la prévu la représentation des associations et de celles qui présentent un caractère national. Il arrive donc que certains membres du Conseil participent aux réunions des sections mais n'ont pas accès à celles de l'Assemblée générale, comme il y a d'autres membres qui participent aussi bien aux unes qu'aux autres.

Les membres des commissions spéciales permanentes doivent être choisis parmi ceux qui participent aux deux réunions.

En général, on peut constater que dans l'Assemblée générale se trouvent des représentants de l'administration publique, une représentation de caractère politique et social, dont l'une représente les forces économiques et, en dernier lieu, dix personnes particulièrement compétentes en ma-

tière de droit, d'organisation syndicale et économique et qui s'appellent les experts.

On comptait, parmi ceux-ci, des personnalités de premier ordre comme les professeurs G. Arias et A. Lanzillo, MM. G. Del Vecchio, R. Bennini, G. Michelis, représentant de l'Italie aux conférences internationales du travail, le vieux syndicaliste A.-O. Olivetti, mort il y a deux ans, les anciens ministres de Stéfani et Rossoni.

Nous exposerons sommairement l'activité de l'Assemblée générale dans ces trois premières années.

La première réunion s'est tenue du 1^{er} au 3 octobre 1930. On y a traité les arguments suivants : révision de l'encadrement syndical, reconnaissance juridique de la confédération de la coopération et constitution de la corporation du spectacle, réforme de la législation du travail.

La deuxième eut lieu du 9 au 13 novembre 1931. On a traité sur l'accord économique et collectif pour la discipline de la vente du lait à Rome, accord économique collectif pour les agents d'assurance, contrats-types, problèmes de l'exportation.

La troisième eut lieu du 8 au 11 juin 1932. On a traité sur la réforme des lois sur la propriété industrielle, la réforme sur la législation pour les accidents de travail, sur le règlement interne du Conseil national des corporations, révision des lois sur le travail.

L'intérêt du Conseil national des corporations réside dans le Comité corporatif central. C'est, comme le remarque M. Rosenstock, une sorte de conseil de ministres élargi

par l'adjonction des présidents de toutes les fédérations (1).

Le Comité corporatif central est formé par 22 membres choisis dans le sein du Conseil (est-ce une simple coïncidence que le nombre des corporations soit identique à celui des membres dudit comité ?).

Font partie du Comité : le ministre des Corporations, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Agriculture et des Forêts, le secrétaire du Parti National Fasciste, les sous-secrétaires au Ministère des Corporations, les présidents des Confédérations patronales et ouvrières et de ceux qui exercent une libre profession, le président de l'Association nationale pour la coopération, le secrétaire général du Conseil National des Corporations.

La présidence de ce comité est attribuée au chef du gouvernement. Le rôle de ce Comité est de coordonner l'activité du Conseil afin qu'il empêche que l'activité d'un de ses organes soit différente de celle des autres.

Ce comité ne fait que substituer l'Assemblée générale pendant l'intervalle de ses réunions pour les délibérations d'urgence. Ceci n'est autre chose qu'un principe général de la vie associative qui crée des corps syntétiques agissant à la place de ceux qui sont plus complexes et dont ils font partie.

Dans la partie qui précède, nous avons essayé de donner un court aperçu sur les organes du Conseil et sur ses fonctions avant la loi du 5 février 1934, car, à la suite de cette

(1) L. ROSENSTOCK-FRANCK, *op. cit.*

dernière qui institue les corporations, les fonctions seront sans doute modifiées.

En effet, l'article 14 de la récente loi déclare que seront abrogées toutes les dispositions contraires et incompatibles avec la loi et donne au gouvernement du Roi la faculté d'élaborer des normes afin de coordiner la loi avec celles du 3 avril 1926, du 20 mars 1930, du 16 juin 1932, sur la constitution des consortiums obligatoires, et avec celle du 12 janvier 1933, sur l'autorisation des nouvelles entreprises industrielles et pour examiner si dans le mécanisme de chacune d'elle pourrait être utilement insérée la corporation.

Plus important, à mon avis, est l'article 15 de la loi de 1934, qui prévoit la modification des organes du Conseil national. Le chef du gouvernement déclarait au Sénat que ces organes, « après l'institution des corporations, ne peuvent rester tels qu'ils sont. Le lien entre le Conseil et les corporations doit être serré et intime, parce que l'idée, dont ils tirent leurs origines, est unique, et unique est le but pour lequel ils ont été constitués » (1).

Le chef du gouvernement marquait trois étapes dans cette réforme révolutionnaire : la première concerne l'examen, la discussion et l'approbation de la loi ; la seconde concerne la constitution des corporations et la troisième la réforme constitutionnelle.

Le Conseil, dans son ordre du jour sur la constitution

(1) Discours de Mussolini au Sénat, cité par BORTOLLOTTI, *op. cit.*

des corporations, a fixé les devoirs spécifiques de la corporation, et, à travers le Conseil, l'émanation des lois régulatrices de l'activité économique de la nation (1). Il démontre clairement ce que sera, dans le domaine législatif, la fonction combinée des corporations et du Conseil. Mussolini exposa quelles seront les réformes ultérieures qui donneront au Conseil des pouvoirs législatifs dans le sens précis de la parole, et au moment où le Conseil deviendra un organe constitutionnel, il devra être reconstitué dans toutes ses parties. Dans son fameux discours du 14 novembre 1933 devant le Conseil, le chef du gouvernement déclarait en substance : « Il est parfaitement concevable qu'un Conseil national substitue « en tout » l'actuelle Chambre des Députés. La Chambre ne m'a jamais plu. Au fond, cette Chambre est désormais anachronistique, même dans son titre : c'est une institution que nous avons trouvée et qui est étrangère à notre mentalité et à notre passion de fascistes. La Chambre présuppose un monde que nous avons démolé ; elle présuppose la pluralité des partis. Du jour où nous avons annulé cette pluralité, la Chambre a perdu le motif essentiel pour lequel elle naquit. »

Mussolini, dans son discours, affirmait que le Conseil se substituera « en tout » à la Chambre, mais il oublie de dire qu'il n'aura pas les mêmes fonctions. En effet, de macrocosme politique (2) qu'il était, le Conseil ne s'occu-

(1) Cité par BORTOLLOTTI, op. cit.

(2) L'expression est de M. Pannunzio, dans « Problemi numero tre », in *Critica Fascista* (15 mai 1934).

pera que de l'élaboration des lois économiques, et au Sénat, que M. Pannunzio propose de devenir corporatif aussi, on réservera les lois de caractère politique et social. Existe-t-il une ligne de démarcation parfaite entre ces deux sortes de lois? Où finit l'une et où commence l'autre? Qui fera la répartition des lois? On ne dit rien là-dessus. Dans le sein de ce Conseil, les intérêts étant inégaux et le nombre de leurs représentants arbitraires, on votera par « corps » ou par intérêt. Les votes ne pouvant pas être additionnés, ils deviendront de simples vœux que le Conseil se limitera simplement à ratifier.

CHAPITRE IV

La politique corporative

La politique des ententes industrielles, qui n'avait jamais assumé dans le passé une importance de premier ordre, s'est affirmée ces derniers temps, surtout à cause de la dépression économique générale, comme un des moyens d'action de résistance aux difficultés du moment.

L'industrie italienne, en grande partie de formation récente, est constituée par des entreprises de petite et moyenne étendue. Une classe de producteurs, de formation récente, dominatrice directe et indépendante de leurs entreprises, et donc fermement attachée à la propre individualité économique, financière et commerciale, ne pouvait pas offrir un camp d'action propice à une politique d'entente industrielle. Mais la baisse des prix, la contraction de la consommation, les possibilités diminuées d'exporter, la restriction du crédit, suites inévitables de la crise mondiale, ont conduit la classe dirigeante du fascisme à imposer aux industriels une nouvelle politique économique, à tra-

vers laquelle les difficultés du moment seront plus aisément surmontées.

S'il est vrai qu'une des raisons essentielles du malaise économique du monde est due aux excès inconsidérés du système protectionniste qui entrave la meilleure et la plus rapide circulation des marchandises sur les divers marchés; s'il est vrai que toute l'économie traditionnaliste se débat dans la paradoxale antithèse de la surproduction et de la destruction des marchandises produites, si, en substance, il advient que la liberté pervertie est de nature à démontrer, en économie comme en politique, que les moyens qu'elle-même s'impose se dressent contre l'immense intérêt de la collectivité, c'est parce qu'il manque un minimum d'entente et de coordination des économies particulières et, au lieu d'éliminer les causes profondes de la crise, nous lui apportons des obstacles plus grands et des malentendus plus forts que tout ce qui a été vu jusqu'à aujourd'hui.

Les tendances de coalition du capital moderne révèlent le procès même du capital et l'aspect fondamental du libéralisme économique. Cette affirmation peut apparaître, à première vue, contradictoire, lorsqu'on pense au rapport de causalité entre les restrictions de la politique douanière et la production monopolistique; mais, justement, c'est du « laissez faire, laissez passer », c'est-à-dire du libéralisme absolu, que, historiquement, sont sorties les puissantes influences limitatrices de la concurrence. « La concurrence tue la concurrence », de Proudhon, est vrai.

On dit partout qu'il est nécessaire d'augmenter l'expor-

tation, qu'il faut conquérir les marchés, qu'il faut, en somme, établir une suprématie dans le domaine, soit agricole, soit industriel.

Après la guerre, on le connaît d'après les discours, livres ou autres publications, on parle du problème des échanges pour terminer, dans les bras de l'Etat, entre la tutelle, prime à la production ou à l'exportation, et les subventions spéciales. La tendance actuelle dans la vie économique, comme dans d'autres domaines, est dirigée vers un maximum de sécurité qui ne peut pas être atteint sans une intervention, si petite soit-elle, de l'Etat. C'est ainsi que, comme l'a dit justement M. J. Caillaux, tous les intéressés : producteurs, ouvriers, fonctionnaires, pensionnaires, se tournent vers l'Etat pour lui demander de leur garantir leur niveau de vie actuel, le taux de leurs bénéfices, de leurs émoluments, salaires et retraites, en l'obligeant ainsi à leur accorder, à jet continu, des majorations de droits de douane, des augmentations de traitement, des nouvelles retraites d'assurance, etc. (1).

L'intervention de l'Etat, en Italie, s'est manifestée sous une forme presque inconnue jusqu'à l'heure actuelle.

(1) Cité par G. PIROU dans *La Crise du capitalisme* (Paris, 1934).

SECTION I

Les consortiums industriels obligatoires (1)

L'association des entreprises, peut-on dire, n'est pas un phénomène nouveau.

Le problème n'apparaît pas aujourd'hui pour la première fois, sur les pages de l'histoire économique; et si, en Italie, son rythme de formation nous apparaît plus lent, dans les sociétés plutocratiques américaines et allemandes on possède déjà une histoire et une tradition qui se développeront à travers des espoirs passionnés.

Le motif principal qui explique cette lente formation en Italie trouve sa raison dans le fait que les associations industrielles présupposent une structure industrielle avancée. De nos jours, encore, le nombre des petites et

(1) Bibliographie : *I consorzi in Italia*, G.-B. MANTELLI e E. ROGGERO (Milan, 1933); *Consorzi obbligatori*, A. NAVARRA (Naples, 1932); *I Sindacati industriali*, FR. VITTO (Milan, 1932); *Le nouveau régime corporatif italien*, J. LESCURE (Paris, 1934); *I consorzi obbligatori* (*Giornale degli economisti*), BASSANI (oct. 1932); *I consorzi industriali* (*Giornale degli economisti*), G. PEJA (juin 1932); *I consorzi obbligatori* (*Regime Fascista*), G. BASSANI (4 février 1932); *I consorzi obl. nel regime fascista*, DOMENICO SIMONCELLI in *Rivista italiana di statistica economia e finanzia* (mars 1933); *Le coalizioni economiche e la legge sui consorzi* (*Economia it.*, juillet 1933); *Consorzi e corporazioni* (*Politica sociale*), G. BOTTAI (mai-juillet 1932); *Sulla natura giuridica dei consorzi* (*Echi e Commenti*, 5 mars 1932); *Considerazioni sui nuovi consorzi obl.* (*Rivista delle comunicazioni*, avril 1932); *Consorzi obbligatori* (*Rivista Bancaria*, mai 1932); *Consorzi obbligatori* (*Informazioni corporative*, avril-mai 1932); *Verso nuovi orientamenti produttivi a traverso i consorzi obbligatori*, in *Critica Fascista*, G. BOTTAI (avril 1932); *I consorzi obbligatori* (*Giornale d'Italia*, 17 janvier 1932).

moyennes entreprises, en comparaison aux grandes, est sensiblement différent de celles d'autres pays. Il a été relevé que, parmi les motifs, c'est le caractère individualiste de la population qui empêcha un plus ample développement des entreprises en Italie (1). Dans d'autres cas, c'est, ou le désir de conserver sa propre indépendance, ou de perpétuer une tradition de famille, qui ont tenu les individus loin des grandes entreprises.

La dure réalité des marchés et la chimère du coût de production empêchent à toute forme de production de s'isoler et exige, avant tout, pour poursuivre des buts d'intérêts communs, l'entente. La crise actuelle a accéléré, par surcroît, ce processus. Les Etats, surpris par les événements, intervinrent dans tous les pays, soit libéraux, soit dictatoriaux, et la doctrine, qui vit dans l'intervention de l'Etat un facteur négatif pour l'évolution économique, si elle n'est pas complètement abolie, a sensiblement renoncé à un absolutisme qui s'avérait désastreux pour l'économie nationale.

Il est bien connu que, dans la seconde moitié du dernier siècle, en Amérique, et plus tard en Allemagne, la constitution des entreprises industrielles commence à s'insérer avec un caractère de stabilité dans l'organisation industrielle, quoiqu'elle n'ait pas rencontré les faveurs de la législation. Le phénomène des consortiums en général, entre entreprises ou associations qui exercent la même

(1) Fr. VITO : *I sindacati industriali* (Milan, 1932).

branche ou des branches connexes d'activité économique, est désormais connu de la pratique et de la doctrine dans ses divers développements. Comme système d'une moderne contexture économique, ils sont déjà connus bien avant la guerre, surtout dans les pays à forte progression industrielle.

Ces méthodes principales de défense dans la dépression mondiale actuelle, on les trouve, en Italie, sous la forme de consortiums obligatoires.

Dans la plupart des pays, l'Etat a dû intervenir à cause de la prépondérance nocive qu'exerçaient ces associations dans le domaine économique.

En Italie, à la fin du dernier siècle, les coalitions apparaissent exceptionnellement. Successivement, le mouvement progresse, mais avec un rythme plus lent qu'ailleurs. C'est seulement dans les dernières années que les coalitions ont pris une allure plus accélérée. Cependant, l'Italie n'est pas l'unique pays qui connaisse la forme des coalitions industrielles imposées par l'Etat. Parmi les autres Etats, on peut citer l'Allemagne, qui compte une série beaucoup plus nombreuse, en commençant par le cartel de la potasse.

Il est bien connu qu'avant la grande guerre ce pays avait le monopole de l'industrie de la potasse en Alsace. Cette condition privilégiée ne tarda pas à stimuler la production et à la porter à un niveau considérable de beaucoup plus supérieur à la possibilité d'écoulement. Les nouvelles entreprises qui furent constituées après y adhé-

rèrent. A la suite de la hausse des prix, des nouvelles entreprises ont été créées et leur entrée dans le cartel a imposé de nouvelles restrictions aux anciens membres. De cette façon, les entreprises les plus étendues se trouvèrent dans des conditions de plus en plus désastreuses.

Un groupe s'étant soustrait courageusement, et vendant à moitié prix, la concurrence arriva à son comble. La loi du 25 mai 1910 y trouve sa raison d'être.

En Russie, depuis 1895, l'industrie sucrière a été contrainte de former un cartel obligatoire. En Roumanie, avant la guerre, l'industrie du pétrole. Pendant la guerre, on trouve la même situation parmi les pays belligérants, pour éliminer toute concurrence et toute dépense d'énergie.

La tendance des petites économies privées à augmenter leurs productions, en ne tenant pas compte de la possibilité d'absorption d'un côté, et poussées à introduire des systèmes de plus en plus avancés de la technique productive, laquelle a pour effet une progressive diminution des coûts, de l'autre, pousse les entreprises à une plus âpre concurrence. Tous les peuples, exaspérés par l'impossibilité de placer à l'extérieur les excédents de leur habituelle et naturelle production, par l'effet des barrières douanières, contingentements, limitations du commerce des devises, tendent à produire dans leurs pays tout ce qu'ils ont besoin, donnant ainsi lieu à des situations qui, à côté du phénomène de la surproduction, qu'il est difficile — sinon impossible — à freiner, aggravent dangereusement l'état, déjà pas très heureux, des choses.

L'Etat fasciste a cherché à réagir vigoureusement contre les effets néfastes de la crise, en mettant précieusement, sur sa méthode, l'étiquette corporative. Nous disons tout de suite que sa façon d'agir ne diffère nullement de celles d'autres pays et, pour ce qui lui est propre, elle a échoué.

Décret-loi du 16 juin 1932

Ce décret-loi contient les dispositions concernant la constitution et le fonctionnement des consortiums entre industriels exploitant une même branche de l'activité économique. C'est le régime des consortiums industriels obligatoires.

Pour un régime qui se flatte d'originalité, il faut mentionner que la susdite méthode existait bien avant le régime fasciste. Nous voulons parler d'abord des consortiums obligatoires du soufre sicilien. Mais personne n'eût pu penser que la propre loi qui discipline la constitution des consortiums obligatoires servirait à la dissolution, quelques semaines après l'apparition de la loi, du plus vieux consortium créé en Italie.

Depuis trente ans existait un consortium obligatoire entre les producteurs du soufre de Sicile, constitué comme noyau de défense de l'industrie sicilienne contre la concurrence américaine (1).

(1) Voir, à ce propos, une admirable étude de M. Domenico SIMONCELLI, dans la *Rivista Italiana di Statistica, Economia e Finanza* (Mars, Juin, Septembre 1933).

Le consortium donna des résultats utiles. Mais, quelques années après, il avait perdu sa position quasi-monopolistique dans la production italienne du soufre. En effet, une industrie continentale du soufre, profitant de la relative tranquillité du marché, assurée par des accords entre le consortium sicilien et l'industrie italienne, réussit à se développer à un tel point qu'il comptait pour un tiers dans la production nationale. On a cherché à résoudre ce dualisme entre les groupes continentaux et le consortium sicilien, mais les longues tentatives n'ont pas eu une issue favorable. Lorsque l'assemblée et les organes directifs du consortium du soufre sicilien posèrent l'alternative ou d'un consortium général de l'industrie italienne, ou d'une dissolution, la Confédération générale fasciste de l'industrie italienne opta pour le deuxième cas, dans la conviction qu'un consortium obligatoire totalitaire n'eût pu porter, dans les conditions actuelles du marché, à une amélioration de la situation (1). Par conséquent, le gouvernement italien, en tenant compte de ces raisons et de la volonté manifestée par les catégories intéressées, déclara dissout le consortium du soufre sicilien à partir du 31 juillet 1932.

Quelle figure prennent aujourd'hui les consortiums obligatoires, dans l'ordre corporatif? « Il faut voir ici, dit M. Bottai, le principe fondamental de la doctrine fasciste pour laquelle la production, comme toute autre activité, revêt des caractères de fonction nationale et trouve

(1) *Relazione sull'attività degli uffici economici*. Confederazione Generale Fascista degli Industria Italiana (novembre 1932).

dans l'Etat un contrôle, un guide. L'unique solution à la situation douloureuse de l'industrie est celle donnée par les consortiums devenus obligatoires. Ils fournissent le contingentement de la production et la défense du prix de vente (1). »

Nous affirmions plus haut que la politique des consortiums obligatoires est suivie aussi dans d'autres pays, sous une autre forme que celle proposée par l'Italie, et si la forme diffère, le but reste le même et l'on peut dire que la méthode fasciste n'a pas mieux réussi que celle d'autres pays. Le but de ces consortiums est de transformer certains intérêts partiels et volontaires en intérêts généraux et obligatoires, pour ceux qui appartiennent à la même branche de production, sous le contrôle constant de l'Etat. On voit, d'après cela, que la doctrine corporative est à la recherche continuelle de l'optimum collectif.

Les tendances monopolistiques de certaines industries coalisées sous le régime libéral étaient contrecarrées par des éléments qui manquent complètement sous le régime corporatif. Nous savons que les cartels et les trusts exerçaient un monopole de fait; en échange du monopole artificiel créé, la loi du 16 juillet 1932 porte en elle tous les défauts des monopoles de fait sans avoir les freins naturels que les premiers possèdent dans la concurrence. Le texte de la loi est parfois assez vague et nous pensons qu'il a été probablement conçu à dessein.

(1) G. BOTTAI : *Critica Fascista* (15 avril 1932).

En premier lieu, la constitution des consortiums obligatoires, entre industriels exploitant une même branche de l'activité économique, est faite dans le but de régler la production et la concurrence. La constitution d'un consortium obligatoire peut être décidée, déclare l'article 2, quand elle est demandée par un nombre d'intéressés représentant 70 % du chiffre global des entreprises et les 70 % de la production moyenne effective des trois dernières années; ou bien, si ce chiffre n'est pas fourni, la production d'entreprise représentant les 90 % de la production. Pour la constitution des consortiums entre agriculteurs, il suffit que la demande soit présentée par un nombre de producteurs qui représentent les 70 % de la production.

A première vue, on serait tenté de croire que les principes d'autodiscipline, d'autodétermination, sont tels que la loi les prévoit. Erreur. Au ministère des Corporations, nous avons demandé à quelques fonctionnaires : « Si les 70 % exigés par la loi ne sont pas remplis, que faites-vous de l'optimum collectif ? » La réponse fut la suivante : « Nous rassemblons ici les industriels, et si le pourcentage n'est pas celui demandé par la loi, on leur force la main. » Nous voilà bien loin de l'affirmation faite par M. Bottai dans son discours sur les consortiums obligatoires tenu à la Chambre (1). « Le consortium sidérurgique, déclarait M. Bottai, nous offre l'exemple du con-

(1) *Informazioni Corporative* (Avril, Mai 1932).

sortium obligatoire; mais, pour entrer dans le vif, je vous dis que si l'on considère le mouvement réel des adhésions spontanées, peut-être est plus volontaire le consortium sidérurgique que le consortium de la jute qui est éminemment volontaire. »

De même, nous avons demandé l'avis d'une personne des plus compétentes en la matière, sur l'attitude des industriels à l'égard de la loi. Elle nous a répondu : « Nous (la confindustria) sommes formellement contre ce décret. »

Le président de la confédération des industriels alla beaucoup plus loin et déclara : « Nous nous sommes toujours déclarés adversaires de toutes formes de consortium obligatoire, car la confiance et la collaboration, éléments fondamentaux du succès de ces entreprises, ne s'imposent pas. Un décret peut trancher une fois pour toutes tel problème juridique embrouillé, mais ne peut pas conduire vers une industrie malade des énergies jeunes et des capitaux nouveaux. Une expérience récente et malheureuse, tentée dans une industrie traditionnelle, a confirmé, une fois de plus, notre manière de voir (1). »

Notre ferme conviction a toujours été que les accords sont vitaux, seulement lorsqu'ils naissent d'un besoin profond senti par la masse des intéressés. Pour ceci, nous avons toujours été contre la politique des accords obligatoires (2).

Ce décret-loi, quant à nous, ne fait que maintenir dans

(1) Fr. VITO, op. cit.

(2) *Relazione sull' attività degli uffici economici* (Novembre 1932).

une situation indéterminée des affaires complètement malades. Entre M. Bottai et M. Asquini, le premier ancien sous-secrétaire d'Etat au ministère des Corporations et le second relateur de la loi, c'est ce dernier qui a vu juste.

Il est vrai, affirme M. Bottai, que le consortium obligatoire est destiné très probablement à rester une exception. M. Bottai voyait, dans cette loi, une loi typiquement corporative. En échange, M. Asquini a mieux saisi la question et il s'est rendu compte que l'industrie doit rester libre, l'initiative privée doit être un fait et non une vaine parole.

Lorsque les consortiums volontaires trouvent, dans leur nature même, la réaction de l'ambiance dans laquelle ils opèrent les correctives de leurs actions et la justification de leur raison d'être, la constitution des consortiums obligatoires pourrait présenter le danger de cristalliser des situations déterminées, de maintenir en vie des affaires intimement malades ou qui, produisant à un coût excessif, empêcheraient, de la sorte, la sélection naturelle des meilleures. Atténuant des impulsions aux perfectionnements nécessaires de la technique de la production, du commerce, rappelant à une vie fictive des affaires déjà mortes ou destinées à disparaître, la loi crée aussi des situations privilégiées qui pourraient être funestes à travers une fallacieuse et dommageable politique de hauts prix dans la serre chaude de la politique douanière (1).

(1) *Informazioni corporative* (avril, mai 1932).

M. Asquini se dresse vigoureusement contre l'orientation de l'économie, vers un système général de consortiums obligatoires. Beaucoup de coryphées et pas mal de « scamicciati » virent, dans cette loi, une loi conforme au principe de l'ordre corporatif.

Pour nous, cette loi est contre l'esprit de la Charte qui, dans sa déclaration 7, affirme que l'initiative privée est l'instrument le plus efficace et le plus utile dans l'intérêt de la nation, dans le sens que celui qui a le bénéfice de l'initiative et de la propriété doit en supporter les risques.

M. G. Arias, dans *Le Popolo d'Italia*, nous dit : « Avec les dispositions sur les consortiums obligatoires, l'idée de l'initiative privée dans sa signification corporative est reconnue et appliquée. La volonté du groupe est décisive pour la constitution du consortium. Il n'est plus reconnu aux particuliers le droit de s'opposer à la catégorie, si l'intérêt de celle-ci réalise l'intérêt national. Au-dessus de l'intérêt du particulier, l'intérêt de la catégorie, et, au-dessus de la catégorie, l'intérêt national (1). »

M. Bottai, à son tour, observe que l'organisation corporative, mue par le principe de la collaboration, n'est pas une manifestation d'intérêts unilatéraux, mais réalise la discipline des producteurs dans l'orbite des intérêts collectifs. En d'autres termes, les possibles mérites du consortium (économie dans le coût de production, meilleure stabilité des prix) sont réalisables corporativement, sans

(1) G. ARIAS : I. Consorzi Corporativi, in *Popolo d'Italia* (23 fév. 1932).

qu'on courre l'aléa de supporter les périls qui découlent du monopole, c'est-à-dire l'exploitation des consommateurs et des ouvriers, la suffocation des entreprises et de l'initiative.

Ce que nous pensons de l'initiative privée dans la doctrine corporative, nous l'avons dit plus haut. Nous le répétons, elle est inexistante.

Quant à M. Bottai, lorsqu'il parle du mérite de cette loi, de l'avantage que pourrait en tirer le consommateur, qu'on nous permette de citer un seul exemple, parmi tant d'autres, sur la façon dont le consommateur est exploité : le quintal de sucre coûte, à Milan, franco wagon, 207, 217, 222, 227 liras, selon la qualité. Comment s'explique-t-on que le consommateur paye 6 liras 40 le kilo ? En ouvrant le *Corriere della Sera*, on trouvera que la S. A. Ligura Lombarda a payé 44 liras de dividende pour 100 liras de capital, et ceci, assurément, dans l'intérêt du consommateur (1) ?

Une poignée de personnes qui exercent un monopole cherchent à exploiter, que cela soit sous un régime corporatif ou sous un régime libéral. Au moins, sous ce dernier régime, la coalition industrielle craint la concurrence, tandis que, sous le premier, le monopole devenant légal, on le favorise et la concurrence n'existe pas.

Au décret du 14 juin 1932 devait suivre un règlement qui n'a pas encore vu le jour, et le seul consortium obli-

(1) *Contraddizioni zuccheriere*, in *Lavoro fascista* (26 mai 1934).

gatoire date d'avant le décret-loi. En août 1929, a été constitué le consortium de l'acier effilé comme organisation unitaire de vente de ses produits sur le marché national.

Les pourparlers conduits par la Confédération Générale de l'Industrie fasciste de l'industrie italienne, avec l'appui du Gouvernement, ont assuré aux consortiums l'adhésion de la plupart des entreprises, sans cependant avoir la totalité. A côté de ces pourparlers, on pensait à la formation d'un consortium parallèle et associé au premier entre les fabricants d'autres produits sidérurgiques, et particulièrement entre les fabricants des dérivés de la vergela. Un complexe de difficultés qui seraient trop longues à exposer empêcha, malgré tous les efforts accomplis, de réaliser ces objectifs. Ces deux circonstances, l'existence de certaines entreprises en dehors du consortium, et l'absence d'une discipline dans l'industrie des dérivés de la vergela ont déterminé, à la suite de la crise économique générale, une situation particulièrement délicate qui ne pouvait plus se maintenir. La durée du consortium d'avril 1929 vint à échoir à la fin de l'année 1931. Des pourparlers eurent lieu et une formule de transaction, qui tenait largement compte des intérêts en jeu, recueillit l'adhésion de toutes les entreprises, à l'exception d'une infirme minorité de 2 %.

L'accord pour les dérivés de la vergela était conclu. Mais dans une telle situation, le Gouvernement prit la décision de rendre obligatoire, à partir de décembre 1932 et janvier 1933, un consortium entre les fabricants de l'acier effilé et un autre entre les fabricants des dérivés.

La durée des consortiums sidérurgiques obligatoires pourvus par les décrets constitutifs était assez brève, et précisément pour le premier, du 1^{er} janvier au 30 juin 1931, et pour le second, du 1^{er} janvier au 30 septembre 1933. Les résultats ont été plus ou moins appréciables, mais, arrivés à l'échéance, la majeure partie des industriels intéressés ont manifesté pour le maintien du régime, mais on n'arrivait plus à s'entendre sur la durée des consortiums, sur la distribution de quote-part de travail et sur les conditions à imposer aux nouvelles entreprises qui apparaîtront après la promulgation du décret. Le gouvernement national prorogea les décrets constitutifs jusqu'au 20 février 1933.

Tous les autres consortiums ont été constitués sous la forme volontaire, comme celui du verre, du chanvre, des matières colorantes, du riz et des boutons, pour ne citer que les plus importants.

Par l'initiative et sous le contrôle du ministère des Corporations, en collaboration avec la Confédération générale fasciste de l'Industrie et de l'Association fasciste de l'Industrie métallurgique, ont été perfectionnés les accords pour la continuation, sous forme volontaire, avec effet à partir du 1^{er} mars 1933, des consortiums sidérurgiques obligatoires dont nous parlions **plus haut (1)**.

« Considérés en eux-mêmes, disait M. Vitto, les cartels obligatoires ont les mêmes désavantages que les cartels

(1) *Sindacato e Corporazione* (septembre 1933).

non obligatoires. » Pour nous, leur courte durée, sur le firmament corporatif, apporte le plus formel démenti. Et M. Asquini, l'actuel sous-secrétaire d'Etat, n'a rien exagéré en déclarant, à la séance du Sénat du 1^{er} avril 1933, que les consortiums obligatoires n'existent plus aujourd'hui en Italie, car le seul qui subsiste, celui de la sidérurgie, végète plus qu'il ne vit (1).

Un dernier problème se pose : L'article 9 du décret-loi du 16 juin 1932 déclare : « Par décret royal, sur la proposition du ministre compétent, après avoir pris l'avis des corporations intéressées, les règlements législatifs qui régissent les consortiums obligatoires existants de toute espèce pourront être révisés, dans le but de les mettre en harmonie et de les coordonner avec les dispositions de la présente loi. »

La loi du 16 juin 1932 concerne la constitution des consortiums obligatoires. Le but de ces associations est celui de discipliner la production quant à ceux qui exercent la même branche de l'activité économique. Mais discipliner la production est le devoir spécifique des corporations. L'article 8 de la loi du 5 février 1934 déclare : « La corporation élabore les normes pour le règlement collectif des rapports économiques et pour la discipline unitaire de la production. » Et il serait incompatible, croyons-nous, avec le système corporatif même, d'accorder à une autre entité qui ne fut pas la corporation les attri-

(1) Atti Parlamentari Camera dei Deputati, sessione 1929-32.

buts, de dicter des normes pour la discipline de la production.

Dans sa relation, M. Asquini résumait les buts et les avantages des coalitions industrielles : économie dans le coût de production, adaptation de la production à la capacité de consommation du marché, meilleure stabilité des prix. Les avantages se montraient capables de surmonter les inconvénients et, à ce propos, M. Arias a affirmé : « En substance, la politique corporative (?) des consortiums assurera à l'économie de la nation les bénéfices issus de l'union des entreprises; empêchera les coalitions à tendance monopolistiques, qui tournent au désavantage des consommateurs, garantira l'organisation productrice moins coûteuse, contribuant, en définitive, à une plus rapide et plus effective adaptation des coûts aux prix. C'est celui-ci, l'équilibre corporatif (?) concret et non hypothétique, répondant à l'intérêt national et non à celui des groupes plus forts et plus aguerris. »

La « corporativité » de la disposition législative apparaît à M. Arias, du fait que les corporations sont très souvent rappelées dans la loi, et précisément à l'article 2 où est requis l'avis de la corporation pour la constitution de consortiums, ou à l'article 6 où il est reconnu à la corporation le pouvoir de demander l'intervention d'un fonctionnaire ministériel aux réunions des organes directifs du consortium, etc. Ce qui était peut-être corporatif en 1932 ne l'est plus aujourd'hui.

La corporation apparaît comme l'instrument qui, sous

l'égide de l'Etat, réalise la discipline intégrale organique et unitaire des forces productives, en vue du développement de la richesse, de la politique et du bien-être du peuple italien. C'est dans l'article 8 de la loi du 5 février 1934 que nous trouvons la justification juridique de l'absorption des consortiums par les corporations, activité qui rentre désormais dans le cadre de la nouvelle institution.

Et, pour finir, il nous paraît que, quant à la faculté autonormative dans le domaine technique et économique reconnue à la direction du consortium par les adhérents, elle passe automatiquement à la corporation.

Par les résultats du Consortium obligatoire, espérons qu'ils n'ont été qu'un schéma d'approximation corporative, une étape, comme le dit M. Lescure, qui conduit au nouveau régime (1).

Nous assistons aujourd'hui à un travail fait par les gouvernements, par les conventions internationales, pour établir si le mécanisme des coalitions économiques est ou non dommageable à l'économie des nations, aux intérêts des ouvriers et des consommateurs. A raison de sa formidable évolution économique, faudra-t-il les combattre ou les utiliser comme facteurs puissants, soit de l'économie nationale ou internationale? L'opinion commune est qu'il serait très grave de les attaquer à outrance, car elles répondent à un besoin plus impérieux et plus croissant de l'économie moderne.

(1) J. LESCURE : Le nouveau régime corporatif en Italie (Paris 1934).

Toutes ces formes de regroupements doivent être considérées comme un des caractères les plus remarquables de l'économie moderne.

La phase de la consommation ne suit pas le même rythme que celle de la production. Elle est, avant tout, lente, et dès lors se déterminent des situations de déséquilibre, quelquefois prolongées, dans lesquelles le marché de consommation résiste à l'absorption ou par saturation, ou par l'effet du jeu de la libre concurrence. Pour combattre un tel déséquilibre, les forces isolées seraient incapables de vaincre, et la nécessité de s'unir librement s'impose (1).

SECTION II

La loi du 12 janvier 1933 sur l'autorisation préalable des industries nouvelles (2)

Avec la loi sur les consortiums obligatoires et celle sur l'autorisation préalable des industries nouvelles, le Gouvernement fasciste s'est dirigé, décidément, sur la voie de l'économie programmatique.

(1) On vient de constituer récemment sous la forme volontaire des consortiums à Livourne, Florence, in, *Sindacato e Corporazione* (février 1934).

(2) Bibliographie : *La legge sui nuovi impianti industriali*, in *La Stirpe* (février 1934); *L'autorizzazione per i nuovi impianti industriali*, in *Economia Italiana* (déc. 1932); *La legge sull'autorizzazione per i nuovi impianti ind*, in *Sindacato e Corporazione* (mars 1932); *La legge sull'autorizzazione per i nuovi impianti ind*, in *Comercio* (mai 1934); *La legge sugli impianti industriali e le corporazioni*, in *Lavoro Fascista* (2 juin 1934).

Plus d'interventions occasionnelles de l'Etat, mais action directe et continuelle pour développer, à l'aide de nouvelles institutions, et pour se diriger vers une nouvelle forme de l'économie.

On peut dire que ces deux lois sont peut-être les plus révolutionnaires dans le domaine économique, car la phase la plus dure, le ciment, commence aujourd'hui. Pas d'étatisme socialiste, mais étatisme corporatif. La différence essentielle, dit-on, entre les deux conceptions est dans la diversité des rapports entre l'Etat et l'individu (1).

L'Etat, dans la première conception, est une organisation bureaucratique centrale qui s'oppose aux individus; dans la seconde conception, le fascisme prétend que l'Etat ne s'oppose pas aux individus, mais coïncide avec eux, car entre les deux se trouve un élément médiateur qui comble ce dualisme : la corporation. Le système corporatif, nous affirme M. Biagi (2), est un système ouvert où de nouvelles forces peuvent toujours entrer à travers la continue évolution et la continue ascension des industries et des catégories.

Au début de notre travail, nous avons dit que la corporation d'aujourd'hui, dans le régime fasciste bien entendu, ressemble aux corporations du moyen âge. Et nous disons qu'elles se ressemblent, et non qu'elles sont identiques, car

(1) Ugo SPIRITO : *Capitalisme et Corporativismo*, in *Lavoro Fascista*, 21 sept. 1934.

(2) B. BIAGI : *Dieci anni di esperienza corporativa*, in *Corriere della Serra* (27 novembre 1933).

l'identité n'existe que dans les mathématiques, elle n'existe nullement dans la nature. La corporation moyenâgeuse était une association fermée. Celle d'aujourd'hui, tout en tenant compte de l'augmentation de la population, de l'évolution de l'économie et de l'énorme progrès de la technique, est, qu'on nous excuse l'expression, une corporation entrebâillée.

Nous tâcherons de le montrer par la suite.

L'observation des faits économiques nous montre que l'intervention de l'Etat dans tous les domaines, et surtout dans celui économique, a augmenté de plus en plus depuis 1929 jusqu'à nos jours. On peut affirmer catégoriquement que l'influence de l'Etat n'a été absente dans aucun aspect de la vie agricole et industrielle du pays.

Une des formes les plus caractéristiques d'intervention s'est manifestée par les principes affirmés dans la loi du 12 janvier 1933, n° 141. Cette loi assume une valeur de plus en plus grande parce qu'elle constitue plus que la loi sur les consortiums obligatoires, un nuclé de dispositions qui contrôlera et dirigera la structure industrielle de la nation.

Voici le texte de la loi :

« ARTICLE PREMIER. — Dans le but d'adapter l'organisation industrielle de la nation aux conditions économiques générales, faculté a été donnée au gouvernement du roi de prendre toutes dispositions afin que l'installation des nouveaux établissements industriels, ainsi que l'agrandisse-

ment des établissements industriels existants, soient soumis à son autorisation.

« ART. 2. — Le gouvernement du roi pourra user de la faculté dont il est question à l'article premier, même séparément pour chaque branche d'industrie, par décret royal sur la proposition du Ministre des Corporations, d'accord avec le Ministre des Finances, et, suivant les cas, avec les ministres intéressés, et en fixant les règles de leur mise en vigueur.

« Pour les matières pour lesquelles le gouvernement du roi intervient suivant les dispositions de la présente loi, les dispositions contenues dans le décret-loi du 3 novembre 1927 et dans le décret-loi du 18 novembre 1929 cessent d'avoir effet.

« ART. 3. — Quiconque exploite un nouvel établissement industriel ou un établissement industriel agrandi, sujet à l'autorisation du gouvernement, suivant les termes de la présente loi, sans avoir obtenu ladite autorisation, est puni d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 liras.

« Lorsqu'il s'agit de sociétés commerciales, la peine s'applique à chaque administrateur.

« Sans préjudice des peines prévues par cet article, le Ministre des Corporations, par décret, prescrira la fermeture des nouveaux établissements industriels qui n'auront pas observé les dispositions de la présente loi. »

Cette loi, composée de trois articles, est attachée étroitement, quant à son contenu, aux décrets-lois des 13 no-

vembre 1927 et 18 novembre 1929. Le premier donne au gouvernement la faculté de contrôler les nouvelles entreprises industrielles à construire dans le territoire des communes ayant une population supérieure à cent mille habitants, et qui exige une main-d'œuvre d'au moins cent travailleurs. Le second s'attache aux industries essentielles à la défense nationale.

La loi, en outre, donne au gouvernement la faculté d'exercer, en dehors de la loi dont il s'agit, des pressions nécessaires pour les diverses branches de l'industrie, cas par cas, sur la proposition du Ministre des Corporations.

Les buts de cette loi ont été formulés par M. Asquini, dans son discours à la Chambre des Députés, le 7 décembre 1932 : « Il s'agit de ne pas briser l'esprit inventif et expansif des industries en faveur des situations constituées, qui peuvent être exploitées par certains spéculateurs, mais d'exercer une tutelle sur certains secteurs de l'industrie, où des efforts valeureux se manifestent afin de surmonter la crise. » (1).

C'est parfaitement vrai que, dans les cinquante dernières années, la physionomie de l'industrie italienne a changé considérablement. Dans certaines provinces, la densité de la population arrive à celle des zones industrielles de la Belgique, de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Cette nouvelle organisation est issue, pour un bon tiers, des besoins de l'exportation. En pleine crise, l'exportation des

(1) *Sindacato e Corporazione* (mars 1933).

produits manufacturés représente 62 % du volume complexe de l'exportation italienne.

La loi cherche à combattre la mentalité pseudo-bancaire qui, dans le passé, a coûté énormément à la masse des épargnants italiens. Le gouvernement a cru nécessaire de combattre la politique industrielle exposée assez souvent aux manœuvres étrangères alimentées par des capitalistes qui ont favorisé le gaspillage de la richesse nationale et le crédit de la collectivité. Cette loi a eu dans la presse deux courants différents. L'un lui attribue un caractère exceptionnel et contingent, par rapport aux situations particulières de l'économie industrielle produite par la crise; l'autre la considère, en revanche, comme un nouveau pas en avant sur le chemin révolutionnaire des réalisations de l'économie corporative. Il faut remarquer cependant qu'il y a une analogie d'interprétation, du fait que les deux courants s'occupent de la discipline des activités économiques privées. On peut dire que les deux propositions contemplent la loi dans le but de coordination des forces productives pour atténuer le déséquilibre entre la potentialité de production et la potentialité d'absorption des marchandises. Tout le monde était d'accord pour donner à l'activité économique une assiette organique plus solide afin d'éliminer la dispersion des forces et la multiplication des frictions initiatives d'antan.

Ultérieurement à la loi est intervenu un règlement qui discipline plus complètement la matière en harmonie avec les principes énoncés par la susdite loi. Ce règlement, du

15 mai 1933, n° 590, établit avant tout les modalités nécessaires pour l'obtention de l'autorisation pour les nouvelles entreprises et pour l'agrandissement de celles qui existent déjà.

Nous ne voulons pas entrer dans le labyrinthe du règlement. Il nous suffit néanmoins de dire qu'il existe vingt et une catégories pour lesquelles l'autorisation est exigée. Pour la procédure, l'autorisation est demandée à un organisme technique, la commission centrale créée auprès de la direction générale de l'industrie du Ministère des Corporations. La commission chargée d'autoriser les nouvelles entreprises et de donner des avis est composée par le sous-secrétaire d'Etat aux Corporations, qui assume la charge de président, ou par une autre personne déléguée par lui. Y prennent part deux représentants du Ministère des Corporations, un du Ministère des Finances, un du Ministère du Commerce, un des Travaux Publics, un de l'Agriculture, le secrétaire de la Commission suprême de défense, un représentant de la Confédération générale fasciste de l'industrie italienne et un représentant de la Confédération nationale des syndicats fascistes de l'industrie (1).

La commission commença ses travaux le 4 avril 1933 et se réunit sept fois pour l'examen des demandes relatives à 118 nouvelles entreprises. Le plus grand nombre de demandes a été exigé par l'industrie chimique (42 demandes), l'industrie métallurgique (27 demandes), l'industrie

(1) *Lavoro Fascista* (21 septembre 1934).

frigoriférique (10 demandes), les matériaux électriques (17 demandes). Les résultats furent les suivants : 47 autorisées; sur trois, la commission ne se prononça pas, car les demandes ne rentraient pas dans les catégories où l'autorisation est exigée par la loi; deux restèrent en suspens, et le reste fut refusé. En d'autres termes, 55 % des demandes ont été refusées.

Au mois de septembre de l'année 1934, sur 115 demandes, la commission a autorisé environ 60 nouvelles entreprises et augmentations industrielles (1).

Ici, une parenthèse. La loi, en parlant de « nouvelles entreprises », ne nous dit pas ce qu'il faut entendre par ce terme. Dans les sphères officielles, on dit que les fabriques qui viennent d'être rouvertes et réorganisées n'ont pas besoin d'une autorisation préalable. Pourquoi? Nous sommes d'avis que, pour ces dernières, la nécessité d'une demande s'impose. Il ne faut pas oublier que certaines entreprises ont été frappées par la crise, et, pour la plupart, elle étaient malades. Elles ont été acquises à des prix dérisoires, et, une fois réorganisées, elles pourront jeter sur le marché une quantité de marchandises dont le coût de production serait moindre que celui des marchandises produites par les entreprises qui n'ont pas cessé de travailler et qui ont dû consentir de gros sacrifices.

Revenons au décret-loi qui présente, quant à nous, un

(1) *Sindacato e corporazione* (mars 1933).

caractère de favoritisme. Considérés en eux-mêmes, ces groupes présentent bien des périls. En effet, il se dessine une tendance de monopole. Il y aura une concentration des grandes forces économiques dans les mains de quelques privilégiés. Mais le problème le plus délicat, c'est sans doute la répartition, entre les différentes entreprises, du total de la production correspondant aux besoins du marché national ou international. Comme, généralement, la capacité de production totale de l'industrie est supérieure à la capacité d'absorption, il résulterait, pour chaque entreprise, une répartition de contingentements maxima qu'elle serait autorisée à produire. Les entreprises, dans une branche quelconque, ayant une quote-part fixée par le gouvernement, verront d'un mauvais œil l'ouverture d'une nouvelle entreprise. Si le marché est capable d'absorber une plus grande quantité, on va sans doute recourir à celles existantes. On ne fera autre chose qu'augmenter la quote-part de chacune. En second lieu, l'imposition des prix élevés sera dans le désavantage du consommateur, étant donné que l'intérêt du consommateur est pratiquement l'intérêt de tout le monde. Il devrait être théoriquement le plus puissant, et pourtant, en fait, c'est le contraire qui se produit. En effet, l'individu réunit en sa personne les deux qualités de producteur et de consommateur, et il accorde beaucoup plus d'importance à la première qu'à la seconde. Il tient, ce qui est naturel dans tous les pays, surtout à assurer par tous les moyens le gain qui lui permet de vivre, et se désintéresse souvent de la façon dont il pourra le dépenser.

Ainsi, comme le remarque M. P. Alpert (1), l'intérêt du consommateur est celui au détriment duquel se réalisent toujours les mesures de protection prises en faveur de telle ou telle catégorie d'intéressés, et qui aboutissent inévitablement à une élévation des prix des produits protégés, c'est-à-dire à une spoliation du consommateur d'une partie de son pouvoir d'achat.

Le prix sera donné par l'industrie qui aura un coût de production plus élevé. En effet, si toutes les industries se trouvaient dans des conditions analogues et produisaient avec des prix de revient à peu près égaux, tout irait pour le mieux. Mais plus fréquemment il arrive que, dans une certaine branche de l'industrie, il existe des établissements qui se trouvent dans des conditions naturelles particulièrement favorables. Les autres établissements, moins bien outillés, ont un prix de revient plus élevé. La répartition des contingents de production entre les entreprises oblige à maintenir un prix de vente suffisamment élevé pour permettre de vivre à celles qui travaillent dans des conditions moins favorables. L'élévation des prix empêcherait le développement de la consommation et, en fin de compte, cette sous-consommation serait nuisible à l'ensemble de l'industrie.

Les autres bénéficieraient injustement, au détriment du consommateur. Leur marge de gain serait plus grande.

Où est donc cette justice tant vantée par le fascisme?

(1) P. ALPERT : L'économie organisée (Paris 1933).

En troisième lieu, empêchement d'initiative à améliorer le processus productif. Nous ne sommes pas d'accord avec M. Spirito lorsqu'il affirme (1) que la corporation s'adaptera plus vite à une nouvelle technique. De tous les temps, la collectivité a été plus lente à ces sortes d'adaptations; l'individu y met plus d'empressement. Le coût de production ne variera pas aussi facilement, et, par la suite, on verra, à l'intérieur du pays, les entreprises sur lesquelles s'exerce la pression de l'Etat, s'endormir sur les positions acquises.

Quant au point de vue de la politique économique extérieure, l'exagération des barrières (fait commun à tous les pays) entravera l'application du progrès technique, et il résultera ceci : en premier lieu, une incapacité de lutter sur le marché international à cause de la baisse des prix dans les autres Etats, où les entreprises se trouvent sous un régime de liberté, et en second lieu, l'Italie sera obligée de poursuivre une politique de « dumping » dont l'exemple cité par Michels, sur le cas de Middelboroug, en Angleterre, est devenu classique.

Bref, dans ce dernier cas comme dans le premier, la politique suivie se répercutera sur le consommateur.

D'après ce qui précède, on comprend aisément que notre constatation fut justifiée lorsque nous affirmâmes que la corporation fasciste est une association qui n'est pas complètement ouverte.

(1) U. SPIRITO, *op. cit.*

La Charte du Travail déclare, les lois et toute la doctrine répètent, comme pour la liberté syndicale, que la corporation est ouverte. Nous ne voulons ni chicaner les chiffres, ni fermer les yeux; le nombre des autorisations confirme nos dires.

Que le fascisme ait empêché un développement excessif de l'industrie pour mieux résister à la crise, d'accord. Mais au point de vue de la politique internationale, en quoi diffère la politique fasciste de celle suivie par les autres pays? Pour nous, c'est une politique opportuniste, comme toutes les autres, et, autant que nous sachions, l'opportunisme n'a jamais été ni l'axe d'une doctrine ni son apanage. A l'intérieur du pays, il ne faut demander l'avis ni aux lois, ni aux rapports des commissions ni des sous-commissions, mais interroger, comme nous l'avons fait, le commerçant, l'industriel. Ils sont tous contre la nouvelle création du fascisme.

L'œuvre entreprise par le régime cherche à interpréter les exigences d'un temps nouveau avec un mètre bien difficile, car il faudra vaincre les positions mentales et les situations de fait qui ont une tradition séculaire.

M. Einaudi (1), l'un des esprits qui comprennent mieux qu'il ne le sentent le corporativisme, reproduisait récemment le préambule de l'édit de Turgot pour l'abolition des corporations d'arts et métiers, et nous ramène au 12 mars 1776, à Versailles, devant le lit de justice de Louis XVI,

(1) In *Riforma sociale* (avril 1934).

et réclame que la corporation moderne soit « ouverte ». C'est notre avis.

L'individualisme philosophique et juridique de la Révolution française a causé bien des torts aux droits naturels de l'homme par ses outrances, par la méconnaissance du double caractère de l'homme, être à fois individuel et social. Mais, sans retomber dans ces erreurs, toute saine philosophie doit reconnaître que si l'homme est soumis à des devoirs envers la Société, si sa liberté doit être limitée parce qu'il ne peut pas réaliser sa fin en dehors de la Société, il n'en reste pas moins que tout être humain a une destinée personnelle, une fin individuelle à poursuivre et à atteindre, et pour laquelle il a besoin de liberté, de pouvoirs d'action, de droits.

CONCLUSION

Arrivé à la fin de notre travail, nous allons tirer les conclusions qui s'imposent.

Le syndicat, qui était un mythe, est devenu, dans le Régime fasciste, une idée-force, car il s'est intégré dans l'Etat et est devenu une cellule de propulsion et de développement de celui-ci.

Voilà la grande entreprise accomplie par l'Italie d'aujourd'hui. La loi du 3 avril, qui est considérée comme la loi physique du Régime, donne les caractéristiques du nouvel Etat.

Le syndicat doit être considéré comme un élément unitaire et intégral à qui incombent diverses formes d'activité, et il doit être considéré non seulement comme leur instrument économique ou contractuel, mais comme une cellule de l'unité plus grande qui s'appelle l'Etat. L'Etat fasciste, en effet, y puise les forces de tous les facteurs qui le composent.

La défense des ouvriers est faible, et toute l'histoire industrielle nous montre que leurs droits sont mieux défen-

du lorsque les défenseurs sont choisis parmi les authentiques représentants des ouvriers, car plus la délégation est directe, plus l'action de défense ou de conquête est efficace.

La liberté syndicale et la liberté d'action, sur lesquelles nous avons insisté largement, nous le répétons, n'existent pas. Toute la vie de l'ouvrier se résume dans le syndicat, qui prend de plus en plus la forme d'un phalanstère.

La Nation finira par murmurer, comme la Roxane de Montesquieu : « Nous avons plus rien de libre que les pleurs. »

Quant à l'organisation corporative, elle est de date trop récente, et il serait prématuré, croyons-nous, de nous risquer dans ce domaine. Cependant, les soi-disant organes précorporatifs n'ont pas donné les résultats qu'on attendait d'eux, et la corporation du spectacle, une des premières corporations, n'est qu'une simple association entre gens du même métier, mais pas plus.

Si les corporations moyenâgeuses étaient des associations précapitalistes, celles d'aujourd'hui contiennent, en revanche, des professions et d'intérêts les plus opposés, et nous nous demandons si cet être nouvellement créé aura une volonté et si, à la lutte des classes, le nouveau régime ne substituera pas une lutte des catégories.

Le grand tort des doctrinaires et de chercher à appliquer des principes d'économie moderne au régime des corporations, qui s'inspire des principes qui ne sont pas ceux des Etats modernes.

Dans un récent article publié par *le Temps*, M. J. Barthélemy, en parlant du Régime fasciste, disait : « Je ne sais vers quoi le fascisme se dirige, mais je sais de quoi il s'éloigne : des principes de la Révolution française. » Cette affirmation nous paraît peu exacte.

Chaque législation varie d'un pays à l'autre, suivant la tradition historique, la structure politique de la complexe situation économique et sociale. Le peuple italien n'a jamais eu une tradition libérale à l'instar de la France ou des pays anglo-saxons, et il souffre peut-être moins, aujourd'hui, de la perte des libertés politiques que de certaines atteintes à ses intérêts personnels et à ses coutumes. La liberté est une notion qui varie selon les époques et selon les régimes, et la liberté d'il y a cent ans n'est plus celle d'aujourd'hui.

Depuis la grande guerre, tous les systèmes politiques et les relatives idéologies politiques qui ont dominé l'histoire moderne sont soumis à une revision presque radicale.

La facilité matérielle de l'époque post-bellique a conduit à un relâchement de la conscience. Et c'est non seulement contre cette facilité éphémère, contre cet état d'euphorie passager que la nouvelle doctrine se dressa, mais surtout contre les conceptions d'une doctrine qui, depuis des années, a fait preuve de sa force et de sa vitalité.

Comme les choses, en Italie, après la guerre, ne marchèrent pas, il fallait trouver un responsable, et ce responsable, qu'on situe déjà dans le passé, s'appelle le capitalisme.

Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de montrer les avantages de ce système, mais nous sommes d'accord pour reconnaître aussi ses méfaits.

A l'époque héroïque de l'industrie a fait suite un capitalisme plus évolué, qui dura jusqu'au commencement de la guerre, et à celui-ci succéda un capitalisme effréné. C'est contre ce dernier, croyons-nous, que le Fascisme se dresse, et en ceci il ne diffère nullement des doctrinaires libéraux, qui eux-mêmes avouent qu'on est allé un peu trop loin, non à cause du développement trop rapide du capitalisme, mais surtout à cause des passions déchaînées et de leurs tristes conséquences.

Le Fascisme, pour remédier à cette situation, et inspiré d'une autre idéologie de la justice sociale, substitue à l'économie libérale une économie disciplinée. Les résultats obtenus par la nouvelle politique corporative sont édifiants.

Pour nous, aucun organe de la collectivité, qui agit seulement dans l'intérêt de celle-ci, ne peut produire une œuvre aussi efficace que celui qui travaille pour la collectivité à travers son propre intérêt.

C'est pour cette raison que l'organisation privée de la production et la propriété privée du capital sont les bases, techniquement plus parfaites et plus favorables des buts poursuivis par la Nation.

On n'improvise pas l'histoire, il faut procéder par étapes. Notre conviction est que le régime individualiste n'est pas encore à sa fin. Le régime sous lequel nous vivons aujourd'hui n'est pas le régime du libéralisme. M. Gaxotte l'a très

bien défini : « Le capitalisme ne subsiste plus guère que pour être chargé de tous les crimes; on lui a crevé un œil, lié les mains, coupé les jambes, arraché le nez, les dents et les oreilles, et on lui reproche de ne plus agir. C'est d'une assez jolie perfidie. » (1).

Qu'est-ce qu'on nous offre à la place? Un système artificiel, un régime d'économie dirigée où les dirigeants ont eu recours à des pratiques qui, dans les pays où il existe, ont donné des résultats exactement inverses à ce qui avait été prévu.

Nous sommes d'avis que le système doit être révisé, que l'économie et la production doivent être disciplinées, car chaque pays, à l'heure actuelle, cherchant à vivre dans un état d'autarchie presque complète, le vieux système libéral nous conduirait à un état de beaucoup plus grave que celui que nous traversons.

Il n'a jamais existé un régime de libéralisme pur, comme il n'a jamais existé un régime d'interventionnisme pur, seulement les dosages étaient différents (1).

Mais si cette évolution implique, comme le remarque M. Pirou, un recul de l'individualisme, il ne signifie pas le déclin du capitalisme.

L'une des raisons de la solidité de ce régime réside en ce que les organismes de production qui pourraient être,

(1) *Je suis partout* (14 janvier 1933).

(2) CHLEPNER, in Congrès des économistes de langue française, (Paris, 1933).

un jour, capables de prendre sa place ne semblent pas encore mûrs.

La grande faute du fascisme et de son économie est de vouloir s'étendre sur le plan international. La loi éternelle de l'histoire nous montre que lorsqu'un grand mouvement intellectuel et idéologique prétend à l'universel, il finit par se retourner contre les intérêts de ceux qui en ont d'abord profité.

Cependant, pour terminer, nous ne voulons pas passer sous silence l'effort considérable accompli par un peuple riche en population, mais desservi par la nature.

Gardons-nous, néanmoins, d'un scepticisme dangereux. Nous qui avons l'expérience de nos aïeux, nous tirons des conclusions que nous passons à ceux qui nous suivent, en perpétuant et en perfectionnant à la fois cette chaîne dont chaque génération forme un anneau.

Nous avons trop souvent tendance à dénigrer ce qui ne nous est pas familier, et à croire qu'on ne saurait créer rien de durable en dehors des voies historiques que nous nous sommes tracées.

Le succès, comme le génie, est une question de patience.

Vu : *Le Doyen de la Faculté*,
E. ALLIX.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
Gaëtan PIROU.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- ARIAS (G.). — *L'Economia nazionale corporativa*. Rome, 1929.
- ALPERT (P.). — *L'Economie organisée*. Paris, 1933.
- AMBROSINI (G.). — *Il consiglio nazionale delle corporazioni*. Rome, 1930.
- ASSANTE. — *Dal Sindacato alla corporazione*. Naples, 1934.
- BARASSI (L.). — *Diritto sindacale e corporativo*. Milan, 1934.
- BIAGI (B.). — *Lo Stato corporativo*. Rome, 1934.
- BONCOUR (J.-P.). — *Le Fédéralisme économique*. Paris, 1907.
- BORTOLLOTTO (G.). — *Politica corporativa*. Milan, 1934.
- BOTTAI (G.). — *Esperienza corporativa*. Rome, 1929.
- *Esperienza corporativa*. Florence, 1934.
- *Il consiglio nazionale delle corporazioni*. Milan, 1933.
- *Sviluppi del' idea corporativa nella legislazione internazionale*. Livourne, 1929.
- *L'ordinamento corporativo*. Rome, 1927.
- BUOZZI (B.) et NITTI (Fr.). — *Fascisme et Syndicalisme*. Paris, 1930.

- CAPITANT et CUCHE. — *Précis de législation industrielle*. Paris, 1930.
- CAPOBIANCO (C.-L.). — *Sindacato e diritto*. Milan, 1929.
- CARNELÙTTI. — *Il sindacalismo*. Milan, 1927.
- COSTAMAGNA (C.). — *Diritto corporativo italiano*. Turin, 1927.
- ERCOLE. — *Le origini della corporazione fascista*, in *Politica*, 1928.
- FERRI (C.-E.). — *Le associazioni sindacali*. Padoue, 1933.
- GALIBERI (A.). — *Luce mazziniane nel sindacalismo fascista*. Rome, 1933.
- GONNARD (R.). — *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1930.
- GANGEMI (L.). — *Lineamenti di politica economica corporativa*. Catagna, 1932.
- GRESSAYE (B. DE LA). — *Le Syndicalisme*.
- HITZE (F.). — *Capital et travail et la réorganisation de la Société*. Louvain et Paris, 1898.
- JACOPINI. — *Dante e il Fascismo*. Rome, 1929.
- LEROY (M.). — *Les techniques nouvelles du syndicalisme*. Paris, 1921.
- LESCURE (J.). — *Le nouveau régime corporatif*. Paris, 1934.
- LUCIUS (P.). — *Faillite du capitalisme*. Paris, 1932.
- MALUSSARDI (E.). — *Elementi di storia del sindacalismo fascista*. Turin, 1930.
- MANTELLI (G.-B.) et ROGGERO. — *I consorzi in Italia*. Milan, 1933.
- MAZZONI (G.). — *La corporazione*. Florence, 1934.
- *L'ordinamento corporativo*. Padoue, 1934.

- MICELLI (G.). — *Istituzioni di Diritto corporativo*. Rome, 1934.
- MITZAKIS (M.). — *Les grands problèmes italiens*. Paris, 1931.
- MUSSOLINI (B.). — *Le Fascisme*. Paris, 1933.
— *Discorsi*. Milan, 1925-30.
- NAVARRA (A.). — *Consorti obbligatori*. Naples, 1932.
- OLIVETTI (A.-O.). — *Il sindacalismo come filosofia e come politica*. Milan, 1926.
- ORANO (P.). — *L'istituzione delle corporazione*. Rome, 1934.
— *Organisation syndicale et corporative italienne*. Rome, 1933.
- PETRONE (C.). — *Diritto costituzionale*. Rome, 1934.
- PIROU (G.). — *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Paris, 1925.
— *La crise du capitalisme*. Paris, 1934.
- PANNUNZIO (S.). — *La riforma costituzionale*. Florence, 1934.
- RANELLETTI (E.). — *Corso di diritto sindacale e corporativo*. Rome, 1933.
- RAZZA (L.). — *Le corporazione*. Rome, 1933.
- ROCCO (A.). — *La trasformazione dello Stato*. Rome, 1927.
- ROSENSTOCK-FRANK (L.). — *L'économie corporative fasciste*. Paris, 1934.
- SCELLE. — *Le Droit ouvrier*. Paris, 1922.
- SCIUTI. — *Il sindacato in Italia*. Rome, 1932.
- SOMBART (W.). — *Le socialisme et le mouvement social au dix-neuvième siècle*. Paris, 1898.
- SOREL (G.). — *L'avenir socialiste des Syndicats*. Paris, 1901.

SPIRITO (U.). — *La critica dell'economia liberale*. Milan, 1930.

— *La crisi del capitalismo e il sistema corporativo*. Milan, 1934.

VITO (F.). — *I sindacati industriali*. Milan, 1932.

*VILLEY. — *L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française*. Paris, 1923.

ZOPPI (A.). — *La dottrina corporativa*. Milan, 1932.

Atti Parlamentari, 1925-1934.

Congrès des économistes de langue française, 1933.

Feuilles d'informations corporatives, 1929-1934.

L'organisation syndicale et corporative italienne. Rome, 1933.

Relazioni sull'attività degli uffici economici. Rome, 1932.

L'organisation syndicale.....	7
CHAPITRE I ^{er} . — Histoire de la législation et du mouvement syndical italien...	7
Section I ^{re} . — Le mouvement syndical avant la guerre	7
Section II. — Le mouvement syndical après la guerre	12
Section III. — La naissance du syndicalisme fasciste	14
Section IV. — La position de l'Etat à l'égard des groupements professionnels...	24
Section V. — Travaux préparatoires de la ré- forme syndicale.....	31
CHAPITRE II. — La loi du 3 avril 1926.....	39
Section I ^{re} . — Les associations de premier degré.	39
§ I ^{er} . — L'unité syndicale dans la loi du 3 avril.....	39

§ II. — Syndicat obligatoire ou libre?...	43
§ III. — Syndicat mixte ou homogène?...	49
§ IV. — La réglementation de l'association syndicale	51
§ V. — Pouvoirs du syndicat légalement reconnu	58
<i>Section II.</i> — Les associations de fait.....	64
§ I ^{er} . — Encadrement multiple.....	66
§ II. — Associations autorisées mais qui ne peuvent pas se voir attri- buer la reconnaissance légale..	66
§ III. — Associations absolument inter- dites	67
<i>Section III.</i> — Les associations de degré supé- rieur	69
§ I ^{er} . — La reconnaissance légale des as- sociations de degré supérieur..	71
§ II. — L'organisation et l'administration de ces associations.....	72
§ III. — Pouvoirs des associations de de- gré supérieur.....	73
<i>Section IV.</i> — Est-ce la fin des syndicats?.....	75
CHAPITRE III. — La nouvelle organisation syndi- cale d'après la loi du 5 février 1934	87
<i>Section I^{re}.</i> — L'organisation des Confédéra- tions	90
<i>Section II.</i> — L'organisation des Fédérations..	93

DEUXIEME PARTIE

L'organisation corporative.....	97
CHAPITRE I ^{er} . — Les corporations.....	97
Section I ^{re} . — L'institution des Corporations...	107
§ I ^{er} . — Comment sont constituées les Corporations?	117
§ II. — Quel est leur nombre?.....	121
§ III. — Quelles sont leurs fonctions?... ..	121
CHAPITRE II. — Le Ministère des Corporations..	131
— III. — Le Conseil National des Corpo- rations	135
§ I ^{er} . — Les sections et les sous-sections.	138
§ II. — Les commissions spéciales per- manentes	138
§ III. — L'assemblée générale.....	138
§ IV. — Le comité corporatif central.....	138
CHAPITRE IV. — La politique corporative.....	151
Section I ^{re} . — Les consortiums industriels obli- gatoires	154
Section II. — La loi sur l'autorisation préalable des industries nouvelles.....	171
CONCLUSION	185
BIBLIOGRAPHIE	191
TABLE DES MATIÈRES.....	195

IMPRIMERIE SPÉCIALE DE
LA LIBRAIRIE RODSTEIN
:-: PARIS :-:
